<36638990850011

<36638990850011

Bayer. Staatsbibliothek

Kr

(Bd. II. S. 149–150. ist durch
die Ungeschicklichkeit
des Buchbinders ausge-
schnitten worden.

C
m

Quellen
des
öffentlichen Rechts
der
deutschen Bundesstaaten;
oder
Sammlung der wichtigsten Urkunden, die zur Kenntniß des allgemeinen deutschen Bundesstaatsrechts dienen.

Von 1800 bis 1821.

Erster Band.

Carlsruhe und Baden,
in der D. R. Marx'schen Buchhandlung.
1821.

98

BIBLIOTHECA
REGIA
MONACENSIS

Vorrede.

Durch die Sammlung von Urkunden, welche wir dem Publicum hiemit übergeben, glauben wir ein ziemlich allgemein gefühltes Bedürfniß zu befriedigen.

Unter den verschiedenen politischen Zuständen, die Deutschland seit Anfang dieses Jahrhunderts durchlebt hat, erschienen mehrere Werke, welche alle staatsrechtlichen Acte, die darauf Bezug hatten, vollständig darstellten. Sie enthalten gewöhnlich nebst den Resultaten, auch die offiziellen Verhandlungen, aus denen jene hervorgiengen; oder auch eine fortlaufende Reihe von Aufsätzen historischen, politischen und statistischen Inhalts. Der staatswissenschaftliche Gelehrte kann, so wie der Staatsmann, der auf einem höhern Standpuncte steht, solcher Werke zum

Nachschlagen nicht entbehren. Aber für manche Personen sind sie zu kostbar, und für jeden practischen Geschäftsmann zum täglichen Gebrauche zu unbequem, da die wenigen Actenstücke, auf die er häufiger zurückgehen muß, sich in vielen Bänden zerstreut befinden.

Diese Rücksicht auf das Bedürfniß practischer Geschäftsmänner hat uns, nebst der Wichtigkeit der verschiedenen Urkunden, bey der getroffenen Auswahl vorzüglich geleitet. Ob wir darin glücklich gewesen, wird man aus dem Ueberblick des angehängten Verzeichnisses beurtheilen.

In Ansehung der Urkunden, welche von der Periode vom Anfang dieses Jahrhunderts bis zur Gründung des teutschen Bundes herrühren, hielten wir es für zweckmäßig, nicht nur diejenigen worauf sich die teutsche Bundes-Acte bezog, sondern auch jene aufzunehmen, die, wenn sie gleich nicht als Quelle des geltenden teutschen Bundesstaatsrechts angesehen werden können, doch in historischer Beziehung

und wegen des Uebergangs in den neuen Zustand der Dinge von Wichtigkeit sind.

Uebrigens haben wir in der Regel die natürliche Ordnung des Datums der Urkunden angenommen und dieselben nach ihrem ganzen Inhalt gegeben, ohne Rücksicht auf den Grund der formellen Gültigkeit der Rechtsquellen und auf derogatorische Bestimmungen.

Die vorkommenden Abweichungen von der Reihenfolge nach dem Datum erklären sich von selbst. So konnte z. B. die Königlich Baierische Declaration vom 19ten Merz 1807. die Bestimmung der künftigen Verhältnisse der, der Königl. Souverainität unterworfenen, Fürsten Grafen und Herren zu den verschiedenen Zweigen der Staatsgewalt betreffend, als eine ursprünglich nur Bayern angehende Gesetzurkunde, nur als Beylage zur Bundesacte eine Stelle finden.

Schließlich erlauben wir uns zu bemerken, daß gegenwärtige Urkundensammlung vorzüglich auch den Besitzern des öffentlichen Rechts des teutschen Bundes von Herrn Staatsrath Klüber

willkommen seyn dürfte; und daß wir mit dem Werke des Herrn Grävell „die Quellen des allgemeinen teutschen Staatsrechts" keineswegs in Mitbewerbung treten. Dieses hat die verschiedenen in unsere Sammlung aufgenommenen Friedensschlüsse und andere Urkunden, wie z. B. den Reichsdeputationshauptschluß vom Jahre 1803. nicht gegeben; dagegen theilt dasselbe die Verhandlungen des Wiener Congresses, welche auf die Bildung des teutschen Bundes Bezug haben und die Verhandlungen am hohen Bundestage, ausführlicher mit; während wir uns auf die allgemeinen wichtigern Beschlüsse beschränken. Zweck und Inhalt beider Sammlungen sind also verschieden.

Erste Abtheilung.

I.

Friedenstractat zwischen Deutschland und Frankreich abgeschlossen zu Lüneville den 9ten Februar 1801. durch kaiserliches Hofdecret vom 21ten Hornung d. J. der deutschen Reichsversammlung mitgetheilt, von dieser durch Reichsgutachten vom 7ten Merz gutgeheißen, und am 9ten und 11 Merz von beyden Theilen ratifizirt.

Traité de Paix

entre

Sa Majesté l'Empereur, le corps Germanique et la république Française, signé *à Lunéville* le 9. Février 1801.

Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et le premier Consul de la république Française, au nom du peuple Français ayant également à coeur de faire cesser les malheurs de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d'un traité définitif de paix et d'amitié. Sa dite Majesté Impériale et Royale ne désirant pas moins vivement de faire participer l'Empire

Germanique aux bienfaits de la paix, et les conjonctures présentes ne laissant pas le tems nécessaire, pour que l'Empire soit consulté, et puisse intervenir par ses députés dans la négociation; sa dite Majesté ayant d'ailleurs égard à ce qui a été consenti par la députation de l'Empire au précédent congrès de Rastadt, a résolu, à l'exemple de ce qui a eu lieu dans des circonstances semblables, de stipuler au nom du corps Germanique. En conséquence de quoi les parties contractantes ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. Impériale et Royale le Sieur *Louis*, Comte du Saint - Empire Romain, de *Cobenzl*, Chevalier de la Toison d'or, Grand croix de l'ordre royal de St. Etienne, et de l'ordre de St. Jean de Jérusalem, Chambellan, Conseiller intime actuel de sa dite Majestè Imperiale et Royale, son Ministre des conférences et Vice-Chancelier de Cour et d'Etat; — Et le premier Consul de la république Française, au nom du peuple Français, le Citoyen *Joseph Bonaparte*, Conseiller d'Etat. Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté les articles suivans.

Art. I. Il y aura, à l'avenir et pour toujours, paix, amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohème, stipulant, tant en son nom qu'en celui de l'Empire Germanique, et la république Française; s'engageant sa dite Majesté à faire donner par le dit Empire sa ratification en bonne et due forme au présent traité. La plus grande attention sera apportée de part et d'autre, au maintien d'une parfaite harmonie, et à prévenir toutes sortes d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause et sous

quelque prétexte que ce puisse être, en s'attachant avec soin à entretenir l'union heureusement rétablie. Jl ne sera donné aucun secours et protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

ART. II. La cession des ci-devant provinces Belgiques à la republique Française, stipulée par l'article 3. du traité de Campo-Formio, est renouvellée ici de la manière la plus formelle; en sorte que S. M. Jmpériale et Royale, pour Elle et ses successeurs, tant en son nom, qu'au nom de l'Empire Germanique, renonce à tous ses droits et titres aux susdites provinces, les quelles seront possédées à perpétuité en toute souveraineté et propriété par la république Française, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Sont pareillement cédés à la république Française par S. M. Impériale et Royale et du consentement formel de l'Empire:

1) Le Comté de *Falkenstein*, avec ses dépendances;
2) Le *Frickthal*, et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin, entre Zurzach et Bâle; la république Française se réservant de céder ce dernier pays à la république Helvétique.

ART. III. De même, en renouvellement et confirmation de l'article VI. du traité de Campo-Formio, S. M. l'Empereur et Roi possédera en toute souveraineté et propriété les pays ci dessous désignés, savoir:

L'Istrie, la Dalmatie, et les îles ci devant Veni-

tiennes de l'Adriatique en dépendantes, les bouches du Cattaro, la ville de Vénise, les Lagunes, et les pays compris entre les états héréditaires de Sa Majesté l'Empereur et Roi, la mer Adriatique et l'Adige, depuis sa sortie du Tyrol jusqu'à son embouchure dans la dite mer; le *Thalweg* de l'Adige servant de ligne de délimitation; et comme par cette ligne les villes de Vérone et de Porto-Legnago se trouveront partagées, il sera établi sur le milieu des ponts des dites villes des ponts levis, qui marqueront la séparation.

Art. IV. L'article XVIII. du traité de Campo-Formio est pareillement renouvellé en cela, que S M. l'Empereur et Roi s'oblige à céder au Duc de Modène, en indemnité des pays que ce Prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgau, qu'il possédera aux mêmes conditions, que celles en vertu des quelles il possédait le Modénais.

Art. V. Il est en outre convenu que S. A. R. le Grand-Duc de Toscane renonce, pour elle et ses successeurs et ayans cause, au Grand-Duché de Toscane et à la partie de l'île d'Elbe, qui en dépend, ainsi qu'à tous droits et titres résultant de ces droits sur les dits états, les quels seront possédés désormais en toute souveraineté et propriété par S. A. R. l'Infant Duc de Parme. Le Grand-Duc obtiendra en Allemagne une indemnité pleine et entière de ses états d'Italie. — Le Grand-Duc disposera à sa volonté des biens et propriétés, qu'il posséde particulièrement en Toscane, soit par acquisition personnelle, soit par hérédité des acquisitions personnelles de feu S. M. l'Empereur Leopold II. son père, ou de feu S. M. l'Empereur François I. son

ayeul; il est aussi convenu que les créances, établissemens, et autres propriétés du Grand-Duché, aussi bien que les dettes duement hypothéquées sur ce pays, passeront au noûveau Grand-Duc.

Art. VI. S. M. l'Empereur et Roi, tant en son nom, qu'en celui de l'Empire Germanique, consent à ce que la république Française posséde désormais, en toute souveraineté et propriété, les pays et domaines situés à la rive gauche du Rhin, et qui faisaient partie de l'Empire Germanique; de manière, qu'en conformité de ce qui avait été expressément consenti au congrès de Rastadt par la députation de l'Empire, et approuvé par l'Empereur, le *Thalweg du Rhin* soit désormais la limite entre la république Française et l'Empire Germanique, savoir, depuis l'endroit où le Rhin quitte le territoire Helvétique, jusqu'à celui où il entre dans le territoire Batave.

En conséquence de quoi la république Française renonce formellement à toute possession quelconque sur la rive droite du Rhin, et consent à restituer, à qui il appartient, les places de Dusseldorf, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, le fort de Cassel et autres fortifications vis-à-vis de Mayence à la rive droite, le fort de Kehl, et le vieux Brisac, sous la condition expresse, que ces places et forts continueront à rester dans l'état, où ils se trouveront lors de l'évacuation.

Art. VII. Et comme par suite de la cession, que fait l'Empire à la république Française, plusieurs princes et états de l'Empire se trouvent particuliérement dépossédés, en tout ou en partie, tandis que c' est à l'Empire Germanique collectivement à supporter les

pertes résultant des stipulations du présent traité, il est convenu entre S. M. l'Empereur et Roi, tant en son nom, qu'au nom de l'Empire Germanique, et la république Française, qu'en conformité des principes formellement établis au congrés de Rastadt, l'Empire sera tenu de donner aux princes héréditaires, qui se trouvent dépossédés à la rive gauche du Rhin, un dédommagement, qui sera pris dans le sein du dit Empire, suivant les arrangemens qui, d'après ces bases, seront ultérieurement déterminés,

Art VIII. Dans tous les pays cédés, acquis, ou échangés par le présent traité, il est convenu, ainsi qu'il avait été fait par les articles IV. et X. du traité de Campo-Formio, que ceux, aux quels ils appartiendront, se chargeront des dettes hypothéquées sur le sol des dits pays; mais attendu les difficultés, qui sont survenues à cet égard, sur l'interprétation des dits articles du traité de Campo-Formio, il est expressément entendu, que la république Française ne prend à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les états des pays cédés, ou des dépenses faites pour l' administration effective des dits pays.

Art IX. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, il sera accordé dans tous les pays cédés, acquis, ou échangés par le dit traité, à tous les habitans et propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus à cause de la guerre, qui a eu lieu. Les parties contractantes s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par les dits particuliers, ainsi que par les établissemens publics des dits pays, et

à payer ou rembourser toute rente constituée à leur profit sur chacune d'elles. En conséquence de quoi, il est expressément reconnu, que les propriétaires d'actions de la banque de Vienne, devenus Français, continueront à jouir du bénéfice de leurs actions, et en toucheront les intérêts échus ou à écheoir, non obstant tout séquestre et toute dérogation, qui seront regardés comme non avenus, notamment la dérogation résultante de ce que les propriétaires, devenus Français, n'ont pas fourni les 30 et les 100 pour 100 demandés aux actionnaires de la banque de Vienne par S. M. l'Empereur et Roi.

Art. X. Les parties contractantes feront également lever tous séquestres qui auraient été mis, à cause de la guerre, sur les biens, droits et revenus des sujets de Sa Majesté l'Empereur ou de l'Empire, dans le territoire de la république Française, et des citoyens Français dans les états de sa dite Majesté ou de l'Empire.

Art. XI. Le présent traité de paix, notamment les articles VIII. IX. X. et XV. ci-après, est déclaré commun aux républiques: Batave, Helvétique, Cisalpine, et Ligurienne. Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance des dites républiques, et la faculté aux peuples qui les habitent, d'adopter telle forme de gouvernement, qu'ils jugeront convenable.

Art. XII. Sa Majesté Impériale et Royale renonce pour Elle et ses successeurs, en faveur de la république Cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sa dite Majesté pourrait prétendre sur les pays, qu'elle possédait en Italie avant

la guerre, et qui, aux termes de l'article VIII du traité de Campo-Formio, font maintenant partie de la république Cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Art. XIII. Sa Majesté Impériale et Royale tant en son nom, qu'au nom de l'Empire Germanique, confirme l'adhésion déjà donnée, par le traité de Campo-Formio, à la réunion des ci-devant fiefs impériaux à la république Ligurienne, et renonce à tous droits et titres provenant de ces droits sur les dits fiefs.

Art. XIV. Conformément à l'article XI. du traité de Campo-Formio la navigation de l'Adige, servant de limite entre les états de Sa Majesté Impériale et Royale et ceux de la république Cisalpine, sera libre, sans que de part ni d'autre on puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre.

Art. XV. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, ainsi que les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auront pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

Art. XVI. Les biens fonciers et personnels, non aliénés, de S. A. R. l'Archiduc Charles et des héritiers de feu S. A. R. Madame l'Archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république Française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l' espace de trois ans. Il en sera de même des biens fonciers et personnels de LL. AA. RR. l'Archiduc Ferdinand et Madame l'Archiduchesse Beatrix

son épouse, dans le territoire de la république Cisalpine.

Art. XVII. Les Articles XII. XIII. XV. XVI. XVII. et XXIII. du traité de Campo - Formio, sont particulièrement rappellés, pour être exécutés suivant leur forme et teneur, comme s' ils étaient insérés mot à mot dans le présent traité.

Art. XVIII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, cesseront d'avoir lieu, à dater du jour de l' échange des ratifications données au présent traité d'une part par S M. l'Empereur et par l'Empire Germanique, d'autre part par la république Française.

Art. XIX. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur et Roi, par l'Empire et par la république Française, dans l'espace de trente jours, ou plutôt si faire se peut, et il est convenu, que les armées des deux puissances resteront dans les positions où elles se trouvent, tant en Allemagne qu'en Italie, jusqu'à ce que les dites ratifications de l'Empereur et Roi, de l'Empire et de la république Française, ayent été simultanèmént échangées à Lunéville, entre les plénipotentiaires respectifs. Il est aussi convenu que, dix jours après l'échange des dites ratifications, les armées de S. M. Impériale et Royale seront rentrées sur ses possessions héréditaires, lesquelles seront évacuées dans le même espace de tems par les armées Françaises, et que trente jours après le dit échange, les armées Françaises auront évacué la tolalité du territoire du dit Empire.

Fait et signé à Lunéville le neuf Février mil huit cent un. (vingt Pluviôse an 9 de la république Française.)

(L. S.) *Louis Comte Cobenzl.*

(L. S.) *Joseph Bonaparte.*

II.

Da sich dieser Friedensvertrag auf den frühern Frieden von Campo Formio bezieht, so folgt dieser in nachstehendem Abdruck, mit Hinweglassung einiger im Anfange vorkommenden Stellen.

Traité de paix définitif

conclu

entre S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et la république Française, signé à *Campo-Formio* le 17. Octobre 1797. (26 Vendémiaire, an 6.)

Sa Majesté l'Empereur des Romains, Roi de Hongrie et de Bohême, et la république Française voulant consolider la paix, dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d' Eckenwald près de Léoben en Styrie, le 18. avril 1797. (20. germinal, an 5 de la république Française, une et indivisible) ont nommé pous leurs plénipotentiaires, savoir: —— lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Paix et amitié

Art. II. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tous séquestres mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés; elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par les dits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles. Le présent article est déclaré commun à la république Cisalpine.

Art. III. Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, renonce pour Elle et Ses Successeurs, en faveur de la république Française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces Belgiques, connues sous le nom de Pays Bas Autrichiens. La république Française possédera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

Art. IV. Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre sur le sol des pays énoncés dans l'article précédent, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la république Française. Les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Enpereur, Roi de Hongrie et de Bohême, en remettront l'état le plutôt possible au plénipotentiaire de la république Française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

Art. V. Sa Majesté l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la république Française possède en toute souveraineté les îles ci devant Vénitiennes du Levant, savoir: Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo et autres îles en dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant Vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

Art. VI. La république Française consent à ce que S. M. l'Empereur et Roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci dessous désignés, savoir: l'Istrie, la Dalmatie, les isles ci-devant Vénitiennes de l'Adriatique, les Bouches du Cattaro, la ville de Venise, les Lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'Empereur et Roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise; de là une ligne militaire jusqu'à St. Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne dc limite passera ensuite l'Adige à St. Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du Canal-Blanc; y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du Canal-Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du Canal, dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

Art. VII. S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour Elle, Ses Successeurs et ayans cause, en faveur de la république Cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que Sa dite Majesté pourrait prétendre sur les pays, qu' Elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la république Cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété avec tous les biens territoriaux, qui en dépendent.

Art. VIII. S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la république Cisalpine comme puissance indépendante. Cette république comprend la ci-devant Lombardie Autrichienne, le Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des états ci devant Vénitiens à l' ouest et au sud de la ligne désignée dans l' article VI. pour la frontière des états de S. M. l' Empereur en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

Art. IX. Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques, main-levée du séquestre mis sur leurs biens, effets et revenus à cause de la guerre, qui a eu lieu entre S. M. Impériale et Royale et la république Française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui, à l' avenir voudront cesser d'habiter les dits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif. Ils auront le terme de trois ans pour vendre

leurs biens meubles et immeubles, ou en disposer à leur volonté.

Art. X. Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

Art. XI. La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la république Cisalpine, sera libre, sans que l'une ni l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre, ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

Art. XII. Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes, ou par le gouvernement, ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant Vénitiens, pour l'entretien des armées Allemandes et Françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

Art. XIII. Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis. Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

Art. XIV. Les deux parties contractantes, égale-

ment animées du désir d' écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent de la manière la plus solemnelle à contribuer de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

Art. XV. Il sera incessamment conclu un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et à la république Française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les ètats respectifs, les nations les plus favorisées. En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l' état où elles étaient avant la guerre.

Art. XVI. Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées Autrichiennes et Françaises, ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires ou commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

Art. XVII. S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre appartenant à chacune des puissances belligérantes.

Art. XVIII. S, M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au Duc de Modène, en indemnité des pays, que ce prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux

mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

Art. XIX. Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs Altesses Royales l'Archiduc Charles et l'Archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la république Française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois ans. Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son Altesse Royale l'Archiduc Ferdinand dans le territoire de la république Cisalpine.

Art. XX. Il sera tenu à Rastadt un congrès, uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire Germanique et de la république Française, pour la pacification entre ces deux puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plutôt, s'il est possible.

Art. XXI. Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

Art. XXII. Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les états respectifs des puissances contractantes, cesseront à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. XXIII. S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et la république Française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que ce qui a été constamment observé avant la guerre. Sa dite Majesté et la

république Cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette, que celui qui était d'usage entre Sa dite Majesté et la république de Venise.

Art. XXIV. Le présent traité de paix est déclaré commun à la république Batave.

Art. XXV. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur, Roi de Hongrie et de Bohême, et la république Française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plutôt si faire se peut, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 Octobre 1797., (26 Vendémiaire, an 6 de la république Française, une et indivisible)

Signé *Bonaparte*; le marquis *de Gallo*; Louis, comte *Cobenzl*; le comte *de Merveldt*; général-major; le baron *de Degelmann*.

III.

Hauptschluß

der

außerordentlichen Reichsdeputation vom 25ten Februar 1803., durch Reichsgutachten vom 24ten Merz d. J. gutgeheißen, und durch Kaiserliches Commissions-Ratifications-Decret vom 27ten April d. J. bestätigt.

Demnach zu Beendigung des zwischen Kaiserlicher Majestät und dem teutschen Reiche eines — dann der französischen Republick andern Theils — ausgebrochenen Kriegs, zu Folge 20sten Artikels des am 17ten October 1797. geschlossenen Friedens zu Campo-Formio noch in demselbigen Jahre ein Friedens-Kongreß zwischen Allerhöchstgedachter Sr. Kaiserl. Majestät und einer dazu ernannten ausserordentlichen Reichsdeputation einer — dann den Bevollmächtigten der französischen Republick andrer Seits — zu Rastadt eröffnet worden, auch daselbst die Unterhandlungen bereits so weit gediehen, daß im Namen des teutschen Reichs in die Ueberlassung der Lande der linken Rheinseite nicht nur gewilligt, sondern auch wegen des dadurch auf solcher Rheinseite entstehenden Verlustes die Grundlage der Entschädigung durch Säkularisationen angenommen, diese Friedensunterhandlungen aber durch den Wiederausbruch der Feindseligkeiten unterbrochen worden: so ist zwar nachher am 9ten Februar 1801. von Sr. Kaiserl. Majestät mit dem ersten Konsul der französischen Republick auch Namens des teutschen Reichs, unter Beziehung auf die bey dem vorhergegangenen Rastadter Kongresse von der Reichsdeputation schon verwilligte Basis, Friede zu Lüneville

geschlossen, dieser Friedensschluß auch von Kurfürsten, Fürsten und Ständen unter reichsoberhauptlicher Mitwirkung am 7ten März 1801. wirklich genehmigt, jedoch in diesem Friedensschlusse selbst einige Gegenstände auf weitere Erörterung ausgesetzt worden; indem nicht nur die im Vten Artikel dem Herrn Großherzoge von Toskana zugesagte Entschädigung in Teutschland keine nähere Bestimmung daselbst erhalten, sondern auch vermöge des VIIten Artikels die Entschädigungen der erblichen Reichsstände in Gemäßheit der schon erwähnten zu Rastadt aufgestellten Grundsätze noch bestimmt werden sollten. — Nachdem nun ferner von Sr. Kaiserl. Majestät zu Vollziehung dieser Artikel, sogleich nach geschehener Mittheilung des Friedens von Lüneville an die allgemeine Reichsversammlung durch ein eignes kaiserl. KommissionsDekret vom 3ten Merz ein weiteres Reichsgutachten über die reichsständische Mitwirkungsart zur gänzlichen Berichtigung des Reichsfriedensgeschäftes verlangt, dieses Reichsgutachten auch den 2ten Oct. 1801. dahin, daß hiezu eine abermalige ausserordentliche Reichsdeputation, bestehend aus 8 Mitgliedern, und zwar aus dem Kurfürsten-Rathe: Kurmainz, Kurböhmen, Kursachsen, Kurbrandenburg; aus dem Fürsten-Rathe: Baiern, Hoch- und Teutschmeister, Wirtemberg und Hessenkassel, zu ernennen sey, wirklich erstattet, und von Kaiserlicher Majestät unterm 7ten Nov. 1801. allergnädigst genehmigt worden; so haben sodann endlich Se. Kaiserliche Majestät durch ein weiteres allergnädigstes Kommissions-Dekret vom 2ten August dieses Jahrs der allgemeinen Reichsversammlung bekannt gemacht, daß der Zeitpunkt, wo die ausserordentliche Reichsdeputation sich zu vereinigen habe, erschienen sey, daß daher sämmtliche deputirte Stände ihre Subdelegirten nach Regensburg, als den mit Beistimmung der französischen Regierung festgesetzten Ort absenden, auch

daß die zu gänzlicher Berichtigung dieses Friedensgeschäftes für die Deputation erforderliche Vollmacht ausgefertigt werden solle, indem Allerhöchstsie in Ihrer reichsoberhauptlichen Eigenschaft als Ihren Kaiserlichen Bevollmächtigten bey diesem Kongresse den wirklichen Kaiserl. geheimen Rath und Kaiserl. Konkommissarius an der allgemeinen Reichsversammlung Reichsfreiherrn von Hügel zu bestimmen allergnädigst geruht hätten. — Wie nun hierauf die Reichsvollmacht, um die in dem Lüneviller Friedensschlusse Art. V. et VII. einer besondern Uebereinkunft noch vorbehaltenen Gegenstände, einvernehmlich mit der französischen Regierung näher zu untersuchen, zu prüfen und zu erledigen am 3ten August d. J. für diese ausserordentliche Reichsdeputation wirklich ausgefertigt worden: so haben die deputirten Reichsstände ihre Subdelegirten, nämlich Kurmainz den Kaiserl. geheimen Rath, Commandeur des St. Stephans-Ordens, und Kurfürstl. Mainzischen Staatsminister, Herrn Franz Joseph Freiherrn von Albini; Kurböhmen, den Kaiserl. Reichshofrath Herrn Franz Aban von Schraut; und späterhin noch den Kaiserl. Kämmerer und Königl. Kuhrböhmischen Reichstagsgesandten, Herrn Ferdinand Grafen zu Colloredo-Mansfeld; Kursachsen, den kursächsischen geheimen Rath Herrn Hans Ernst von Globig; Kurbrandenburg, den königl. preußischen wirklichen geheimen Etats- und Kriegsminister auch Reichstagsgesandten, des schwarzen und rothen Adlerordens Ritter, Herrn Johann Eustachius Grafen von Schlitz, genannt Görz; und den königl. preußischen Directorialgesandten im fränkischen Kreise, auch Kammer-Vicepräsidenten zu Anspach, Herrn Konrad Sigmund Karl Hänlein; Baiern den kurfürstl. Kämmerer, wirklichen geheimen Rath und Komitialgesandten, Herrn Alois Franz Xaver Freiherrn von Rechberg und Rothenlöwen; Hoch- und Teutschmeister, den Herrn

Karl Philipp Ernst Freiherrn von Nordegg zur Rabenau, des hohen teutschen Ordens Ritter, Rathsgebiethiger der Ballei Franken, Kommentur zu Donauwört, hochfürstl. Hoch- und Teutschmeisterischen adelichen wirklichen Hof-Regierungs- und Kammerrath, und Oberamtmann des Scheuerberger Gebietes zu Hornegg; Wirtemberg, den herzogl. wirklichen geheimen Rath, Vicepräsidenten, Kammerherrn, und Ritter des herzoglichen großen Ordens, Herrn Philipp Christian Freiherrn von Normann; Hessenkassel, den kurfürstlichen geheimen Rath und Komitialgesandten Herrn Philipp Maximilian von Günterrode; und späterhin noch den Hessenkasselschen Kriegsrath, Herrn Georg Wilhelm von Starkloff, hieher nach Regensburg abgeordnet, so, daß diese Deputationsversammlung, nach allerseitiger herkömmlichermassen vollzogener Legitimation, am 24sten August wirklich konstituirt und mittels Proposition des ernannten höchstansehnlichen Kaiserlichen Herrn Plenipotentiarius eröffnet worden.

Da nun auch zu gleicher Zeit der erste Konsul der französ. Republick einen Ministre extraordinaire, in der Person des Citoyen *Laforest*, hieher abgeordnet; ferner Se. Kaiserl. Russische Majestät Ihre hohe Vermittelung, gemeinsam mit dem französischen Gouvernement zu Berichtigung der gedachten Entschädigungssache, und zu Befestigung der Ruhe Teutschlands, eintreten zu lassen sich entschlossen, und zu dem Ende bereits unterm 18ten August ersagter französ. Ministre Citoyen *Laforest* gemeinsam mit dem bey der allgemeinen Reichsversammlung akkreditirten Kaiserl. Russischen Herrn Ministre Resident *Klüpffel* zwey gleichlautende Deklarationen dieser Reichsdeputation mitgetheilt, worinn diese hohen vermittelnden Mächte, zum Behufe der anzustellenden Berathschlagungen, einen allgemeinen Entschädigungsplan vorgelegt; auch kurz nach-

der Se. Kaiserl. Russische Majestät einen eigenen Plenipotentiaire in der Person des Kaiserl. Russischen geheimen Raths und mehrerer Orden Ritters, Herrn Karl Freiherrn von Bühler, bisherigen ausserordentlichen Gesandten am Kurpfalzbairischen Hofe, zu diesem Geschäfte hieher abzuordnen geruhet; sodann die Reichsdeputation die ihr zugestellten Deklarationen in allen ihren Theilen gründlich erwogen, hierüber den gedachten Herrn Ministern der vermittelnden Mächte unter jedesmaliger Mittheilung der bey ihr eingereichten mannigfaltigen Reklamationen und Vorstellungen ihre Beschlüsse eröffnet; hierauf aber diese unterm 8ten October der Deputation einen abgeänderten Plan, als Resultat ihrer neuesten Instruktionen mitgetheilt, die Deputation sodann auch diesen 2ten Plan in weitere Berathung gezogen, und hierüber den erwähnten Herren Ministern ihre fernern Beschlüsse ebenfalls kommunicirt, darauf endlich diese weitere Noten vom 19ten October, 15ten und 19ten November, 3ten December v. J. 18ten und 31ten Jänner, dann den 11ten dieses übergeben haben: so ist nunmehr hiernach und aus allen vordern einzelnen Deputationsbeschlüssen folgender **Deputations-Hauptschluß** abgefaßt worden:

Die Austheilung und endliche Bestimmung der Entschädigungen geschieht, wie folgt:

§. 1) Sr. Majestät dem Kaiser, Könige von Ungarn und Böhmen, **Erzherzoge von Oestreich**, für die Abtretung der Landvogtei Ortenau: die Bisthümer **Trient** und **Brixen**, mit ihren sämmtlichen Gütern, Einkünften, eigenthümlichen Besitzungen, Rechten und Vorrechten, ohne irgend einige Ausnahme, und die in diesen beyden Bisthümern gelegenen Kapitel, Abteien und Klöster; unter der Verbindlichkeit jedoch, sowohl für den lebenslänglichen Unterhalt der bey-

den jetzt lebenden Fürstbischöfe und der Mitglieder der beyden Domkapitel, nach einer mit solchen zu treffenden Uebereinkunft, als auch für die hierauf erfolgende Dotation der bey diesen beyden Diöcesen anzustellenden Geistlichkeit, nach dem in den übrigen Provinzen der östreichischen Monarchie bestehenden Fuße, zu sorgen. Alle Eigenthums- und übrigen Rechte, die Sr. Majestät dem Kaiser und König als Souverain der Erbstaaten und als höchstem Reichsoberhaupte zustehen, bleiben Ihnen vorbehalten, in so ferne diese Rechte mit der Vollziehung gegenwärtiger Urkunde bestehen können; jene Rechte hingegen, worüber besonders verfügt worden ist, gehen an die neuen Besitzer über.

Dem Erzherzoge Großherzoge für Toskana und dessen Zugehörungen: das Erzbisthum Salzburg, die Probstei Bergtolsgaden, der jenseits der Ilz und des Inns auf der Seite von Oestreich gelegene Theil des Bisthums Passau, jedoch mit Ausnahme der Innstadt und Ilzstadt, sammt einem Bezirke von 500 französischen Toisen im Durchschnitte vom äussersten Ende jener Vorstädte an gemessen; und endlich die in den oberwähnten Diöcesen gelegenen Kapitel, Abteien und Klöster. Diese Besitzungen erhält der Erzherzog unter den, auf die bestehenden Verträge gegründeten, Bedingungen, Verbindlichkeiten und Verhältnissen. — Sie werden vom bairischen Kreise getrennt, und dem östreichischen einverleibt; auch ihre geistlichen, sowohl Metropolitan- als Diöcesan Ge- Gerichtsbarkeiten werden gleichfalls durch die Gränzen der beyden Kreise abgesondert; und die oben von des Erzherzogs Entschädigungen ausgenommenen Theile mit den bairischen Diöcesen verbunden. Mühldorf, und der auf dem linken Innufer gelegene Theil der Grafschaft Neuburg werden mit aller Landeshoheit mit dem Herzogthume Baiern vereinigt. Das

Aequivalent der Einkünfte von Mühldorf und der Landeshoheit über Neuburg ist von den Einkünften, welche Freisingen im östreichischen Gebiete besitzt, zu nehmen. — Der Erzherzog Großherzog erhält überdieß für sich uud seine Erben in völlig souveränen und unabhängigen Besitz das Bisthum Eichstädt, samt allen demselben anhängigen Gütern, Einkünften, Rechten und Vorrechten, so wie der Fürstbischof solche zur Zeit der Unterzeichnung des Lüneviller Friedensschlusses besaß; jedoch mit Ausnahme der Aemter Sandsee, Wernfels, Spalt, Abenberg, Ahrberg, Ohrnbau, und Wahrnberg, Herrieden, und aller übrigen von den Anspachischen und Baireuthischen Landen eingeschlossenen Zugehörden des Bisthums Eichstädt, welche dem Kurfürsten von Pfalzbaiern verbleiben, und dem Erzherzoge Großherzoge durch ein vollständiges Aequivalent von den Herrschaften des Kurfürsten in Böhmen, und falls diese nicht hinreichen, von irgend andern Einkünften des Kurfürsten von Pfalzbaiern ersetzt werden. In dem Gebiete des erwähnten Bisthums Eichstädt findet keine neue Errichtung irgend einiger Festungswerke von Seiten des Erzherzogs Großherzogs oder seiner Erben statt.

Das Breisgau und die Ortenau werden die Entschädigung des vormaligen Herzogs von Modena für das Modenesische, dessen Zugehörden und Zuständigkeiten ausmachen. Dieser Fürst und seine Erben werden beyde Lande nach dem buchstäblichen Inhalte des 4ten Artikels des Lüneviller Friedensschlusses besitzen; welcher in dieser Rücksicht ohne einigen Vorbehalt oder Einschränkung von der Ortenau, wie von dem Breisgau zu verstehen ist.

§. 2. Dem Kurfürsten von Pfalzbaiern für die Rheinpfalz, die Herzogthümer Zweybrücken, Simmern und Jülich, die Fürstenthümer Lautern und Veldenz, das Marquisat Ber-

gopzoom, die Herrschaft Ravenstein und die übrigen in Belgien und im Elsaß gelegenen Herrchaften: das Bisthum Wirzburg unter den hernach vorkommenden Ausnahmen; die Bisthümer Bamberg, Freisingen, Augsburg, und das von Passau, mit Vorbehalt dessen, was Spho 1. dem Erzherzoge Großherzoge davon bestimmt ist; nebst der Stadt Passau, derselben Vorstädten, und allen und jeden Zugehörden diesseits des Inns und der Ilz, und überdies noch einen von ihren äussersten Enden an zu nehmenden Bezirk von 500 französischen Toisen im Durchschnitt: Ferner: die Probstey Kempten, die Abteyen Waldsassen, Eberach, Irrsee, Wengen, Söflingen, Elchingen, Ursberg, Roggenburg, Wettenhausen, Ottobeurn, Kaisersheim und St. Ulrich; überdies die geistlichen Rechte, eigenthümliche Besitzungen und Einkünfte, welche von den in der Stadt und Markung Augsburg gelegenen Kapiteln, Abteyen und Klöstern abhängen, mit Ausnahme jedoch alles dessen, was in besagter Stadt, und derselben Markung selbst begriffen ist. Endlich die Reichsstädte und Reichsdörfer: Rothenburg, Weissenburg, Windsheim, Schweinfurt, Gochsheim, Sennfeld, Kempten, Kaufbeurn, Memmingen, Dinkelsbühl, Nördlingen, Ulm, Bopfingen, Buchhorn, Wangen, Leutkirch und Ravensburg, nebst ihren Gebieten mit Einschlusse der freien Leute auf der Leutkircher Haide. — Es findet keine Vermehrung der Festungswerke der Stadt Passau statt. Sie werden lediglich unterhalten, und es wird kein neues Festungswerk in den Vorstädten angelegt werden. Der Kurfürst von Pfalzbaiern erhält überdies in vollen eigenthümlichen und Landeshoheits-Besitz nach den vorerwähnten Bedingnissen die von dem Antheile des Erzherzogs Großherzogs getrennten Theile von Eichstädt, wobey der fernere Bedacht auf einen Territorialersatz dessen, was dem

Kurfürsten von Pfalzbaiern noch für das ihm vorhin angewiesene Bisthum Eichstädt abgeht, vorbehalten wird.

§. 3. Dem Könige von Preussen, Kurfürsten von Brandenburg, für das Herzogthum Geldern, und den auf dem linken Rheinufer gelegenen Theil des Herzogthums Kleve; für das Fürstenthum Mörs, die Bezirke von Sevenaer, Huissen und Malburg, und für die Rhein = und Maaszölle: Die Bisthümer: Hildesheim und Paderborn; das Gebiet von Erfurt mit Untergleichen, und alle Mainzischen Rechte und Besitzungen in Thüringen; das Eichsfeld, und der Mainzische Antheil an Treffurt. Ferner die Abteyen: Herfordern, Quedlinburg, Elten, Essen, Werden und Kappenberg; und die Reichsstädte Mühlhausen, Nordhausen und Goslar; endlich die Stadt Münster, nebst dem Theile des Bisthums dieses Namens, welcher an und auf der rechten Seite einer Linie liegt, die unter Olphen über Seperad, Kakesbeck, Heddingschel, Ghisschinck, Notteln, Hutschhofen, Nannhold, Nienburg, Uttenbrock, Grimmel, Schönfeld und Greven gezogen wird, und von da dem Laufe der Ems folgt, bis auf den Zusammenfluß der Hoopteraa in der Grafschaft Lingen.

Die Ueberreste des Bisthums Münster werden auf folgende Weise vertheilt, nämlich: dem Herzoge von Oldenburg die Aemter: Vechte und Kloppenburg. — Dem Herzoge vom Aremberg das Amt: Meppen mit der Köllnischen Grafschaft Reklingshausen. — Dem Herzoge von Croy die Reste des Amts Dülmen. — Dem Herzoge von Looz und Corswaren: die Reste der Aemter Bevergern und Wolbeck. — Die Kapitel, Archidiaconal = Präbenden, Abteyen und Klöster, so in den Aemtern gelegen sind, welche die obenbenannten Ueberreste des Bisthums Münster ausmachen,

werden gedachten Aemtern einverleibt. — Den Fürsten von Salm, die Aemter Bocholt und Ahaus, mit den darinn liegenden Kapiteln, Archidiakonaten, Abteyen und Klöstern; alles im Verhältnisse von zwey Drittheilen für Salm. Salm, und eines Drittheils für Kyrburg, dessen Abtheilung unverzüglich durch eine weitere Anordnung bestimmt werden wird. — Die Reste des Amtes Horstmar mit Einschluß der darinn befindlichen Kapitel, Archidiaconaten, Abteyen und Klöstern fallen den Rheingrafen zu, unter der Bedingung, die gegen die Fürsten von Salm den 26sten October a. p. übernommenen Verbindlichkeiten zu erfüllen. — Aus der getroffenen Vertheilung von Münster folgt von selbst, daß die bisherige ständische Verfassung nicht mehr Statt finden kann.

Das Haus Salm-Reiferscheid-Bedburg erhält das Mainzische Amt Krautheim, mit den Gerichtbarkeits-Rechten der Abtey Schönthal in besagtem Amte, und überdieß eine beständige auf Amorbach ruhende Rente von 32000 Gulden. — Der Fürst von Salm-Reiferscheid für die Grafschaft Niedersalm: eine immerwährende Rente von 12000 Gulden auf Schönthal. — Der Graf von Reiferscheid-Dyk erhält für die Feudalrechte seiner Grafschaft eine immerwährende Rente von 28000 Gulden auf die Besitzungen der Frankfurter Kapitel.

§. 4. Dem Könige von England, Kurfürsten von Braunschweig-Lüneburg für seine Ansprüche auf die Grafschaft Sayn-Altenkirchen, Hildesheim, Corvey und Höxter, und für seine Rechte und Zuständigkeiten in den Städten Hamburg nnd Bremen, und in derselben Gebieten, namentlich dem Gebiete der letzteren, so wie dasselbe unten bestimmt werden wird, wie auch für die Abtretung des Amtes Wildeshausen: das Bisthum Osnabrück.

Dem Herzoge von Braunschweig-Wolfenbüttel die Abteyen: Gandersheim und Helmstädt, mit der Auflage einer immerwährenden Rente von 2000 Gulden zu der Stiftung der Prinzessin Amalie zu Dessau.

§. 5. Dem Marggrafen von Baden für seinen Theil an der Grafschaft Sponheim, und für seine Güter und Herrschaften im Luxemburgischen, Elsaß u. s. f. das Bisthum Konstanz, die Reste der Bisthümer Speier, Basel und Straßburg, die pfälzischen Aemter Ladenburg, Bretten und Heidelberg mit den Städten Heidelberg und Mannheim; ferner die Herrschaft Lahr, unter den zwischen dem Marggrafen von Baaden, dem Fürsten von Nassau-Usingen, und den übrigen Interessenten verabredeten Bedingungen; Ferner die Hessischen Aemter: Lichtenau und Wildstädt; dann die Abteyen: Schwarzach, Frauenalb, Allerheiligen, Lichtenthal Gengenbach, Ettenheim-Münster, Petershausen, Reichenau, Oehringen, die Probstey und das Stift Odenheim, und die Abtey Salmansweiler, mit Ausnahme von Ostrach und den unten bemerkten Zugehörungen. Die Reichsstädte Offenburg, Zell am Hammersbach, Gengenbach, Ueberlingen, Biberach, Pfullendorf und Wimpfen; Endlich die mittelbaren sowohl, als unmittelbaren Besitzungen und Rechte auf der Südseite des Neckars, welche von den öffentlichen Stiftungen und Körperschaften des linken Rheinufers abhängen.

§. 6. Dem Herzoge von Wirtemberg für das Fürstenthum Mömpelgard nebst Zugehörden, wie auch für seine Rechte, Besitzungen, Ansprüche und Forderungen im Elsaß und in der Franche-Comté: die Probstey Ellwangen; die Stifter, Abteyen und Klöster: Zwiefalten, Schönthal und Comburg, mit Landeshoheit (jedoch unter Vorbehalt

der Rechte der weltlichen Fürsten und der Grafschaft Limburg). Ferner: Rothenmünster, Heiligenkreuzthal, Oberstenfeld, Margrethenhausen, nebst allen denjenigen, so in seinen neuen Besitzungen gelegen sind. Ferner: das Dorf Dürrenmettstetten, und die Reichsstädte Weil, Reutlingen, Eßlingen, Rothweil, Giengen, Aalen, Hall, Gemünd nnd Heilbronn; alles unter der Bedingung, folgende immerwährende Renten zu entrichten; nämlich:

Den Fürsten vou Hohenlohe-Waldenburg für ihren Antheil am Bopparder Zoll: 600 Gulden, halb an Bartenstein, halb an Schillingsfürst. — Dem Fürsten von Salm-Reiferscheid für seine Grafschaft Niedersalm 12000 Gulden. — Dem Grafen von Lymburgs-Styrum für die Herrschaft Oberstein, 12,200 Gulden. — Dem Grafen von Schall für sein Gut Megen 12000 Gulden. — Der Gräfin Hillesheim für ihren Antheil an der Herrschaft Reipoltskirchen 5400 Gulden. — Der verwittweten Gräfin von Löwenhaupt für die Feudalrechte ihres Antheils an der Herrschaft Ober- und Niederbronn 11300 Gulden. — Den Erben des Freiherrn von Dietrich für gleiche Rechte 31200 Gulden. — Den Herrn Seubert für die Lehen Beutal und Bretigny 3300 Gulden.

§. 7. Dem Landgrafen von Hessenkassel für St. Goar und Rheinfels und für seine Rechte und Ansprüche auf Corvey: die mainzischen Aemter Fritzlar, Naumburg, Neustadt und Amöneburg, die Kapitel Fritzlar und Amöneburg, und die Klöster in besagten Aemtern; ferner: die Stadt Gelnhausen und das Reichsdorf Holzhausen; alles unter Bedingung einer immerwährenden Rente von 22500 fl. für den Landgrafen von Hessen-Rothenburg, welche Rente jedoch in der Folge auf den Ueberschuß des

Ertrags von dem §. 39. erwähnten Schifffahrts-Oktroi übertragen wird, wenn sich nach Bezahlung jener Renten, welche in gegenwärtiger Urkunde auf diesen Ertrag unmittelbar angewiesen sind, ein hinreichender Ueberschuß ergiebt.

Dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt für die Grafschaft Lichtenberg, die Aufhebung seines Schutzrechts über Wetzlar und des hohen Geleits in Beziehung auf Frankfurt; für die Abtretung der Hessischen Aemter: Lichtenau und Wildstädt, Katzenellenbogen, Braubach, Embs, Kleeberg, Epstein und des Dorfs Weiperfelden: das Herzogthum Westphalen mit Zugehörden, und namentlich Volkmarsen, samt den im genannten Herzogthume befindlichen Kapiteln, Abteyen und Klöstern, jedoch mit einer immerwährenden dem Fürsten von Wittgenstein Berleburg zu zahlenden Rente von 15000 fl., welche Rente jedoch in der Folge auf den Ueberschuß des Ertrags von dem §. 39. erwähnten Schifffahrts-Oktroi übertragen wird, wenn sich nach Bezahlung jener Renten, welche in gegenwärtiger Urkunde auf diesen Ertrag unmittelbar angewiesen sind, ein hinreichender Ueberschuß ergibt. Ferner: die Mainzer Aemter, Gernsheim, Bensheim, Heppenheim, Lorsch, Fürth, Steinheim, Alzenau, Vilbel, Rockenburg, Haßloch, Astheim, Hirschhorn; die Mainzischen, auf der Südseite des Mains im Darmstädtischen gelegenen, Besitzungen und Einkünfte, namentlich die Höfe: Mönchhof, Gundhof und Klarenberg, wie auch diejenigen, so von den dem Fürsten von Nassau-Usingen weiter unten zugewiesenen Kapiteln, Abteyen und Klöstern abhängen, mit Ausnahme der Dörfer: Bürgel und Schwanheim; Ferner: die pfälzischen Aemter, Lindenfels, Umstadt und Otzberg, und die Reste der Aemter: Alzey und Oppenheim; dann den Rest des Bisthums

Worms; die Abteyen: Seligenstadt, und Marienschloß bey Rockenburg; die Probstey Wimpfen, und die Reichsstadt Friedberg. Alles unter der Bedingung, die Deputat-Gelder des Landgrafen von Hessen-Homburg wenigstens um den vierten Theil zu vermehren.

§. 8. Dem Herzoge von Hollstein-Oldenburg für die Aufhebung des Elsfleter Zolls, die Abtretung der Dörfer in dem weiter unten bezeichneten Landesstrich von Lübeck, und für die ihm und dem Domkapitel zuständigen Rechte und Besitzungen in der Stadt dieses Namens: das Bisthum und Domkapitel Lübeck; das hannöverische Amt: Wildeshausen und die schon erwähnten Aemter: Vechte und Kloppenburg im Münsterschen.

§. 9. Dem Herzoge von Mecklenburg-Schwerin für seine Rechte und Ansprüche auf zwey erbliche Kanonikate der Kirche zu Straßburg, die ihm als Ersatz für den Hafen von Wismar gegeben waren, so wie für seine Ansprüche auf die Halbinsel Priwal in der Trave, deren ausschließliches Eigenthum der Stadt Lübeck bleibt: die Rechte und das Eigenthum des Lübecker Hospitals in den Dörfern Warnekenhagen, Altenbuchow und Crumbrook, und in den der Insel Poel; ferner eine immerwährende Rente von 10000 fl., auf den §. 39 erwähnten Schifffahrtsoctroi.

§. 10. Dem Fürsten von Hohenzollern-Hechingen für seine Feudalrechte in der Grafschaft Geulle, und den Herrschaften Mouffrin und Baillonville im Lütticher Lande: die Herrschaft Hirschlatt, und das Kloster Stetten. — Dem Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen für seine Feudalrechte in den Herrschaften Boxmer, Dixmüde, Berg, Gendringen, Etten, Fisch, Pannerden und Mühlingen; und für

seine Domänen in Belgien: die Herrschaft Glatt, die Klöster Inzikhofen, Klosterbeuren und Holzheim; letzteres im Augsburgischen.

§. 11. Dem Fürsten von Dietrichstein für die Herrschaft Trasp in Graubünden: die Herrschaft Neu = Ravensburg.

Dem Fürsten von Ligne für Fagnolles: die Abtey Edelstetten, unter dem Namen einer Grafschaft.

§. 12. Dem Fürsten von Nassau = Usingen für das Fürstenthum Saarbrück, zwey Drittheile der Grafschaft Saarwerden, die Herrschaft Ottweiler, und die von Lahr in der Ortenau: die Mainzischen Aemter: Königstein, Höchst, Kronenberg, Rüdesheim, Oberlahnstein, Eltwill, Haarheim, Kassel, mit den Besitzungen des Domkapitels auf der rechten Mainseite, unterhalb Frankfurt; ferner das pfälzische Amt: Kaub, nebst Zugehörden, der Rest des eigentlichen Kurfürstenthums Kölln (mit Ausnahme der Aemter: Altwied und Nurburg); die Hessischen Aemter: Katzenellenbogen, Braubach, Embs, Epstein und Kleeberg, frey von den Solmsischen Ansprüchen; die Dörfer: Weiperfelden, Soden, Sulzbach, Schwanheim, und Okriftel; die Kapitel und Abteyen: Limburg, Rummersdorf, Bleydenstadt, Sayn und alle Kapitel, Abteyen und Klöster in den, ihm zur Entschädigung zugefallenen Landen; Endlich die Grafschaft Sayn = Altenkirchen mit dem Beding, sich in Ansehung der Schadloshaltung des Hauses Sayn = Wittgenstein, dessen Ansprüche auf die Grafschaft Sayn und Zugehörden erloschen bleiben, nach der darüber getroffenen Uebereinkunft, zu benehmen. — Dem Fürsten von Nassau = Weilburg für den dritten Theil an Saarwerden,

und die Herrschaft Kirchheim-Polanden: Der Rest des Kurfürstenthums Trier, mit den Abteyen: Arnstein, Schönau und Marienstadt. — Dem Fürsten von Nassau-Dillenburg zur Entschädigung für die Statthalterschaft, und seine Domänen in Holland und Belgien: die Bisthümer: Fulda und Corvey, die Reichsstadt Dortmund; die Abtey Weingarten, die Abteyen und Probsteyen Hofen, St. Gerold im Weingartischen, Bandern, im Lichtensteinischen Gebiete; Diekirchen, im Nassauischen, so wie alle Kapitel, Abteyen, Probsteyen und Klöster in den zugetheilten Landen, unter der Bedingung, den bestehenden, und schon früher von Frankreich anerkannten Ansprüchen auf einige Erbschaften, welche im Laufe des letzten Jahrhunderts mit dem Nassau-Dillenburgischen Majorat vereiniget worden sind, Genüge zu thun.

§. 13. Dem Fürsten von Thurn und Taxis, zur Schadloshaltung für die Einkünfte der Reichsposten in den an Frankreich abgetretenen Provinzen: das gefürstete Damenstift Buchau, nebst der Stadt; die Abteyen Marchthal und Neresheim; das zu Salmannsweiler gehörige Amt Ostrach im ganzen Umfange seiner gegenwärtigen Verwaltung, mit der Herrschaft Schemmelberg, und den Weilern Tiefenthal, Frankenhofen und Stetten. — Uebrigens wird die Erhaltung der Posten des Fürsten von Thurn und Taxis, so wie sie konstituirt sind, garantirt. Dem zu Folge sollen die gedachten Posten in dem Zustande erhalten werden, in welchem sie sich, ihrer Ausdehnung und Ausübung nach, zur Zeit des Lüneviller Friedens befanden. Um diese Anstalt in ihrer ganzen Vollständigkeit, so wie sie sich in besagtem Zeitpunkte befand, desto mehr zu sichern, wird sie dem besondern Schutze des Kaisers, und des kurfürstlichen Kollegiums übergeben.

§. 14. Dem Fürsten von Löwenstein-Wertheim für die Grafschaft Püklingen. die Herrschaften Scharfeneck, Cugnon und andere: die zwey Mainzer Dörfer Würth und Trennfurt; die würzburgischen Aemter Rothenfels und Homburg, die Abteyen Brombach, Neustadt und Holzkirchen; die Würzburgischen Verwaltungen Widdern und Thalheim, eine immerwährende Rente von 12000 Gulden auf den §. 39. erwähnten Schifffahrts-Octroi, und die würzburgischen Rechte und Einkünfte in der Grafschaft Wertheim; jedoch unter der Klausel, gedachtes Amt Homburg und die Abtey Holzkirchen dem Kurfürsten von Pfalzbaiern gegen eine immerwährende Rente von 28000 Gulden, oder gegen jedes andere Aequivalent, dessen sie übereinkommen mögen, wieder abzutreten. — Den Grafen von Löwenstein-Wertheim für die Grafschaft Virneburg: das Amt Feudenberg, die Karthause Grünau, das Kloster Triefenstein, und die Dörfer: Montfeld, Rauenberg, Wessenthal und Trennfeld.

§. 15. Dem Fürsten von Oettingen-Wallerstein für die Herrschaft Dachstuhl: die Abtey Heiligenkreuz zu Donauwörth, das Kapitel St. Magnus zu Füssen, und die Klöster: Kirchheim, Deggingen und Maihingen, im Wallersteinischen.

§. 16. Den Fürsten und Grafen zu Solms, für die Herrschaften: Rohrbach, Kratz-Scharfenstein und Hirschfeld, und für ihre Rechte und Ansprüche auf die Abtey Arensburg und das Amt Kleeberg: die Abteyen Arensburg und Altenburg, im Solmsischen.

§. 17. Den Fürsten und den Grafen von Stollberg für die Grafschaft Rochefort und ihre Ansprüche auf König-

stein: eine immerwährende Rente von 30000 Gulden auf den §. 39. erwähnten Schiffahrts-Octroi.

§. 18. Dem Fürsten Karl von Hohenlohe-Bartenstein für die Herrschaft Oberbrunn: die Aemter Faltenbergstetten, Lautenbach, Jaxtberg, und Braunsbach; der Wirzburger Zoll im Hohenlohischen, und Antheil am Dorfe Neuenkirchen, das Dorf Münster, und der östliche Theil des Gebiets von Karlsberg; alles unter der Klausel, das nöthige Gebiet zu einer militärischen Strasse, und direkten ununterbrochenen Kommunikation von Würzburg nach Rothenburg gegen ein billiges Aequivalent an den Kurfürsten von der Pfalz wieder abzutreten. — Den Häuptern der beyden Linien von Hohenlohe-Waldenburg für ihren Antheil am Bopparder Zoll: die schon erwähnten beständigen Renten von sechshundert Gulden auf Comburg. — Dem Fürsten von Hohenlohe-Ingelfingen für seine Rechte und Ansprüche auf die sieben Dörfer: Königshofen, Rettersheim, Reiderfeld, Wermuthhausen, Neubronn, Streichenthal und Oberndorf: das Dorf Nagelsberg. — Dem Fürsten von Hohenlohe-Neuenstein für die Abtretung des Dorfs Münster, und des östlichen Theils vom Karlsberger Gebiete, nämlich ein Bezirk von 500 französischen Toisen im Durchschnitte, von der äussersten Gränze an gerechnet: das Dorf Amrichshausen, und die Mainzer, Würzburger und Comburger Antheile an dem Marktflecken Künzelsau.

§. 19. Dem Fürsten von Isenburg für die Abtretung des Dorfes Okristel: das Dorf Gainsheim nah am Rhein mit den Resten der Abtey von Jakobsberg auf der rechten Rheinseite; jedoch mit Ausschluß derjenigen, welche im Gebiete des Landgrafen von Hessenkassel eingeschlossen sind; sodann das Dorf Bürgel bey Offenbach. — Der Fürstin von

Isenburg, Gräfin von Barkstein, für ihren Antheil an der Herrschaft Reipoltskirchen und andern Herrschaften am linken Rheinufer eine immerwährende Rente von 23000 fl. auf den §. 39. erwähnten Schifffahrts-Oktroi.

§. 20. Dem Hause Leiningen für das Fürstenthum dieses Namens, die Grafschaft Daxburg und die Herrschaft Weihersheim, so wie für seine Rechte und Ansprüche auf Saarwerden, Lahr und Mahlberg, nämlich: dem Fürsten von Leiningen die mainzischen Aemter Miltenberg, Buchen, Seeligenthal, Amorbach und Bischofsheim; die von Würzburg getrennten Aemter Grünsfeld, Lauda, Hartheim und Rückberg; die pfälzischen Aemter: Boxberg und Mosbach, und die Abteyen Ge..achsheim und Amorbach. — Dem Grafen von Leiningen Guntersblum für seinen Verlust und seinen Antheil an vorerwähnten Ansprüchen: die mainzische Kellerei Billigheim und eine immerwährende Rente von 3000 fl. auf den §. 39. erwähnten Schifffahrts-Octroi. — Dem Grafen von Leiningen-Heidesheim für seinen Verlust und seinen Antheil an vorerwähnten Ansprüchen: die mainzische Kellerei Neidenau und eine immerwährende Rente von 3000 fl. auf den §. 39. erwähnten Schifffahrts-Octroi. — Dem Grafen von Leiningen Westerburg älterer Linie die Abtey und das Kloster Ilbenstadt in der Wetterau mit der Landeshoheit in ihrem geschlossenen Umfange, und eine immerwährende Rente von 3000 fl. auf den §. 39. erwähnten Schifffahrts-Octroi. — Dem Grafen von Leiningen-Westerburg jüngerer Linie: die Abtey Engelthal in der Wetterau, und eine immerwährende Rente von 6000 fl. auf den §. 39. erwähnten Schifffahrts-Octroi.

§. 21. Dem Fürsten von Wiedrunkel für die Graf-

schaft Kriechingen: die Köllnischen Aemter: Nurburg und Altwied, und die Kellerey Wilmar.

§. 22. Dem Fürsten von Bretzenheim für Bretzenheim und Winzenheim: die Stadt und das gefürstete Damenstift Lindau am Bodensee.

§. 23. Dem Fürsten von Wittgenstein-Berleburg für die Herrschaften Neumagen uno Hemsbach: die schon erwähnte immerwährende Rente von 15000 Gulden auf das Herzogthum Westphalen. Die als rechtmäßig anerkannten Ansprüche des Hauses Sayn-Wittgenstein auf die Grafschaften Sayn-Altenkirchen und Hachenburg werden durch die zwischen dem Markgrafen von Baden, dem Fürsten von Nassau, und den gedachten Grafen von Wittgenstein getroffene Uebereinkunft befriediget.

§. 24. Nachdem in Erwägung der Unzulänglichkeit der noch disponibel bleibenden Theile von unmittelbarem Gebiete, und den gleichwohl bestehenden Erfordernissen eines verhältnißmäßigen Etablissements zur Uebertragung des Stimmrechts, die unmittelbare Abteyen und Klöster: Ochsenhausen Münchroth, Schussenried, Guttenzell, Hegbach, Baindt, Burheim, Weisenau und Isny mit ihren Zugehörden, dann die Stadt Isny, für die Entschädigung der Reichsgrafen bestimmt sind, so wird diese Entschädigungsmasse folgender Gestalt vertheilt:

a) Dem Grafen von Aspremont-Lynden wegen Reckheim: die Abtey Bayndt und eine jährliche Rente mit 850 fl. von Ochsenhausen. b) Dem Grafen von Bassenheim wegen Pyrmont und Ollbrücken: die Abtey Hegbach (mit Ausschluß der Orte Mietingen und Schullmingen, des Zehnden zu Baltringen und der zu diesem letzten Antheile bestimmten 500 Jauchert Wald), ferner eine jährliche Rente

von 1300 fl. von Burheim. c) Dem Grafen von Metternich wegen Winneburg und Beilstein, die Abtey Ochsenhausen, (mit Ausschluß des Amtes Tannheim) unter der Verbindlichkeit jedoch, eine jährliche Rente von 20000 fl. nämlich an den Grafen von Aspermont 850 fl. an den Grafen von Quadt 11000 fl., an den Grafen von Wartemberg 8150 fl. hinaus zu zahlen. d) Dem Grafen von Ostein wegen Mylendonk; die Abtey Burheim (mit Ausschluß des Dorfes Bleß) unter der Verbindlichkeit, eine jährliche Rente von 9000 fl, nämlich an den Grafen von Bassenheim 1300 fl., an den Grafen von Plettenberg 6000 fl., an den Grafen von Golstein 1700 fl. hinaus zu bezahlen. e) Dem Grafen von Plettenberg wegen Wittem und Eyß: die Hegbachischen Orte Miedingen und Sullmingen sammt dem Zehnden in Baldringen und 500 Jauchert Wald, welche demselben in den an Miedingen zunächst angränzenden Walddistrikten Wolfloch, Laitbühl und Schneckenkau zuzumessen sind; nebst dem eine jährliche Rente mit 6000 fl. von Burheim. f) Dem Grafen von Quadt wegen Wickerath und Schwanenberg die Abtey und Stadt Isny und eine jährliche Rente mit 11000 fl. von Ochsenhausen. g) Dem Grafen von Schäsberg wegen Kerpen und Lommersum: das Ochsenhausische Amt Tannheim (mit Ausschluß des Dorfs Winterrieden) unter der Verbindlichkeit einer jährlichen Rente von 2000 fl., nämlich an den Grafen von Sinzendorf 1500 fl. an den Grafen von Hallberg 500 fl. hinaus zu zahlen. h) Dem Grafen von Sinzendorf wegen der Burggrafschaft Rheineck: das vorerwähnte Dorf Winterrieden unter der Benennung einer Burggrafschaft, und eine jährliche Rente mit 1500 fl. von Tannheim. i) Dem Grafen von Sternberg wegen Blankenheim, Junkrath, Geroldsstein und Dollendorf: die Abteyen Schussenried und Weissenau, unter der Verbindlichkeit einen jährli-

chen Rente von 13900 fl., nämlich an den Grafen von Wartemberg für Sickingen 5500 fl., an den Grafen von Sickingen zu Sickingen, 1110 fl., an den Grafen von Hallberg 6880 fl., an den Grafen von Nesselrod-Reichenstein 260 fl. an den Grafen von Goltstein 150 fl. hinaus zu zahlen. k) Dem Grafen von Törring wegen Gronsfeld: die Abtey Guttenzell. l) Dem Grafen von Wartemberg wegen Wartemberg die Abtey Roth, und eine jährliche Rente von 8150 fl. von Ochsenhausen. m) Dem Grafen von Wartemberg für Sickingen wegen Ellerstadt, Aspach und Oranienhof: das Buxheimische Dorf Bleß, und eine jährliche Rente mit 5500 fl. von Sussenried. n) Dem Grafen von Goltstein wegen Schlenacken eine jährliche Rente von 1850 fl., nämlich von Buxheim 1700 fl., von Schussenried 150 fl. o) Dem Grafen von Hallberg wegem Fußgehnheim und Ruchheim eine jährliche Rente von 7380 fl., nämlich von Schussenried 6880 fl. und von Tannheim 500 fl. p) Dem Grafen von Nesselrod-Reichenstein für Burgfrey und Mechernich eine jährliche Rente mit 260 fl. von Schussenried. q) Dem Grafen von Sickingen zu Sickingen für das Amt Hoheneinöden eine jährliche Rente mit 1110 fl. von Schussenried.

Dieser Vertheilung werden noch folgende allgemeine Bestimmungen beygefügt:

1) Die Stimmrechte derjenigen entschädigten Reichsgrafen, deren Verlust in einem reichsunmittelbaren Gebiete, welches zu Reichs- und Kreisprästanden beygetragen, bestanden, und die zugleich eine Stimmme oder Antheil daran auf Reichs- und Kreistagen gehabt haben, nämlich der Grafen von Aspermont, Bassenheim, Metternich, Ostein, Plettenberg, Quadt, Schäsberg, Sinzendorf, Sternberg,

Törring und Wartemberg werden auf ihre neue Besitzungen radizirt. 2) Die von einem Hauptentschädigungsobjekte (chef-lieu) getrennten Theile entrichten die Anlagen zu Reichs- und Kreisprästanden in die Hauptkasse, und in dem Verhältnisse wie bisher, und stellen nicht minder die Mannschaft zu dem bisherigen Kontingente: der Besitzer des getrennten Theils hat das Recht die Anlags-Quota zu subrepartiren und die Mannschaft auszuheben. 3) Das Abzugsrecht zwischen den Besitzungen des Hauptortes und dem getrennten Theile bleibt in dem bisherigen Zustande. 4) Dem Innhaber eines getrennten Theiles bleiben das daselbst befindliche und dazu gehörige Mobiliarvermögen und Rückstände (arrerages), über welche derselbe mit dem vorigen Besitzer übereinzukommen hat. An den Aktiv- und Passiv-Kapitalien der Kameralkasse des Hauptortes hat hingegen derselbe keinen Antheil, weil diese bey Berechnung des Ertrags überhaupt schon berücksichtigt sind. 5) Er ist verbunden, zu der Sustentation der Geistlichkeit des Hauptortes nach Verhältniß des Ertrags des getrennten Theiles zum Ganzen beyzutragen. 6) Den in der Vertheilung angewiesenen Renten kommen alle jene Vorzüge und Verfügungen zu statten, welche durch gegenwärtige Urkunde in Ansehung der in ihr enthaltenen Renten bestimmt sind. 7) Der Empfänger einer Rente ist gleichfalls verbunden, zu den Sustentationskosten der Geistlichkeit des Hauptortes, worauf die Rente radizirt ist, beyzutragen; jedoch, weil er an dem Mobiliarvermögen des Entschädigungsobjektes keinen Theil hat, nur die Hälfte derjenigen Quota, welche sich nach Verhältniß dieser Rente zu dem unter Abzug der Lasten berechneten Ertrag des Entschädigungsobjektes ergibt. 8) Zu einiger Ausgleichung der temporären Lasten, und vorzüglich der nach einem billigen Ueberschlag, in Gemäßheit der §§. 51 u. 57. gegenwärtiger Urkunde erwogenen Sustentati-

onskosten der Geistlichkeit in den neuen Abteyen, sind die Aktiv-Kapitalien der Karthause Buxheim mit 176000 fl. nach folgenden Principien zu verwenden. a) Die Sustentationssumme, welche den dritten Theil des Ertrags einer Abtey nicht übersteigt, wird sowohl durch die Allgemeinheit dieser Last, als durch Ueberlassung des Mobiliarvermögens, als kompensirt betrachtet. b) Wenn die Sustentationssumme aber den Ertragsdrittel übersteigt, so wird der Ueberschuß aus gedachten Kapitalien achtfach vergütet. c) Der künftige Besitzer von Buxheim hat diese Kapitalien zu verwalten, an die Theilhaber mit $3\frac{1}{2}$ proCt. zu verzinsen und mittelst successiver Aufkündigung in achtjährigen ratis abzuhalten. d) Zu Folge dieser Bestimmungen erhalten an gedachten Aktiv-Kapitalien die künftigen Besitzer auf die Abtey Roth 7500 fl., auf Weissenau 6450 fl., auf Buxheim 20200 fl., auf Hegbach 53950 fl., auf Baindt, 38650 fl., und auf Guttenzell 45250 fl.; der verbleibende Rest mit 4000 fl. ist als ein gemeinschaftlicher Ueberschuß zu Deckung des etwaigen Verlusts anzusehen. e) Falls sich ein größerer Verlust ohne Verschuldung der Verwaltung ergäbe, so ist solcher von allen Theilnehmern pro rata zu tragen.

Die Ergänzung der Entschädigung, wo sie Statt hat, und in soweit sie nicht durch die nunmehr zu erwartende Aufhebung des Sequesters bewirkt wird, wird übrigens für die erwähnten Grafen und für alle andere sich auf gleichen Titel gründende Reklamanten, auf jene Einkünfte angewiesen, welche noch zu einer weitern Bestimmung übrig bleiben dürften.

§. 25. Der Stuhl zu Mainz wird auf die Domkirche zu Regensburg übertragen. Die Würden eines Kurfürsten, ReichsErzkanzlers, MetropolitanErzbischofs und Primas von Teutschland bleiben auf ewige Zeiten damit ver-

einiget. Seine Metropolitan-Gerichtsbarkeit erstreckt sich in Zukunft über alle auf der rechten Rheinseite liegenden Theile der ehmaligen geistlichen Provinzen von Mainz, Trier und Kölln, jedoch mit Ausnahme der Königl. Preussischen Staaten; ingleichen über die Salzburgische Provinz, so weit sich dieselbe über die mit Pfalzbaiern vereinigten Länder ausdehnt. — Was das weltliche betrifft; so wird die Ausstattung des Kurfürsten Erzkanzlers zuvörderst auf die Fürstenthümer Afchaffenburg und Regensburg begründet. Jenes begreift das Oberamt Aschaffenburg in seiner gegenwärtigen Vollständigkeit und Ausdehnung; sodann die Aemter Aufenau, Lohr, Orb mit den Salzwerken, Prozelten Klingenberg auf der rechten Seite des Mains, und das Würzburgische Amt Aurach im Sinngrunde. Dieses besteht aus dem bisherigen Bisthume Regensburg, sammt der Stadt dieses Namens, und alles was davon abhängt, mit den darinn befindlichen mittelbaren und unmittelbaren Stiftern, Abteyen und Klöstern, namentlich: St. Emmeram, Obermünster und Niedermünster; alles nach den dermalen bestehenden Verhältnissen gegen Baiern. Ferner gehören zu dieser Ausstattung: die Reichsstadt Wetzlar in der Eigenschaft einer Grafschaft, und mit voller Landeshoheit, wie auch alle Stifter, Abteyen und Klöster, die in den benannten Fürstenthümern und der Grafschaft gelegen sind. Auch das Haus Compostell zu Frankfurt, und alle Proprietäten, Besitzungen und Einkünfte, welche dem mainzischen Domkapitel ausser den, dem Könige von Preussen, dem Landgrafen von Hessenkassel und Darmstadt, den Fürsten von Nassau-Usingen und Leiningen angewiesenen Aemtern zugestanden haben, und von denselben genossen worden sind. — Der Ertrag der hier oben benannten Gegenstände ist zu 650,000 Gulden angeschlagen. — Die Ergänzung der dem Kurfürsten Erzkanzler bestimmten Entschädi-

gung von einer Million Gulden wird durch Anweisung auf das §. 39. erwähnte Schifffahrts = Octroi bewerkstelligt. Mittlerweise, bis dieses Octroi in Vollzug gesetzt ist, sollen die Zölle der rechten Rheinseite, mit deren Einnahme seit dem ersten Dezember 1802 fortgefahren worden, zur Entrichtung der besagten Entschädigungs = Ergänzung dienen. Der Kurfürst Erzkanzler wird sich desfalls mit den Fürsten benehmen, im Namen derer diese Zölle eingenommen worden sind. Wenn sich nach Berichtigung der ihm zukommenden Ergänzung hieran noch ein hinreichender Ueberschuß ergiebt, so soll derselbe zu verhältnißmäßiger Bestreitung der §§. 9. 14. 17. 19. und 20. enthaltenen Anweisungen verwendet werden.

Der Kurfürst Erzkanzler wird fernerhin, nach den Statuten seiner alten Metropolitankirche gewählt werden.

Den Städten Regensburg und Wetzlar wird eine unbedingte Neutralität, selbst in Reichskriegen, zugesichert, indem jene der Sitz des Reichstags, diese des Reichskammergerichts ist.

§. 26. Aus Rücksicht für die Kriegsdienste ihrer Glieder, werden der teutsche und der Maltheser-Orden der Säkularisation nicht unterworfen, und erhalten für ihren Verlust auf der linken Rheinseite zur Vergütung, nemlich: der Fürst Hoch = und Teutschmeister und der teutsche Orden: die mittelbaren Stifter, Abteyen und Klöster im Vorarlberg im Oestreichischen Schwaben, und überhaupt alle Mediat-Klöster der Augsburger und Konstanzer Diözesen in Schwaben, worüber nicht disponirt worden ist, mit Ausnahme der im Breisgau gelegenen. — Der Fürst Groß = Prior und das teutsche Groß = Priorat des Maltheser = Ordens: die Grafschaft Bonndorf, die Abteyen St. Blasii, St. Trutpert,

Schuttern, St. Peter, Tennenbach, und überhaupt alle Stifter, Abteyen und Klöster im Breisgau mit allen auf der rechten Rheinseite gelegenen respektiven Zugehörungen der so eben benannten Objekte, jedoch mit der Obliegenheit, nach einer noch vorzunehmenden Liquidation die persönlichen Schulden der vormaligen Bischöffe von Basel und Lüttich zu bezahlen, welche sie seit der Entfernung von ihren Sitzen gemacht haben.

§. 27. Das Kollegium der Reichsstädte besteht in Zukunft aus den freyen und unmittelbaren Städten: Augsburg, Lübeck, Nürnberg, Frankfurt, Bremen und Hamburg. — Sie genießen in dem ganzen Umfange ihrer respektiven Gebiete die volle Landeshoheit und alle Gerichtsbarkeit ohne Ausnahme und Vorbehalt; jedoch der Appellation an die höchsten Reichsgerichte unbeschadet. Sie genießen auch selbst in den Reichskriegen einer unbedingten Neutralität. Zu dem Ende sind sie auf immer von allen ordentlichen und ausserordentlichen Kriegsbeyträgen befreyt, und bey allen Fragen über Krieg und Frieden von allem Antheil an den Reichsberathschlagungen vollkommen, und nothwendigerweise entbunden. Ueberdieß erhalten sie als Entschädigung, Vergütung und Bewilligung, nämlich: a) Die Stadt Augsburg: alle geistlichen Güter, Gebäude, Eigenthum und Einkünfte in ihrem Gebiete sowohl in- als ausserhalb der Ringmauern, nichts ausgenommen. b) Die Stadt Lübeck für die Abtretung der von ihrem Hospital abhängenden Dörfer und Weiler im Mecklenburgischen: denjenigen ganzen Landesbezirk des Bisthums und Domkapitels zu Lübeck, mit allen und jeden Rechten, Gebäuden, Eigenthum und Einkünften, welcher zwischen der Trave, der Ostsee, dem Himmelsdorfersee, und einer Linie begriffen ist,

die von da oberhalb Swartau in einer Entfernung von wenigstens 500 französischen Toisen von der Trave, dem dänischen Hollstein, und dem Hannöverischen, gezogen wird. Ueber die von der Stadt Lübeck abhängigen einzelnen Stücke, welche ausserhalb des eben bezeichneten Bezirks in den Landen des Herzogs von Hollstein-Oldenburg eingeschlossen liegen, wird man sich gütlich vereinigen. c) Die Stadt Frankfurt für die Abtretung ihres Antheils an den Dörfern Soden und Sulzbach: alle innerhalb ihres Umkreises gelegenen Stifter, Abteyen und Klöster mit allen ihren innerhalb und außerhalb des Stadtbezirks befindlichen Zugehörungen, namentlich: Mokstadt und alle in gedachter Stadt und ihrem Gebiete begriffenen geistlichen Güter, Gebäude, Eigenthum und Einkünfte (das Kompostell ausgenommen); unter der Bedingung, eine beständige Rente von 28,000 Gulden dem Grafen von Salm Reiferscheid-Dyk, eine von 3600 Gulden dem Grafen von Stadion-Warthausen, und von 2400 Gulden dem Grafen von Stadion-Tannhausen zu bezahlen. Diese Renten, welche im Ganzen 34000 Gulden ausmachen, werden in der Folge auf den Ueberschuß des Ertrags von dem §. 39. erwähnten Schiffahrts-Octroi übertragen, wenn sich nach Bezahlung jener Renten, welche in gegenwärtiger Urkunde auf diesen Ertrag unmittelbar angewiesen sind, ein hinreichender Ueberschuß ergiebt, — Ueberdieß wird der Frankfurter Handel von allen Geleitsrechten, die von irgend einem Reichsstande ausgeübt, oder angesprochen werden möchten, gänzlich befreyt. d) Das Gebiet von Bremen begreift den Flekken Vegesack sammt Zugehörungen, das Grolland, den Burghof, die Hemlinger Mühle, die Dörfer Hastede, Schwaghausen und Vahr mit Zugehörungen: und alles, was zwischen der Weser, den Flüssen Wümme, und Leesum, den bisherigen Gränzen, und einer von der Sebaldsbrücke über die Hemlinger Mühle, bis an

das linke Ufer der Weser gehenden Linie liegt; nebst allen vom Herzogthum und Domkapitel Bremen, und überhaupt von dem Kurfürsten von Braunschweig-Lüneburg in gedachter Stadt, und in dem genannten Gebiete abhängigen Rechten, Gebäuden, Eigenthum und Einkünften. — Um den Bremer Handel und die Schiffahrt auf der Niederweser vor jeder Beschränkung zu schützen, wird der Elsfleter Zoll für immer aufgehoben; so daß er unter keinerley Vorwand und Benennung wieder hergestellt, noch die Schiffe, oder Fahrzeuge, so wie die Waaren, welche sie führen, weder beym Hinauf- noch Hinunterfahren auf gedachtem Flusse unter irgend einem Vorwande an- oder aufgehalten werden dürfen. e) Die Stadt Hamburg erhält alle in ihrem Bezirk oder Gebiete gelegenen Rechte, Gebäude, Eigenthum und Einkünfte des Herzogthums, und des Domkapitels Bremen, und des Kurfürsten von Braunschweig-Lüneburg überhaupt. f) Die nähere Bestimmung des Gebiets der Stadt Nürnberg wird auf weitere Vergleichshandlungen ausgesetzt.

Gedachte 6 Städte dürfen nur Reichsständen militärische Werbungen in ihren Ringmauern und Gebieten gestatten.

Die Kurfürsten und Fürsten, welchen Reichsstädte als Entschädigung zufallen, werden diese Städte in Bezug auf ihre Munizipalverfassung und Eigenthum auf den Fuß der in jedem der verschiedenen Lande am meisten privilegirten Städte behandeln, so weit es die Landesorganisation und die zum allgemeinen Besten nöthigen Verfügungen gestatten. — Insbesondere bleibt ihnen die freye Ausübung ihrer Religion, und der ruhige Besitz aller ihrer zu kirchlichen und milden Stiftungen gehörigen Güter und Einkünfte gesichert.

§. 28. Die Entschädigungen, welche etwa einzelnen Mitgliedern der Reichsritterschaft gebühren dürften, werden, so wie die Indemnisationsergänzung der Reichsgrafen, im Verhältniß ihrer rechtmäßigen Ansprüche, insoweit sie nicht durch die nunmehr zu erwartende Aufhebung des Sequesters bewirkt werden, in immerwährenden Renten auf jene Einkünfte angewiesen, welche zu einer weitern Bestimmung übrig bleiben dürften.

§. 29. Die helvetische Republik erhält zur Vergütung ihrer Rechte und Ansprüche auf die von ihren geistlichen Stiftungen abhängigen Besitzungen in Schwaben, über welche durch die vorhergehenden Artikel disponirt worden ist: das Bisthum Chur, hat aber für den Unterhalt des Fürstbischofs, des Kapitels, und ihrer Diener zu sorgen; sodann die Herrschaft Trasp. Auch stehet es ihr frey, mittels immerwährender dem reinen Ertrage gleichkommender, jedoch nach dem durch die helvetischen Gesetze bestimmten Fuß einlösbarer Renten, oder durch jede andere mit den Interessenten zu treffende Uebereinkunft, alle und jede Rechte, Zehnden, und Domainen, Güter und Einkünfte an sich zu lösen, welche sowohl dem Kaiser, den Fürsten und Ständen des Reichs, als den säkularisirten geistlichen Stiftungen, fremden Herrschaften, und Privatpersonen im ganzen Umfange des helvetischen Gebiets zustehen. — Jene Säkularisationen, welche besagte Republick innerhalb ihrer Gränzen vornehmen dürfte, gehen ohne Verlust und Nachtheil der im teutschen Reiche gelegenen Zugehörden ihrer geistlichen Stiftungen vor sich, ausschließlich dessen, worüber anderst verfügt worden ist; und ein gleiches wird für die, teutschen geistlichen Stiftungen zustehenden, Zugehörden in Helvetien festgesetzt. Alle und jede Gerichtsbarkeit eines Fürsten, Standes oder Mitgliedes

des teutschen Reichs in dem Bezirke des helvetischen Territoriums hört künftig auf, gleichwie alle Lehenherrlichkeit und alle blose Ehrenberechtigung. Das nämliche hat in Ansehung der schweizerischen im Umfange des teutschen Reichs liegenden Besitzungen statt.

§. 30. Alle in den vorhergehenden Artikeln festgesetzten beständigen Renten können jederzeit gegen ein Capital zu $2\frac{1}{2}$ Przt. abgelöst werden; jeder andern zwischen den interessirten Theilen freywillig beliebten Uebereinkunft unbeschadet. — Der Termin, auf welchen die gedachten Renten fällig sind, ist auf den ersten Dezember jedes Jahres festgesetzt. — Die Zahlung geschieht im 24 GuldenFuß, in laufenden harten Silbersorten.

§. 31. Die Kurwürde wird dem Erzherzoge Großherzoge ertheilt; desgleichen dem Marggrafen von Baden, dem Herzoge von Wirtemberg, und dem Landgrafen von Hessenkassel, welche in Ansehung des Ranges unter sich, nach den im Fürstenrathe bestehenden Strophen, alterniren werden, und zu ihrer Einführung die herkömmlichen Förmlichkeiten zu beobachten haben. Nach gänzlicher Erlöschung des Hauses Hessenkassel in allen seinen Linien, wird die Kurwürde auf Hessendarmstadt übergehen.

§. 32. Neue Virilstimmen im Reichsfürstenrathe erhalten: 1) Der Kaiser, als Erzherzog zu Oesterreich: für Steyermark eine, für Krain eine, für Kärnten eine, und Tyrol eine; 2) Der Kurfürst von der Pfalz, als Herzog in Baiern: für das Herzogthum Berg eine, für Sulzbach eine, für Niederbaiern eine, und für Mindelheim eine; 3) Der König von Preußen, als Herzog von Magdeburg; für Erfurt eine, und für das Eichsfeld ei-

ne; 4) Der Kurfürst Reichserzkanzler: für das Fürstenthum Aschaffenburg eine; 5) Der Kurfürst von Sachsen, als Marggraf zu Meißen eine, für die Burggrafschaft Meißen eine, und für Querfurt eine; 6) Ebenderselbe wechselsweise mit den Herzogen von Sachsen-Weimar, und von Sachsen Gotha: für Thüringen eine; 7) Der König von England als Herzog von Bremen: für Göttingen eine; 8) Der Herzog von Braunschweig, Wolfenbüttel: für Blankenburg eine; 9) Der Marggraf von Baaden für Bruchsal anstatt Speier, eine, und für Ettenheim anstatt Strasburg, eine; 10) Der Herzog von Wirtemberg: für Teck eine, für Zwiefalten eine, und für Tübingen eine; 11) Der König von Dänemark, als Herzog von Hollstein: für Plön eine; 12) Der Landgraf von Hessendarmstadt: für das Herzogthum Westphalen eine, und für Starkenburg eine; 13) Der Landgraf von Hessenkassel: für Fritzlar eine, und für Hanau eine; 14) Der Herzog von Modena: für das Breisgau eine, und für die Ortenau eine; 15) Der Herzog von Mecklenburg Strelitz: für Stargard eine; 16) Der Herzog von Aremberg seine auf diesseitige Lande versetzte Virilstimme; 17) Der Fürst von Salm-Salm eine eigene Stimme, die vorher mit Salm-Kirburg gemeinschaftlich war; 18) Der Fürst von Nassau-Usingen eine; 19) Der Fürst von Nassau-Weilburg eine; 20) Der Fürst von Hohenzollern-Sigmaringen eine; 21) Der Fürst von Salm-Kirburg eine; 22) Der Fürst von Fürstenberg: für Baar und Stühlingen eine; 23) Der Fürst von Schwarzenberg: für Klettgau eine; 24) Der Fürst von Thurn und Taxis: für Buchau eine; 25) Der Fürst von Waldeck eine; 26) Der Fürst von Löwenstein-Wertheim eine;

27) Der Fürst von Oettingen . Spielberg eine; 28) Der Fürst von Oettingen Wallerstein eine; 29) Der Fürst von Solms=Braunfels eine; 30) Die Fürsten von Hohenlohe . Neuenstein eine; 31) Der Fürst von Hohenlohe . Waldenburg = Schillingsfürst eine; 32) Der Fürst von Hohenlohe= Waldenburg= Bartenstein eine; 33) Der Fürst von Isenburg = Birstein eine; 34) Der Fürst von Kaunitz: für Rittberg eine; 35) Der Fürst von Reuß=Plauen = Graiz eine; 36) Der Fürst von Leiningen eine; 37) Der Fürst von Ligne für Edelstetten eine; 38) Der Herzog von Loos: für Volbeck eine.

Die Aufrufordnung sowohl der alten, als der neuen Stimmen im Reichsfürstenrathe wird künftig, nach der 10ten Strophe, folgende seyn: 1) Oesterreich. 2) Oberbaiern. 3) Steyermark. 4) Magdeburg. 5) Salzburg. 6) Niederbaiern. 7) Regensburg. 8) Sulzbach. 9) Teutschorden. 10) Neuburg. 11) Bamberg. 12) Bremen. 13) Markgraf von Meissen. 14) Berg. 15) Wirzburg. 16) Kärnthen. 17) Eichstädt. 18) Sachsen = Koburg. 19) Bruchsal. 20) Sachsen = Gotha. 21) Ettenheim. 22) Sachsen = Altenburg. 23) Konstanz. 24) Sachsen = Weimar. 25) Augsburg. 26) Sachsen = Eisenach. 27) Hildesheim. 28) Brandenburg = Anspach. 29) Paderborn. 30) Brandenburg = Bayreuth. 31) Freisingen. 32) Braunschweig= Wolfenbüttel. 33) Thüringen. 34) Br. Zelle. 35) Passau. 36) Br. Calenberg. 37) Trient. 38) Br. Grubenhagen. 39) Brixen. 40) Halberstadt. 41) Krain. 42) Baden = Baden. 43) Wirtemberg = Teck. 44) Baden = Durlach. 45) Osnabrück. 46) Verden. 47) Münster. 48) Baden = Hochberg. 49) Lübeck. 50) Wirtemberg. 51) Ha=

nau. 52) Hollstein = Glückstadt. 53) Fulda. 54) Hollstein-Oldenburg. 55) Kempten. 56) Mecklenburg = Schwerin. 57) Ellwangen. 58) Mecklenburg = Güstrau. 59) Malteserorden. 60) Hessen = Darmstadt. 6) Berchtolsgaden. 62) Hessen = Cassel. 63) Westphalen. 64) Vor = Pommern. 65) Hollstein = Plön. 66) Hinter = Pommern. 67) Breisgau. 68) Sachsen = Lauenburg. 69) Korvey. 70) Minden. 71) Burggraf von Meissen. 72) Leuchtenberg. 73) Anhalt. 74) Henneberg. 75) Schwerin. 76) Kamin. 77) Ratzeburg. 78) Hirschfeld. 79) Tyrol. 80) Tübingen. 81) Querfurt. 82) Aremberg. 83) Hohenzollern = Hechingen. 84) Fritzlar. 85) Lobkowitz. 86) Salm = Salm. 87) Dietrichstein. 88) Nassau = Hadamar. 89) Zwiefalten. 90) Nassau = Dillenburg. 91) Auersberg. 92) Starkenburg. 93) Ostfriesland. 94) Fürstenberg. 95) Schwarzenberg. 96) Göttingen. 97) Mindelheim. 98) Lichtenstein. 99) Thurn und Taxis. 100) Schwarzburg. 101) Ortenau. 102) Aschaffenburg. 103) Eichsfeld. 104) Br. Blankenburg. 105) Stargard. 106) Erfurt. 108) Nassau = Usingen. 108) Nassau = Weilburg. 109) Hohenzollern = Sigmaringen. 110) Salm = Kirburg. 111) Fürstenberg. Baar. 112) Schwarzenberg = Klettgau. 113) Taxis = Buchau. 114) Waldeck. 115) Löwenstein = Wertheim. 116) Oettingen = Spiaberg. 117) Oettingen = Wallerstein. 118) Solms = Braunsfels. 119) Hohenlohe = Neuenstein. 120) Hohelohe = Waldenburg = Schillingsfürst. 121) Hohenlohe = Waldenburg = Bartenstein. 122) Isenburg = Birstein. 123) Kaunitz = Rittberg. 124) Reuß = Plauen = Graiz. 125) Leiningen. 126) Ligne. 127) Loos. 128) Schwäbische Grafen. 129) Wetterauische Grafen. 130) Fränkische Grafen. 131) Westphälische Grafen.

1) Das Direktorium im Reichsfürstenrathe bleibt,

wie es vorher war. 2) Die Alternirungen, welche bisher Statt hatten, werden auch künftig beobachtet, und die verschiedenen Häuser sowohl, als die Aeste des nämlichen Hauses haben sich über neue Alternirungen zu vergleichen. 3) Durch den Aufruf der Stimmen wird dem höheren oder gleichen Range der Fürsten unter sich gar nicht präjudizirt, und die Rechte eines jeden bleiben vorbehalten. 4) Die Stimmen der säkularisirten Fürstenthümer bleiben an ihrer alten Stelle, so daß die zwey Bänke (latera) können bey' behalten werden, wenn es das fürstliche Kollegium rathsam findet. 5) Die Fürsten, welche Stimmen, die auf den ehemals geistlichen zur Entschädigung erhaltenen Landen haften, auszuüben haben, erlangen dadurch kein Recht zu einem höhern Range, als sie vorher hatten. 6) Die Fürsten, welche für ihre verlohrnen Stimmen neue erhalten, behalten den Rang ihrer vorigen Stimmen. 7) In Gemäßheit der hier zum Grunde gelegten 10ten Strophe werden nun auch die 9 übrigen Strophen eingerichtet.

§. 33. Das unbedingte *privilegium de non appellando* kömmt allen Kurfürsten für alle ihre Besitzungen, desgleichen dem Landgrafen von Hessen-Darmstadt für seine alten und neuen zu Statten, und es wird dem Gesammthause Nassau für seine alten und neuen Besitzungen verwilliget werden.

§. 34. Alle Güter der Domkapitel und ihrer Dignitarien werden den Domänen der Bischöffe einverleibt, und gehen mit den Bisthümern auf die Fürsten über, denen diese angewiesen sind. In den zwischen mehrere vertheilten Bisthümern werden die, in den einzelnen Theilen befindlichen Güter dieser Art mit denselben vereiniget.

§. 35. Alle Güter der fundirten Stifter, Abteyen und Klöster, in den alten sowohl, als in den neuen Besitzungen, katholischer sowohl, als A. C. verwandten, mittelbarer sowohl, als unmittelbarer, deren Verwendung in den vorhergehenden Anordnungen nicht förmlich festgesetzt worden ist, werden der freyen und vollen Disposition der respektiven Landesherren, sowohl zum Behuf des Aufwandes für Gottesdienst, Unterrichts- und andere gemeinnützige Anstalten, als zur Erleichterung ihrer Finanzen überlassen, unter dem bestimmten Vorbehalte der festen und bleibenden Ausstattung der Domkirchen, welche werden beybehalten werden, und der Pensionen für die aufgehobene Geistlichkeit nach den unten theils wirklich bemerkten, theils noch unverzüglich zu treffenden näheren Bestimmungen.

§. 36. Die namentlich und förmlich zur Entschädigung angewiesenen Stifter, Abteyen und Klöster, so wie die der Disposition der Landesherren überlassenen, gehen überhaupt an ihre neuen Besitzer mit allen Gütern, Rechten, Kapitalien und Einkünften, wo sie auch immer gelegen sind, über, sofern oben nicht ausdrückliche Trennungen festgesetzt worden sind.

§. 37. Die auf der einen Rheinseite befindlichen Güter und Einkünfte, welche Spitälern, Fabriken, Universitäten, Kollegien, und andern frommen Stiftungen, wie auch Gemeinden der andern Rheinseite gehörten, bleiben davon getrennt, und der Disposition der respektiven Regierungen überlassen, d. h. so viel die rechte Rheinseite betrifft, der Regierung derjenigen Orte, wo sie liegen, oder erhoben werden. Jedoch sollen die Güter und Einkünfte solcher litterarischen Anstalten, die ehemals beiden Rhein-

seiten gemeinschaftlich waren, und dermalen auf dem rechten Rheinufer fortgesetzt werden, diesen auf der rechten Rheinseite fortdaurenden Anstalten verbleiben, insofern sie nicht in Gebieten entschädigter Fürsten liegen.

§. 38. Die für ihre Besitzungen jenseits des Rheins entschädigten Reichsstände haben ihre sowohl blos persönlichen, als die von erwähnten Besitzungen herrührenden Schulden auf ihre zur Entschädigung erhaltenen Domänen und Renten zu übernehmen, und von denselben zu tilgen; doch vorbehältlich der in dem Lüneviller Frieden, und in den, von dem französischen Gouvernement mit einzelnen Reichsständen geschlossenen besondern Verträgen, enthaltenen Bestimmungen.

§. 39. Alle sowohl auf dem rechten als linken Ufer erhobenen Rheinzölle sollen aufgehoben seyn, ohne unter irgend einer Benennung wieder hergestellt werden zu können; jedoch mit Vorbehalt der Eingangsgebühren (*droits de douane*), und eines Schiffahrts-Octroi, welches nach folgenden Grundlagen genehmiget wird.

Da der Rhein von den Gränzen der batavischen Republick an bis zu den Gränzen der helvetischen Republick ein zwischen der französischen Republick und dem teutschen Reiche gemeinschaftlicher Strom geworden ist, so geschieht die Errichtung sowohl, als die Anordnung und Erhebung des Schiffahrts-Octroi gemeinschaftlich von Frankreich und dem teutschen Reiche. — Das Reich überträgt, mit Einwilligung des Kaisers, alle seine desfallsigen Rechte völlig und gänzlich dem Kurfürsten Erzkanzler, welcher die Vollmacht des teutschen Reichs hat, mit der französischen Regierung alle allgemeine und besondere Anordnungen in Beziehung

auf das Schiffahrts-Oktroi abzuschließen; diese Anordnungen werden durch den Kurfürsten Erzkanzler zur Genehmigung des Kurfürstl. Kollegiums und zur Kenntniß des unter seinem Oberhaupte versammelten Reiches gebracht. — Die Taxe wird dergestalt ausgemittelt, daß sie den Betrag der aufgehobenen Zölle nicht übersteigt. Es wird eine höhere Taxe von der Schiffahrt der Fremden, und von den Schiffen, welche den Rhein heraufgehen, entrichtet, als von der Schiffahrt der französischen oder teutschen Uferbewohner, und von den Schiffen, welche den Rhein hinabgehen. — Die Erhebung derselben wird einer einzigen Behörde anvertraut, und die Erhebungsart so eingerichtet, daß die Schiffahrt so wenig als möglich dabey aufgehalten wird. — Der General-Direktor des Oktroi wird gemeinschaftlich von der franz. Regierung und dem Kurfürsten Erzkanzler ernannt, welche wechselseitig einen Controlleur bey jedem Erhebungs-Büreau halten. Die Einnehmer auf dem rechten Ufer werden von dem Kurfürsten Erzkanzler mit Einverständniß der Landesfürsten ernannt. Nichtsdestoweniger bleiben diese Administrations- und Erhebungsgrundsätze noch dem weitern Uebereinkommen unterworfen, welches über die endliche Einrichtung des Schiffahrts-Oktroi selbst zwischen dem französischen Gouvernement und dem Kurfürsten Reichserzkanzlern Statt haben wird. — Es werden nicht weniger als 5 und nicht mehr als 15 Erhebungsbureaux errichtet. Diese Bureaux sind nur in Dienstsachen, außerdem aber keineswegs, von der Gerichtsbarkeit der Landesherren ausgenommen. Sie werden hingegen bedürfenden Falls allen Beystand von Seiten der Landesherren erhalten. — Der Ertrag des Oktroi im Ganzen hat vordersamst die Kosten der Erhebung, der Verwaltung und der Polizey zu bestreiten. Der Ueberschuß wird in zwey gleiche Theile

getheilt, deren jeder vorzüglich zu Unterhaltung der Leinpfade und der zur Schiffahrt erforderlichen Arbeiten auf jedem der respektiven Ufer bestimmt ist. Der reine Rest der zum rechten Rheinufer gehörigen Hälfte wird 1) zur Ergänzung der Dotation des KurfürstenErzkanzlers, dann für die übrigen in den §§. 9. 14. 17. 19. u. 20. gegebenen Anweisungen; 2) zur Bezahlung der in den §§. 7. u. 27. subsidiarisch und bedingnißweise angewiesenen Renten, verhypothezirt. — Falls sich ein jährlicher Ueberschuß von Einkünften ergäbe, so wird er zur stufenweisen Ablösung der Lasten dienen, mit welchen das Schiffahrts-Oktroi-Recht beleget ist. — Der Kurfürst Erzkanzler wird sich jährlich mit der französischen Regierung, und den an das Ufer gränzenden Landesfürsten der rechten Rheinseite über die Unterhaltung der Leinpfade, und die zur Schiffahrt erforderlichen Arbeiten in der Ausdehnung der respektiven Rheingränzen benehmen.

§. 40. Alle am rechten Rheinufer gelegene von den, ehemals auf dem linken Ufer bestandenen Lehenhöfen abhangende Lehen, gehen in Zukunft unmittelbar von Kaiser und Reich zu Lehen, wenn die Landeshoheit darauf haftet mit reichsständischer Eigenschaft, im Gegenfall aber von dem Landesherrn, in dessen Staaten sie eingeschlossen sind. Nur die Mainzer Lehen, welche Landeshoheit haben, sollen von Aschaffenburg zu Lehen rühren. Den neuen Lehenherren bleibt überlassen, ob sie sich bis zu einem künftigen Lehensfalle einsweilen mit einer bloßen Muthung von den neuen Vasallen begnügen, oder aber auf der wirklichen Lehens-Empfängniß bestehen wollen; jedoch sind im letzteren Falle die Vasallen diesmal mit Taxen und andern Lehensgebühren zu verschonen.

§. 41. Da die Stimmen der unmittelbaren Reichsgrafen

hieroben §. 24. auf die diesseitigen Entschädigungsgebiete übertragen worden sind, so bleibt nur noch die Ausübungsart dieser Stimmen und anderer damit verbundener Prärogativen einer näheren Regulirung vorbehalten. — Wie die geistlichen Stimmen künftig geführt werden, ist ebenfalls hieroben §. 32. versehen.

§. 42. Die Säkularisation der geschlossenen Frauenklöster kann nur im Einverständniß mit dem Diözesan-Bischofe geschehen. Die Mannsklöster hingegen sind der Verfügung der Landesherren oder neuen Besitzer unterworfen, welche sie nach freyem Belieben aufheben, oder beybehalten können. Beyderley Gattungen können nur mit Einwilligung des Landesherrn oder neuen Besitzers Novizen aufnehmen.

§. 43. Der Genuß der zur Entschädigung angewiesenen Güter nimmt für die entschädigten Fürsten und Stände, welche nicht im Falle gewesen seyn möchten, vor den Deklarationen der vermittlenden Mächte, Civilbesitz zu ergreifen, mit dem ersten Dezember 1802. seinen Anfang. Der Civilbesitz selbst geht, für Alle, 8 Tage vor jenem Termine an. — Die Rückstände der unter der Disposition der Nutznießer gestandenen Fonds bis zum Zeitpunkte des neuen Genusses, gehören den alten Besitzern, ohne jedoch hiedurch andern Verabredungen zwischen den interessirten Theilen vorzugreifen.

§. 44. Alle seit dem 24sten August 1802 in den Entschädigungslanden und Gebieten vorgenommenen Veräußerungen, welche nicht als Folgen der gewöhnlichen Verwaltung anzusehen sind, werden hiemit für ungültig erklärt.

§. 45. Obige Verfügungen vernichten alle Ansprüche auf die durch den Frieden von Lüneville an die französische

Republik abgetretenen Länder; jedoch verstehet sich von selbst, daß Familien-Successionsrechte von jenseits rheinischen und ausgetauschten Besitzungen auf die Entschädigungs- und eingetauschten Objekte als Surrogate übergehen. Ferner sind diejenigen Ansprüche als vernichtet zu betrachten, welche an die, für auf der linken Rheinseite verlohrne Besitzungen, auf der rechten Rheinseite gegebenen Entschädigungslande gemacht werden könnten, sofern sie nicht innerhalb eines Jahrs vom 1sten Dezember 1802 an zu rechnen, vorgebracht, und gütlich, oder gerichtlich erledigt seyn werden. Sollte aber im Mangel gerichtlicher Entscheidung, oder in Verweigerung eines billigen Vergleichs der Grund liegen, warum ein wirklich vorgebrachter Anspruch nicht in dem Laufe des gedachten Jahrs erledigt worden ist; so wird derselbe innerhalb eines zweyten Jahrs durch Austrägal-Richter, ohne Appellation, entschieden werden. Da der Kurfürst Erzkanzler *ex jure novo* dotirt wird, so muß, um diese Ausstattung zu sichern, der etwa aus einem Anspruche gegen denselben herrührende Revenuenverlust durch Verleihung heimfallender kaiserlicher und Reichslehen vergütet werden.

§. 46. Alle Tauschverträge, Länder-Purifikationen, und andre Vergleiche aller Art, welche von den Fürsten, Ständen, und Gliedern des Reichs unter sich innerhalb eines Jahrs geschlossen werden, sollen ebensowohl volle Kraft haben, und vollzogen werden, als wenn sie gegenwärtigem Hauptschlusse wörtlich einverleibt wären.

§. 47. In Ansehung der Verhältnisse der aus dem Besitze tretenden Regenten und Besitzer, auch der davon abhangenden Geistlichkeit, so wie ihrer bisherigen Dienerschaft in dem Hof-Civil- und Militärfache, und in Ansehung der beson-

dern Verbindlichkeiten der entschädigten Fürsten und Stände, welche sich auf den anständigen Unterhalt der gedachten Regenten und übrigen Individuen, auf die Verfassungen der Lande, und die Uebernehmung der Schulden, auch insbesondere auf die Entrichtung der Kammerzieler beziehen, und welche mit dem Eintritt in den wirklichen Genuß der Entschädigungsländer und Gebiete ihren Anfang nehmen, soll es nach den, in den folgenden §§. enthaltenen Vorschriften gehalten werden.

§. 48. Allen abtretenden Regenten bleibt ihre persönliche Würde mit dem davon abhangenden Range, und dem Fortgenusse ihrer persönlichen Unmittelbarkeit.

§. 49. Die Herren Fürstbischöfe und gefürsteten Aebte oder Pröbste, behalten zugleich die Gerichtsbarkeit über ihre Dienerschaft dergestalt, daß Sie in bürgerlichen Rechtssachen, mit jedesmaligem Vorwissen der obern Landesbehörde, für solche Sachen in erster Instanz das Landesgericht, wo solche zu verhandeln, zu wählen, in peinlichen Fällen aber die erste Cognition zu nehmen haben, wo sodann die gedachten bürgerlichen Sachen in weiterer Instanz an die landesherrlichen Appellationsgerichte zu bringen sind; in peinlichen Fällen hingegen, wenn sich die Peinlichkeit ergiebt, der Verbrecher an die peinlichen Gerichte des Landes auszuliefern ist. Uebrigens haben sich sämmtliche Diener eines solchen Fürsten den bestehenden und ergehenden landesherrlichen Gesetzen und sonderlich den Polizeyanordnungen zu fügen.

§. 50. Den sämmtlichen abtretenden geistlichen Regenten ist nach ihren verschiedenen Graden auf lebenslang eine ihrem Range und Stande angemessene freye Wohnung mit Meublement und Tafelservice, auch den Fürstbischöfen

und Fürstäbten des ersten Ranges ein Sommeraufenthalt anzuweisen; wobey sich von selbst versteht, daß dasjenige, was Ihnen an Meublen eigenthümlich zugehört, Ihnen gänzlich überlassen bleibe, das aber, was dem Staate zugehört, nach ihrem Tode diesem zurückfalle.

§. 51. Die Sustentation der geistlichen Regenten, deren Lande ganz oder doch größtentheils mit den Residenzstädten an weltliche Regenten übergehen, kann, da Ihr Einkommen sehr verschieden ist, nur nach Verhältniß desselben regulirt, mithin allenthalben nur ein minimum und ein maximum bestimmt werden. In dieser Hinsicht wird a) für Fürstbischöfe das *minimum* auf 20,000, und das *maximum* auf 60,000 Gulden; für den Herrn Bischof zu Wirzburg, als Koadjutor zu Bamberg, noch weiter die Hälfte dieses Maximums; b) Für Fürstäbte und Pröbste des ersten Ranges das *minimum* der Fürstbischöfe; für alle andere Fürstäbte das *minimum* auf 6000, das *maximum* auf 12,000; für gefürstete Aebtissinnen aber das *minimum* auf 3000, das *maximum* auf 6000 Gulden; c) Für Reichsprälaten und Aebtissinnen, auch d) unmittelbare Aebte das *minimum* auf 2000, das *maximum* auf 8000 Gulden bestimmt. Bey allen diesen Bestimmungen wird jedoch der Großmuth der künftigen Landesherren kein Ziel gesetzt; vielmehr bleibt jedem, was er durch besondere Verhältnisse und Rücksichten weiter zu bewilligen sich veranlaßt findet, unbenommen. Wie nun hiernach die Regulirung zur Zufriedenheit der abtretenden Regenten wirklich geschehen sey, oder bey aufzuhebenden Prälaturen künftig gemacht werden wolle, darüber gewärtiget die Reichsdeputation von den neuen weltlichen Regenten spätestens binnen 4 Wochen eine verlässige Anzeige, damit alsdann, Falls wider Vermuthen

ein und anderer Bestimmung wegen bey der Anwendung obiger Regeln ein Anstand sich noch äussern sollte, die Deputation darüber erkennen möge.

§. 52. Die Weihbischöfe, insoferne sie Präbenden haben, die Domkapitularen, Dignitarien, auch Canonici der Ritterstifter auch adeliche Stiftsdamen behalten den lebenslänglichen Genuß ihrer Kapitelwohnungen; Ihnen, oder ihren Erben sind die auf den Ankauf oder Optirung ihrer Häuser gemachten Auslagen, falls der Landesherr solche nach ihrem Tode an sich ziehen will, zu vergüten; auch ausser dem, an Orten, wo sie ein Privateigenthum ihrer Wohnung hergebracht haben, wird ihnen dieses vorbehalten.

§. 53. Zu ihrer Sustentation aber sind den Domkapitularen, Dignitarien und Canonicis der Ritterstifter $\frac{9}{10}$ ihrer ganzen bisherigen Einkünfte, und zwar jedem einzelnen, was er bisher genossen hat, zu belassen. Auf gleiche Weise sind die Vikarien bey ihren Wohnungen, und da sie meist gering stehen, bey ihrem ganzen bisherigen Einkommen, bis sie etwa auf andere geistliche Stellen versorgt werden, zu belassen, wogegen sie ihren Kirchendienst einsweilen fortzuversehen haben. Die Domizellaren da, wo sie wirklich schon einigen Genuß ihrer Präbenden bezogen haben, werden in der Quote ihrer Sustentation den Kapitularen gleich gehalten, und rücken hiernächst, falls sich der Landesherr nicht in andere Wege mit ihnen abfindet, in die vazirend werdenden Kapitelspfründen.

§. 54. Kapitularen und Domizellaren der Dom, Ritter, und Mediatstifter, welche nach den verschiedenen Statuten der Stifter entweder erst nach dem Ablaufe der Carenzjahre, oder nach eintretenden anderen Verhältnissen zum Genusse kom-

men, sobald sie nur in dem wirklichen Besitze ihrer Präbenden sind, haben ganz gleiche Rechte als diejenigen, welche sich wirklich schon im Genuß ihrer Präbenden befinden.

§. 55. Die Stiftsfrauen und Fräulein bleiben in so lange bey ihrem bisherigen Genusse, als es dem neuen Landesherrn nicht räthlicher scheint, sie gegen eine, zu ihrer Zufriedenheit zu regulirende Absindung, aufzuheben.

§. 56. Für die kapitularischen geist= und weltlichen Dienerschaften gelten die nämlichen Dispositionen, welche hiernach wegen der eignen fürstlichen Dienerschaften folgen.

§. 57. Die Konventualen fürstlicher auch Reichs= und unmittelbarer Abteyen sind auf eine ihrer bisherigen Lebensweise angemessene anständige Art in ein oder der andern Kommunität ferner zu unterhalten, oder denen, welche mit landesherrlicher Verwilligung austreten, bis zu anderweiter Versorgung eine Pension von 300 bis 600 Gulden nach dem Vermögen ihrer Stiftung zu verabreichen. Für die Laienbrüder ist auf ähnliche Art zu sorgen; Novizen, welche durch Gelübde noch nicht gebunden, können von den Landesherren mit einer dreyjährigen verhältnißmäßigen Pension entlassen werden.

§. 58. Kaiserliche Precisten, welche ihre Preces den Stiftern bereits präsentirt, und den schon eingetretenen Einrückungsfall nicht etwa haben vorbeygehen lassen, erhalten bey den künftigen Erledigungsfällen eine verhältnißmäßige Pension; und eben dieses gilt auch von denjenigen Panisten, welche auf ihre Laienpfründen ein schon erworbenes anerkanntes Recht haben.

§. 59. In Ansehung der sämmtlichen bisherigen geistli=

chen Regenten, auch Reichsstädte und unmittelbaren Körperschaften, Hof-, geistlichen und weltlichen Dienerschaft, Militär und Pensionisten, insoferne der abgehende Regent solche nicht in seinem persönlichen Dienste behält, so wie der Kreisdiener, da wo mit den Kreisen eine Veränderung vorgehen sollte, wird diesen allen der unabgekürzte lebenslängliche Fortgenuß ihres bisherigen Rangs, ganzen Gehalts, und rechtmäßiger Emolumente, oder wo diese wegfallen, eine dafür zu regulirende Vergütung unter der Bedingniß gelassen, daß sie sich dafür nach Gutfinden des neuen Landesherrn, und nach Maasgabe ihrer Talente und Kenntnisse auch an einem andern Orte, und in anderen Dienstverhältnissen gebrauchen und anstellen lassen müssen; jedoch ist solchen Dienern, welche in einer Provinz ansässig sind, und in eine andere gegen ihren Willen übersetzt werden sollen, freyzustellen, ob sie nicht lieber in Pension gesetzt werden wollen. In diesem letzteren Falle ist einem 15jährigen Diener sein voller Gehalt mit Emolumenten, einem 10jährigen ⅔, und denen, die noch nicht volle zehen Jahre dienten, die Hälfte als Pension zu belassen. Den wirklichen Pensionisten sind, falls nicht etwa neuerlich hie und da Mißbräuche untergelaufen wären, ihre Pensionen fort zu bezahlen. — Sollte der neue Landesherr einen oder den andern Diener gar nicht in Diensten zu behalten gedenken, so verbleibt demselben seine genossene Besoldung lebenslänglich. Sollten hingegen seit dem 24sten August 1802. neue Pensionen oder Besoldungserhöhungen verwilligt, oder ganz neue Besoldungen gemacht worden seyn, so bleibt es billig dem neuen Landesherrn überlassen, ob er solche Verwilligungen den Grundsätzen der Billigkeit und einer guten Staatsverwaltung angemessen findet.

§. 60. Die dermalige politische Verfassung der zu säkularisirenden Lande, insoweit solche auf gültigen Verträgen zwischen dem Regenten und dem Lande, auch andern reichsgesetzlichen Normen ruht, soll ungestört erhalten, jedoch in demjenigen, was zur Civil- und Militäradministration, und deren Verbesserung und Vereinfachung gehört, dem neuen Landesherrn freye Hand gelassen werden.

§. 61. Die Regalien, bischöfliche Domainen, domkapitelische Besitzungen und Einkünfte fallen dem neuen Landesherrn zu.

§. 62. Die erz- und bischöflichen Diözesen aber verbleiben in ihrem bisherigen Zustande, bis eine andere Diözesan-Einrichtung auf reichsgesetzliche Art getroffen seyn wird, wovon dann auch die Einrichtung der künftigen Domkapitel abhängt.

§. 63. Die bisherige Religionsübung eines jeden Landes soll gegen Aufhebung und Kränkung aller Art geschützt seyn; insbesondere jeder Religion der Besitz und ungestörte Genuß ihres eigenthümlichen Kirchenguts, auch Schulfonds nach der Vorschrift des westphälischen Friedens ungestört verbleiben; dem Landesherrn steht jedoch frey, andere Religionsverwandte zu dulden, und ihnen den vollen Genuß bürgerlicher Rechte zu gestatten.

§. 64. Mit den Mediatstiftern, Abteyen und Klöstern in den zu säkularisirenden Landen ist es ganz auf den nämlichen Fuß, wie hier oben von den unmittelbaren angeordnet worden, zu halten. Es behalten nämlich die Kanonici der Mediatstifter, welche aufgehoben werden, nebst ihren Woh-

nungen $\frac{8}{10}$ ihres bisherigen Einkommens, die Vikarien aber das Ganze, die Domizellaren $\frac{9}{10}$ dessen, was sie etwa wirklich bisher schon bezogen haben, und rücken den Kapitularen nach. Solche Kanonici jedoch, die überhaupt keine 800 fl. beziehen, sind, wie die Vikarien, bey ihrem ganzen Einkommen zu belassen. Aebte, deren Unmittelbarkeit bisher streitig oder welche unstreitig mittelbar gewesen sind, erhalten verhältnißmäßig nach dem Vermögen ihrer Abtey 2000 bis 8000 fl. Pension. Ihre und andere Klosterkonventualen 300 bis 600 fl. Mit den Laienbrüdern, und Novizen wird es auf gleiche Art, wie von denselben hier oben bey unmittelbaren Stiftern erwähnt worden, gehalten. Von den Dienerschaften aller solcher Korporationen gilt alles das Nämliche, was schon überhaupt wegen der Dienerschaften festgesetzt worden.

§. 65. Fromme und milde Stiftungen sind, wie jedes Privateigenthum, zu konserviren, doch so, daß sie der landesherrlichen Aufsicht und Leitung untergeben bleiben.

§. 66. Um nun auch den Unterhalt dieser großen Menge höherer, und anderer unschuldiger Personen auf möglichste Art sicher zu stellen, haben die neuen Landesherren alle solche Sustentationsgelder auf ihre nächsten Rezepturen anzuweisen, und als solche, welche das privilegirteste Unterpfand auf die Landeseinkünfte haben, jederzeit vierteljährig in guten Münzsorten nach dem 24 Gulden-Fuß unverzüglich abführen zu lassen, daher auch ihren Gerichten keine Arrestsanlegungen auf diese Alimentationsgelder zu gestatten.

§. 67. Die Kreisdirektorien haben über den Vollzug alles dessen zu halten, und auf das erste Anrufen der Pensionisten, ohne Gestattung eines Termins oder einer Ein-

rede sogleich gegen die Zahlungsbehörde, welche sich mit der Quittung über die geschehene Zahlung nicht ausweisen kann, die bereiteste Exekution zu erkennen und zu vollziehen; bey eintretender weiterer Zahlungsgefahr aber, die Revenüen, soweit sie zu diesem Zwecke nöthig, in unmittelbare Administration zu nehmen.

§. 68. Bey denjenigen geistlichen Ländern, welche nicht ganz oder größtentheils mit ihren Residenzen an einen weltlichen Herrn kommen, sondern unter mehrere vertheilt werden, gleichwohl aber ihre Residenzen, und meisten Lande diesseits Rheins haben, sind sowohl in Ansehung der standesmäßigen Unterhaltung der unter der gegenwärtigen Veränderung leidenden Personen, als wegen der Sicherstellung der Dienerschaften des Landes, auch kirchlichen, religiösen Verfassung, und dergleichen, alle diejenigen Grundsätze in Anwendung zu bringen, welche hieroben schon festgesetzt worden. Nur erfordert die Vertheilung der Sustentationssumme, und der Fonds, worauf solche gegründet werden, in diesen Landen nothwendig nähere Bestimmung. Diesemnach fallen die auf einzelnen Theilen insbesondere ruhenden Lasten, z. B. die Unterhaltung eines mittelbaren Klosters, die Uebernahme der Beamten und Diener eines einzelnen Amtes, und dergleichen mehr, denjenigen neuen Herren allein zur Last, die solche einzelne Theile erhalten, sonderlich kann die Erhaltung des domkapitlischen Personals, und der Individuen aller geistlich und weltlichen Korporationen, die ihre eigne Fonds gehabt haben, bey einem vertheilten geistlichen Lande nicht in die ganze Masse geworfen werden, sondern nur denjenigen, welche die Gefälle und Güter solcher Domkapitel und Korporationen bekommen, zufallen, und unter diese verhältnißmäßig vertheilt werden. — Zur Vertheilung unter sämmtliche neue Theilhaber eines solchen

Landes bleiben also nur die auf das Ganze sich beziehenden Lasten übrig, wohin dann vorzüglich die Sustentationssumme des von der Regierung abtretenden geistlichtn Landesherrn gehört. Sämmtliche Theilhaber haben sich hierüber alsbald unter sich zu verstehen; sollte jedoch desfalls keine gütliche Uebereinkunft binnen 4 Wochen zu Stande kommen, so haben die Kreisausschreib-Aemter und in dem Kur- und oberrheinischen Kreise, wo der Fall der Theilung vorzüglich eintritt, Kurmainz und Hessenkassel gemeinsam diese Gegenstände zu erörtern, und die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

§. 69. Bey denjenigen Landen, wo die geistlichen Regenten ihre Residenzstädte auf der linken Rheinseite mit den dortigen Landen verloren, doch auch noch beträchtliche Besitzungen diesseits Rheins behalten haben, kommen vorzüglich Se. Kurfürstliche Durchlaucht zu Trier, als Kurfürst des Reichs, auch Dero Domkapitel und Dienerschaften in Betrachtung. Da die übrigen diesseits rheinischen kurfürstlichen Lande, und ihre Einkünfte bey weitem nicht hinreichen, alle diese Sustentationen zu bestreiten, zumal dem Domkapitel zu Trier auf dieser Seite kein eigener Fond geblieben, so wird der Unterhalt Sr. Kurfürstlichen Durchlaucht auf 100,000 Gulden bestimmt. Das Kurfürstliche Kollegium, einschlüssig der neu einzuführenden Herren Kurfürsten, ist ersucht, diese Summe zu übernehmen, dem Herrn Kurfürsten von Trier solche jährlich in zu bestimmenden Terminen zu entrichten, und zur Berichtigung dieses Gegenstandes einen eigenen Schluß im kurfürstlichen Kollegium zu fassen; dann wird festgesetzt, daß die Stadt Augsburg dem Herrn Kurfürsten von Trier ihr bischöfliches Schloß, und die für ihre Dienerschaft nöthigen Gebäude in ihrem gegen-

wärtigen meublirten Zustande nebst den bisher gehabten Immunitäten, in ihrem ganzen Umfange lebenslänglich ungestört zu belassen habe.

§. 70. Die neuen Besitzer der Reste der kurtrierischen Lande haben, da sie mit diesem Unterhalte ganz verschont bleiben, einen verhältnißmäßig größern Antheil des trierischen Domkapitels, und der trierischen Dienerschaft zu übernehmen; die billige Ermäßigung und Bestimmung dieses Pensionen-Antheils wird Kurmainz und Hessenkassel aufgetragen.

§. 71. Die Bestimmung der Unterhaltung des Domkapitels zu Kölln ist eben so, wie jene des Domkapitels zu Trier, nicht blos nach den diesseitigen Besitzungen und Einkünften des Domkapitels, selbst abzumessen, sondern auch darauf Rücksicht zu nehmen, daß die neuen Besitzer aus den Einkünften der ihnen zufallenden Lande keinen Regenten zu erhalten haben. Es haben daher die vorbenannten Kommissarien unter diesen Rücksichten auch dem Domkapitel zu Kölln den billigmäßigen Unterhalt auszumitteln.

§. 72. Auf alle übrige, zu den Landen letztgedachter Art gehörige geistliche Regenten, Domkapitel, Dienerschaften, Mediatstifter, Klöster, Stiftungen, geist- und weltliche Körperschaften, Landes- und kirchliche Verfassungen ist zwar alles dasjenige ebenfalls anwendbar, was in Ansehung solcher geistlichen Lande, welche ganz, oder doch größtentheils mit den Residenzstädten der bisherigen geistlichen Regenten an einen weltlichen Regenten übergehen, oder welche nicht ganz oder größtentheils mit ihren Residenzen an einen weltlichen Herrn kommen, sondern unter mehrere vertheilt werden, gleichwohl aber ihre Residenzen und meisten Lande diesseits Rheins haben, festgesetzt worden; es versteht sich jedoch von selbst, daß

der Unterhalt aller zu dieser Klasse gehörigen Personen, in so ferne ihre Fonds nicht ganz auf dieser rechten Rheinseite liegen, nicht so beträchtlich als bey den eben benannten, ausfallen könne, sondern daß solcher vorzüglich nach den Ihnen auf dieser Seite noch zustehenden Einkünften zu bemessen sey. Es kann daher auch bey solchen Domkapiteln und Stiftern der Unterhalt nicht durchgängig auf $\frac{9}{10}$ ihrer vormaligen Einkünfte festgesetzt werden.

§. 73. Die Dienerschaften, welche nicht lokal und in den diesseitigen Aemtern angestellt sind, können nur nach dem Verhältnisse, worinn die diesseits rheinischen Reste der Lande zum ganzen Lande stehen, von den neuen Besitzern einige Unterstützung gewärtigen, es sey dann, daß solche, wie in specie die diesseits angestellte kurköllnische Dienerschaft, auf die rechte Rheinseite zur Administration der diesseitigen Lande von Ihrem Landesherrn ausdrücklich beordert worden, in welchem Falle ihnen ihre ganzen Gehalte ohne Anstand fortzubezahlen sind.

§. 74. Ueberhaupt ist diese Fürsorge nur auf diejenigen Kapitularen und Diener einzuschränken, welche ihren Regenten auf die rechte Rheinseite gefolgt, und auch inzwischen ihren Wohnsitz nicht jenseits aufgeschlagen haben, welcher Grundsatz allgemein anzuwenden ist. Es sind jedoch diejenigen Domherrn, welche jenseits bey ihren Domkirchen geblieben sind, den herübergegangenen gleichzuhalten, falls sie sich künftig diesseits niederlassen werden.

§. 75. Für diejenigen geistlichen Regenten mit Ihren Domkapiteln und Dienerschaften, denen auf dieser Rheinseite, wie z. B. dem Herrn Fürstbischofe zu Basel, sehr wenig an Landen und Einkünften übrig bleibt, oder welche jenseits,

wie z. B. der Herr Fürstbischof zu Lüttich, alles verloren haben, ist nöthig einen besonderen Fond zu bestimmen, woraus Ihr billiger Unterhalt hergenommen wird. Diesemnach wird die Sustentation des Herrn Fürstbischofs von Lüttich, dessen Lage einzig ist, auf 20,000 fl. festgesetzt. Diejenigen Fürstbischöfe, die im Besitze 2er oder mehrerer Bisthümer waren, geben zu Aufbringung dieser Summe den 10ten Theil der Pension eines ihrer Bisthümer ab; eben so werden sie für den Herrn Fürstbischof von Basel den 20sten Theil der Revenüen eines ihrer Bisthümer abgeben, um für ihn die Hälfte des Minimums, nämlich 10000 fl. aufzubringen, indem ihm nur einige Parzellen seines Landes auf dem rechten Rheinufer geblieben sind. Im Falle nun einer der Fürstbischöfe, die ein Zehntel und zwanzigtel eines ihres Deputats an die Fürstbischöfe von Lüttich und Basel abgeben, früher, als oben gedachte Fürstbischöfe, versterben würden, so behält der Landesherr, dem eine solche Pension zurückfällt, die Verbindlichkeit, das 10tel und 20tel an gedachte Herren Fürstbischöfe von Basel und Lüttich fortzuentrichten. Ferner werden die beyden Herren Fürstbischöfe von Basel und Lüttich zu den ersten offen werdenden bischöfl. Sitzen empfohlen, jedoch bleibt es der Willkühr der beyden gedachten Herren Fürsten überlassen, Bisthümer zu übernehmen oder nicht, ohne in einem oder dem andern Falle ihre ohnehin auf das minimum gesetzte Sustentationsgelder an den Einkünften des Bisthums aufgerechnet zu erhalten. — Die beyden bemerkten Summen von 20 und 10000 fl. werden nach folgender Austheilung von den Fürstbischöfen entrichtet. a) Der Herr Kurfürst von Trier geben von ihrer Pension von 60,000 fl., als Bischof von Augsburg, an den Bischof von Basel 3000, an jenen von Lüttich 6000 fl.; ferner als Probst von Ellwangen von der Pension von 20,000 fl. an Basel 1000, an Lüttich

2000 fl. b) Der Herr Bischof von Wirzburg wegen der Coadjutorie von Bamberg à 30000 fl., an Basel 1500, an Lüttich 3000 fl. c) Der Herr Bischof von Hildesheim und Paderborn erhält für beyde Sitze 50000 Preußische Thaler oder 80000 fl. gibt also von der Hälfte ab, an Basel 2000, an Lüttich 4000 fl. d) Der Herr Bischof von Regensburg von seiner Pension von Freisingen à 20000 fl., an Basel 1000, an Lüttich 2000 fl; Ebenderselbe wegen der Probstey Berchtolsgaden à 20000 fl., an Basel 1000, an Lüttich 2000 fl. e) Der Herr Kurfürst = Erzkanzler als Fürstbischof von Constanz und Worms à 10000 fl. an Basel 500, an Lüttich 1000 fl.

Betreffend hingegen die Domkapitel und Dienerschaften, welche aus den diesseits rheinischen Gütern und Einkünften von den neuen Landesherren Ihren nöthigen Unterhalt nicht erhalten können, als jene von Kölln, Trier, Worms, Lüttich, Basel, Speyer, Straßburg und andere, welche sich im ähnlichen Falle befinden; so soll für Sie eine eigne Kasse dadurch errichtet werden, daß jenen Domherren, welche mehr als eine Präbende hatten, zwey Zehntheile ihrer neuen Zehntheile, welche Sie von diesen Präbenden zu beziehen haben, eingehalten, und diese Kasse dem Kurfürsten Reichserzkanzler untergeben werde, um hievon nach einem gerechten Maaßstabe die Austheilung dergestalten zu machen, damit nach den Kräften der Kasse ihr Zweck erreicht werde. Nichts destoweniger haben diejenigen Landesherren, welchen die Ueberreste solcher Lande, auch der Einkünfte der Domkapitel und anderer Korporationen zufallen, nach deren Verhältniß für den Unterhalt der leidenden Interessenten zu sorgen.

§. 76. In Ansehung derjenigen Geistlichen und Diener

endlich, deren Körperschaften jenseits auf der linken Rheinseite aufgehoben worden, welche jedoch noch mehr oder weniger Güter auf dieser rechten Rheinseite haben, die künftig der Disposition der respektiven Landesherren überlassen sind, versteht sich von selbst, daß diese Landesherren, so weit diese Einkünfte reichen, den Unterhalt derjenigen Personen, welche als diesseits gebohrne von dem französischen Gouvernement zu diesem Unterhalt ohne Pension auf diese Seite verwiesen worden, oder welche eben dieser Einkünfte und ihrer Administration wegen, um davon ihren Unterhalt zu ziehen, schon während des Kriegs auf dieser Rheinseite ihre Wohnungen genommen, auch diese Einkünfte bisher wirklich genossen haben, eben so wie alle andere neue Landesherren, diesen Unterhalt zu übernehmen, und zu diesem Ende diesen unglücklichen Individuen ihre Einkünfte, worauf ihnen ein gegründetes Recht zusteht, lebenslänglich zu belassen, und über solche nur nach deren Tode anderweit zu disponiren haben.

§. 77. Da auch wegen der, auf den Entschädigungslanden haftenden Schulden zur Beruhigung so vieler Gläubiger Vorsehung geschehen muß; so versteht sich zuvörderst von selbst, daß bey solchen Landen, welche ganz von einem geistlichen Regenten auf einen weltlichen übergehen, letzterer alle sowohl Kameral - als Landesschulden eines solchen Landes mitzuübernehmen, mithin solche respektive aus seinen neuen Kammer-Einkünften und Steuern eben so zu verzinsen und abzuführen habe, wie es der geistliche Regent würde haben thun müssen.

§. 78. Bey solchen geistlichen Landen hingegen, welche unter Mehrere vertheilt werden, kann sich zwar der Gläubiger, wenn ihn ein Spezial-Unterpfand verschrieben ist, an dieses Spezial-Unterpfand allerdings dergestalt hal-

ten, daß diejenigen Theilhaber eines solchen Landes, welche die Spezialhypothek besitzen, ihm einsweilen die Zinsen fort entrichten müssen, es sind aber hiernächst diese Schulden eben so wie diejenigen, welche nur eine Generalhypothek, oder auch nur versionem in rem für sich, oder endlich die ihre bisher gehabte Spezialhypothek, z. B. die Zölle, verlohren haben, als allgemeine Landesschulden unter sämmtliche Theilhaber eines solchen Landes in verhältnißmäßige Theile, und zwar die Kammerschulden nach dem Domainen-Ertrage, die Landesschulden aber nach dem Steuerkapitale zu vertheilen.

§. 79. Damit jedoch die Gläubiger bis zu dieser Austheilung nicht auf ihre Zinsen warten müssen, so hat von solchen Kapitalien, denen es an einer Spezialhypothek fehlt, der Inhaber des Hauptorts oder des größern Theils des Landes, einsweilen bis zur Abrechnung, diese Zinsen zu berichtigen; es wäre dann, daß sich die Theilhaber da, wo die Theile nicht merklich verschieden sind, wenigstens der Verzinsung solcher Kapitalien wegen, einsweilen unter sich verstünden.

§. 80. Lägen hingegen die geistlichen Lande, von deren Schulden die Frage ist, zum Theil auf der linken Rheinseite; so sind diejenigen Landesschulden, die ihre Spezialhypothek auf der linken Rheinseite haben, oder die sonst nach dem Lüneviller Frieden geeignet sind, auf die französische Republik überzugehen, von der zu vertheilenden Schuldenmasse eines solchen Landes voraus abzuziehen.

§. 81. Sollten aber etwa irgendwo noch nach dem 24sten August 1802. neue Schulden kontrahirt worden seyn, so hängt deren Zahlung davon ab, ob wirklich der Nutzen oder das Bedürfniß des Staats solche Geldaufnahmen noch erfordert habe.

§. 82. Was sodann die Schulden ganzer Kreise, und zwar zuerst solcher, welche wie der fränkische und schwäbische, ganz auf der rechten Rheinseite liegen, betrifft; so bleiben alle diejenigen Länder, welche bisher zu diesen Kreisen gehört haben, für solche Schulden verhaftet. Werden aber einzelne geistliche Kreislande unter mehrere weltliche Herren vertheilt; so muß ohnehin jedem Theile eines solchen Landes seine *rata martricularis* an Reichs- und Kreisprästanden bald thunlichst regulirt werden; nach welchem Maaßstabe alsdann auch die neuen Besitzer zu Abtrag- und Verzinsung der Kreiskapitalien zu konkurriren haben. Bis aber diese Repartition wirklich geschehen ist, kann der Beytrag von solchen getheilten Ländern zu allen Kreisprästanden, mithin auch zu Verzinsung der Kapitalschulden nicht anders geschehen, als auf die nämliche Art, wie so eben in Betreff der Landesschulden getheilter Lande erwähnt worden ist.

§. 83. In Ansehung derjenigen Schulden aber endlich, welche die auf beyden Rheinseiten gelegenen kur- und oberrheinischen Kreise, und zwar Kurrhein unmittelbar vor dem Kriege, Oberrhein aber erst während und zu dem Kriege kontrahirt haben, so sind nach allen vorwaltenden Verhältnissen die Gläubiger dieser kur- und oberrheinischen Kreise wegen dieser ihrer Kapitalien und Zinsen sich an den diesseits rheinischen Landen der beyden Kreise zu halten allerdings befugt. Die Herren der diesseits rheinischen Lande, welche zu einem dieser Kreise gehören, haben sich über die Verzinsung und Abführung dieser Kapitalien zu verstehen. Vor allem sind zu diesem Ende bey Oberrhein zu den dort eingeführten General- und Spezialkassen die exigibeln Ausstände insofern keine rechtliche Entschuldigung obwaltet, beyzutreiben; sodann zur Zinsen- und Kapitalien-Zahlung zu verwenden,

das weiter Erforderliche aber ist durch gewöhnliche Kreisrömermonate von den zu diesem Kreise noch gehörigen Landen beyzubringen.

§. 84. Insofern hingegen der matrikularmäßige Antheil der jenseits Rheins gelegenen Kreislande an diesen Schulden, von der französischen Republick nicht unter die Kategorie der von derselben zu übernehmenden Schulden gerechnet wird; so ist der Antheil der jenseits Rheins gelegenen weltlichen Kreislande an den Kreisschulden denjenigen Landesschulden beyzuzählen, welche von den entschädigten Reichsständen, ohne Belastung ihrer neuen Unterthanen, zu übernehmen sind; und nur der Antheil der geistlichen Kreislande an den Kreisschulden fällt ohne Uebertragung hinweg, und vermehrt die Schuldenmasse der diesseits Rheins übrigen Kreisgebiete, weil für dieselbe keine Entschädigung gegeben wird.

§. 85. Die Vollziehung dieser Beschlüsse haben sich die kreisausschreibenden Herren Fürsten, und am Kur- und oberrheinischen Kreise Kurmainz und Hessenkassel gemeinsam angelegen seyn zu lassen. — Würden jedoch, sowohl bey Austheilung dieser Schulden, als des zu regulirenden Unterhalts für die Geistlichkeit Fälle eintreten, wo wegen Kollision der Interessen, und aus Mangel gütlicher Uebereinkunft die Beyziehung eines dritten Fürsten nothwendig würde; so haben sich die kreisausschreibenden Herren Fürsten oder Kommissarien einen Obmann selbst zu erbitten.

§. 86. Obgleich nun auch sich von selbst versteht, daß die den Ständen des Reichs als Entschädigung zufallenden Reichslande, die bisher von solchen Landen entrichteten Kreis- und Reichssteuern, insbesondere die der Unterhaltung des kaiserl. Reichskammergerichts gewidmeten Beyträge, oder

Kammerzieler, ferner zu zahlen schuldig seyen: so findet man jedoch bey den vorgehenden Besitzveränderungen, und sonderlich bey der Verstücklung mehrerer Reichslande, zu mehrerer Sicherstellung des kammergerichtlichen Unterhalts nöthig, nach dem Sinne der älteren Reichsgesetze, insbesondre des §. 16. des j. R. A., festzusetzen:

daß 1) alle erbliche Reichsstände von den Ihnen als Entschädigung zufallenden geistlichen reichsunmittelbaren Landen, auch Reichsstädten, die davon bisher bezahlten Kammerzieler fortzubezahlen haben. Sodann

§. 87. Daß 2) eben diese Verbindlichkeit denjenigen Reichsständen obliegt, welchen abgerissene Lande von jenseits rheinischen Hauptlanden, oder nur Theile diesseits rheinischer Entschädigungslande zufallen, dergestalt, daß der künftige Besitzer abgerissener Lande von jenseits rheinischen Hauptlanden die *ratam*, welche ein solches abgerissenes Land zum jenseitigen Hauptlande beygetragen hatte; von mehrern Theilhabern aber eines zertheilten Reichslandes der künftige Besitzer des größern Theils eines solchen Landes, oder dessen Hauptorts, den ganzen Kammerzielerbeytrag, salvo regressu gegen die übrigen Theilhaber, einsweilen abzuführen habe, es wäre dann, daß dieser mit den Inhabern der kleinern Landesantheile über ihre Konkurrenz binnen 2 Monaten sich verglichen, und diese getroffene Uebereinkunft dem kaiserlichen Reichskammergerichte angezeigt haben würde. Endlich

§. 88. Daß 3) wo ein Land in mehrere kleine Parzellen zerfallt, die Kammerzieler, welche auf dem ganzen bisher gehaftet, unter die einzelnen Theilhaber einsweilen *ex aequo et bono* von den kreisausschreibenden Herren

Fürsten, im Kur- und oberrheinischen Kreise aber von Kurmainz und Hessenkassel, bis zur künftigen Rektifikation der Kammermatrikel auf den Fall zu vertheilen sind, wenn solche Theilhaber sich desfalls nicht unter sich selbst binnen den vorgedachten zwey Monaten gütlich verglichen, und hievon das kaiserl. Reichskammergericht benachrichtigt hätten.

§. 89. Schließlich wird Kaiserl. Majestät und dem Reiche anheim gestellt, den über das Sustentationswesen dieses Reichsgerichts von demselben erstatteten Hauptbericht baldthunlichst zu erledigen, und dessen künftige Verhältnisse bey der Abnahme seines Sustentationsfonds, und den eintretenden Veränderungen, gesetzlich zu bestimmen.

Signatum Regensburg den 25. Februar 1803.

(L. S.)

Kurfürstlich = Mainzische Kanzley.

IV.

An

Ihro Römisch-Kaiserl. Majestät

allerunterthänigstes ReichsGutachten, de dato Regensburg den 24ten März 1803. Den von Ihro Kaiserl. Majestät und des Reichs wegen zu ratifizirenden, am 25sten Febr. d. J. verfaßten Hauptschluß der ausserordentlichen Reichsdeputation dahier betreffend.

Dictatum Ratisbonae die 26 Mart. 1803.
per Moguntinum.

Ihrer Röm. Kaiserl. Majestät, unsers allergnädigsten Herrn, zu gegenwärtiger Reichsversammlung bevollmächtigtem höchstansehnlichen PrinzipalKommissarius, Herrn Karl Alexander, Fürsten von Thurn und Taxis ꝛc. ꝛc. Hochfürstl. Gnaden bleibt hiemit im Namen der Kurfürsten, Fürsten und Stände des Reichs gebührend unverhalten:

Nachdem von der zur gänzlichen Berichtigung des Lüneviller Friedens ernannten, und durch das kaiserliche allergnädigste Kommissionsdekret vom 2ten Aug. v. J. hieher berufenen ausserordentlichen Reichsdeputation, nach vielfältigen mit der höchstansehnlichen kaiserl. Plenipotenz und den Herren Ministern der vermittelnden Mächte gepflogenen Kommunikationen bereits den 23ten November vorigen Jahrs ein Hauptschluß verfaßt, und darüber nicht nur schon am 6ten Decemb. von ersagten Ministern Noten an die allgemeine Reichsversammlung

gebracht, sondern auch ein kaiserl. allerhöchstes Kommissions-dekret unterm 21ten gedachten Monats an dieselbe erlassen, ferner von der Deputation selbst unterm 5ten und 31ten Jäner, auch 4ten und 26ten Febr. dieses Jahrs Berichte samt Anlagen erstattet, und dem letzten Berichte ein mit mehreren Abänderungen und Zusätzen Tags vorher neu verfaßter Deputations-Hauptschluß beygelegt, auch das nur erwähnte kaiserliche allerhöchste Kommissionsdekret, die Noten und Berichte, so wie die neuesten Noten der Herren Minister der vermittelnden Mächte vom 28ten v. M. und 9ten dieses jederzeit durch die Reichsdiktatur zur Wissenschaft aller drey Reichskollegien befördert, sodann alle diese Verhandlungen in allen drey Reichskollegien in Vortrag und Umfrage gestellt worden; so hat man nach reifer der Sache Erwägung dafür gehalten und geschlossen: daß

1) der nunmehr zur Vollständigkeit gediehene hier mitkommende DeputationsHauptschluß vom 25ten vorigen Monats, als das einzige Mittel, den für das Wohl des gesammten teutschen Vaterlandes, und die Erhaltung des Reichsverbandes, selbst so nothwendigen Ruhestand zu befestigen, und eine gute Ordnung der Dinge im Reiche wieder herzustellen, von gesammten Reichswegen zu genehmigen; dabey auch

2) die bisherigen ReichsGrundgesetze, insonderheit der westphälische Frieden und alle darauf gefolgten Friedensschlüsse, in so weit solche durch den Lüneviller Traktat, und diesen jetzt zu genehmigenden DeputationsHauptschluß nicht ausdrücklich abgeändert worden, zu bestätigen; in wessen Folge also

3) die teutsche Reichsverfassung in allen ihren übrigen nicht

ausdrücklich abgeänderten Punkten, wie solche für Kurfürsten, Fürsten und Stände des Reichs, wohin auch der hohe teutsche Orden zu rechnen, und die unmittelbare Reichsritterschaft mit eingeschlossen, bisher bestanden, auch für die Zukunft zu verwahren sey; daß demnach

4) Sr. Kaiserl. Majestät für die reichsoberhauptliche Vorsorge zur möglichsten Erhaltung der teutschen Reichsverfassung, weise Einleitung und Mitwirkung zur glücklichen Beendigung dieses beschwerlichen Entschädigungsgeschäftes, der allerunterthänigste Dank gebühre, und mit der ehrerbietigsten Bitte hiemit geziemendst erstattet werde, daß Allerhöchstdieselben geruhen mögen, auch den hohen vermittelnden Mächten für Ihre weisen Rathschläge, und Ihre rühmliche Verwendung zur endlichen Ausgleichung dieser wichtigen National-Angelegenheit die dankbaren Empfindungen der Reichsversammlung zu erkennen zu geben; welches alles

5) durch ein allergehorsamstes Reichsgutachten, wie hiemit geschiehet, zur reichsoberhauptlichen Genehmigung allerunterthänigst zu bringen sey.

Womit des Kaiserlichen Herrn PrinzipalKommissarius hochfürstlichen Gnaden der Kurfürsten, Fürsten und Stände des Reichs anwesende Räthe, Botschafter und Gesandte sich besten Fleißes und geziemend empfehlen. Signatum Regensburg den 24 im März, 1803.

(L. S.)

Kurfürstlich-Mainzische Kanzley.

V.

Kaiserlich allergnädigstes Kommissions-Ratifikationsdekret

an die hochlöbliche allgemeine Reichsversammlung zu Regensburg, de dato 27ten April, 1803. Die von Ihrer Kaiserlichen Majestät ertheilte Ratifikation des Reichsgutachtens vom 24. März, den Deputations Hauptschluß vom 25. Febr. d. J. betreffend.

Dictatum Ratisbonae die 28 April 1803.
per Archicancellariensem.

Von der Römisch-Kaiserlichen Majestät Franz des Zweyten, unsers Allergnädigsten Kaisers und Herrn Herrn, zur gegenwärtigen allgemeinen Reichsversammlung verordneter Höchstansehnlicher Kaiserlicher PrinzipalCommissarius, Herr Karl Alexander, des heiligen Römischen Reichs Fürst von Thurn und Taxis, gefürsteter Graf zu Friedberg-Scheer, Graf zu Valsassina, Herr der Reichsherrschaft Eglingen, und der freyen Herrschaften Tischingen, Demmingen, Balmertshofen rc. Sr. Röm. Kaiserlichen Majestät wirklicher geheimer Rath, Ritter des goldenen Vließes rc. rc. geben den allhier versammelten, des heiligen Römischen Reichs Kurfürsten, Fürsten und Ständen, vortreflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten hiermit zu vernehmen:

Da die zur Erfüllung des fünften und siebenten Artikels

des Lüneviller Friedens bevollmächtigte ausserordentliche Reichsdeputation das ihr anvertraute Werk nunmehr zu Stande gebracht hat, und von Kurfürsten, Fürsten und Ständen des teutschen Reichs in ihrem gemeinsamen Gutachten vom 24 März auf dessen Bestätigung angetragen worden ist; so wollen Se. Majestät der Kaiser nicht verweilen, diesem in seiner Beschaffenheit und in seinen Folgen so wichtigen Werke aus reichsväterlicher Sorgfalt für die Erhaltung des Friedens und der Ruhe Teutschlands, nach Maßgabe Ihrer Pflichten, die gesetzliche Vollendung zu ertheilen.

Der Endzweck, auf welchen in diesem entscheidenden Augenblick Ihre Aufmerksamkeit sich richtet, besteht darin, die Erfüllung der von Sr. Kaiserlichen Majestät, und dem teutschen Reiche üoernommenen Verbindlichkeiten einerseits mit der Erhaltung der hergebrachten Reichsverfassung, andererseits mit den freundschaftlichen Rücksichten thunlichst zu vereinbaren, die Allerhöchstdieselben für die Vorschläge der zwey als Vermittler eingeschrittenen Mächte, so wie für die Wünsche und die Zufriedenheit der Reichsstände tragen. — Es ist dieses der nämliche Zweck, der alle Schritte und Bemühungen Sr. Majestät des Kaisers bey Zusammenberufung, und bey allen Verhandlungen der erwähnten Reichsdeputation geleitet hat. In Gemäßheit desselben haben Sie Sich während dem Laufe dieser Ver handlungen dem von den vermittelnden Mächten vorgeschlagenen, von der Deputation durch entschiedene Stimmenmehrheit angenommenen Entschädigungsplane so beförderlich erwiesen, als es immer die Vorschrift der maßgebenden Friedensartikel und die Gränzen der auf die Erfüllung dieser Artikel und auf die Aufrechthaltung der damit vereinbarlichen Reichsverfassung abgezielten Deputationsvollmacht erlauben konnten. Und mit welcher freywilligen Mäßigung, und gro-

ßen Rücksichten für die vermittelnden Mächte, und die mitinteressirten Reichsstände, Se. Kaiserliche Majestät sich hiebey bestrebt haben, die Behebung der sich ergebenden Anstände, wenn selbe von den rechtmäßigsten Interessen Allerhöchstihres Hauses herrührten, zu erleichtern, solches hat Ihre zu Paris den 26ten Dez. v. J. geschlossene Konvention an den Tag gelegt, worinn sie die Verbindlichkeiten des Lüneviller Traktats freywillig erweitert, und die einem Fürsten Ihres Hauses gebührende volle Entschädigung möglichst beschränket haben. — Eben so haben Se. Kaiserl. Majestät die thunlichste Beförderung in Ansehung der dem Entschädigungsplane beygerückten, aus der angenommenen Entschädigungs-Basis nicht geflossenen, oder in die innere Verfassung des teutschen Reichskörpers einschlagenden weiteren Anträge bewiesen. Auch hierüber haben Sie Sich durch die angeführten Rücksichten bewogen gefunden, in vorgedachter Pariser Konvention Ihre Beystimmung zu dem Deputationsschlusse vom 23ten November v. J. in der Maßgebung zuzusagen, daß Sie dabey sämmtliche mit dem Entschädigungsplane an sich vereinbarliche Gerechtsame ausdrücklich verwahrten, die Allerhöchstdenenselben theils in Ihrer Reichsoberhauptlichen Würde, theils als Regenten Ihrer Erbstaaten gebühren; da Sie in dieser letzten Eigenschaft, gleichwie Sie für Ihre Kriegsverluste an den Entschädigungen keinen Theil bekommen, auch den damit verknüpften Einschränkungen nur in so fern, als es die Ausführungsmöglichkeit der allgemeinen Entschädigungs-Basis erheischet, unterliegen können.

Nachdem endlich nach dem Schlusse der Konvention vom 26sten Dezember zu dem Deputations-Hauptschlusse vom 23sten November noch verschiedene Zusätze, Aenderungen und Anträge hinzu gekommen sind, und daraus der neue Deputati-

onsHauptschluß vom 25sten Hornuug entstanden ist, auf dessen Gutheissung das Reichsgutachten unter einigen ausdrücklichen Vorbehaltungen anträgt; so sehen Seine Kaiserliche Majestät sich nach reiflicher Abwägung aller bisher angeführten Umstände, und nach dem Gefühle Ihrer aufhabenden theuersten Pflichten veranlaßt, dem eben genannten Reichsgutachten Ihre Reichsoberhauptliche Genehmigung unter folgenden Bedingnissen zu ertheilen.

Daß die zu Paris den 26sten Dezember v. J. geschlossene, und zur Kenntniß der Reichsversammluug vorgelegte Konvention in ihrer Kraft und Verbindlichkeit, nach dem wörtlichen Inhalte ihrer Artikel, insonderheit in Ansehung der in dem 4ten Artikel enthaltenen Vorbehaltungen, aufrecht zu bestehen habe.

Daß, in so fern diese Vorbehaltungen die Seiner Majestät als Kaiser und Reichsoberhaupte zustehenden Gerechtsame betreffen, die gesetz- und herkommenmäßige Ausübung dieser Gerechtsame, sowohl bey Ausführung des gegenwärtigen Reichsschlusses, als für alle zukünftige Zeiten ungeschmälert erhalten werde.

Daß die in dem Reichsgutachten vom 24sten März erwähnte Bestätigung der ReichsGrundgesetze, insonderheit des westphälischen Friedens, und der darauf erfolgten Friedensschlüsse, in so fern solche durch den Lüneviller Traktat, und den gegenwärtigen Reichsschluß nicht ausdrücklich abgeändert werden, desgleichen die darin angetragene Verwahrung der teutschen Reichsverfassung in allen übrigen nicht ausdrücklich geänderten Punkten, wie solche für Kurfürsten und Stände des Reichs, wohin

auch der hohe teutsche Orden zu rechnen, und die unmittelbare Reichsritterschaft miteingeschlossen, bisher bestanden ist, in wirkliche Ausführung und Handhabung übergehe.

Daß, nachdem die Bedenken, welche von Seiner Kaiserlichen Majestät bey Gelegenheit der in den frühern Deputations-Vorschlägen gemachten Anträge zur Vermehrung der Virilstimmen im Reichsfürstenrathe geäussert wurden, durch die spätern Vorschläge keineswegs gehoben worden sind, Seine Kaiserliche Majestät sich durch Ihre für die Erhaltung der Reichsverfassung und die Beschützung der katholischen Religion heilig beschwornen Pflichten gemüßiget sehen, Ihre Ratifikation über diesen Gegenstand einstweilen zu suspendiren, und sich vorzubehalten, durch ein unverzügliches ferneres Kommissionsdekret die Erstattung eines weitern Reichsgutachtens zu dem Ende zu verlangen, damit durch angemessene Vorschläge dafür gesorgt werde, daß, nachdem dem protestantischen Religionstheile schon in den kurfürstlichen und reichsstädtischen Kollegien eine so entschiedene Stimmenmehrheit zufällt, die hergebrachten Verhältnisse der zwey Religionstheile nicht auch in dem fürstlichen Kollegium, bis zur wesentlichen Ueberschreitung der StimmenParität, abgeändert werden.

Daß endlich in Ansehung derjenigen Punkte des letzten Deputationsschlusses deren Erörterung erst noch künftigen Anträgen und Unterhandlungen zu unterliegen hat, wie dergleichen namentlich in dem Schlusse des 2ten und 39sten §§. vorkommen, Sr. Kaiserlichen Majestät und dem Reiche die weitere gebührende Einschreitung vorbehalten bleibe.

Indem nun Se. Kaiserliche Majestät unter diesen vorausgesetzten Bedingnissen dem Reichsgutachten vom 24sten

März Ihre Reichsoberhauptliche Genehmigung hiemit förmlich ertheilen, so ergreifen Sie auch diese Gelegenheit, um Ihren und des gesammten Reichs aufrichtigsten Dank für die von den zwey vermittelnden Mächten in der vorliegenden wichtigen Angelegenheit verwendete Sorgfalt und Bemühungen öffentlich hiemit abzustatten; gleichwie Sie mit Zuversicht hoffen, daß gedachte Mächte die hiebey von Seiten Kaisers und Reichs erhaltenen überzeugendsten Beweise bereitwilliger Rücksicht für Ihre Wünsche und Vorschläge freundschaftlich erkennen werden, und daß somit das nunmehr gänzlich zu Stande gebrachte Friedenswerk auf das dauerhafteste versichert und befestigt worden sey.

Es verbleiben übrigens des Höchstansehnlichen Kaiserlichen Herrn PrinzipalKommissarius Hochfürstliche Gnaden den allhier versammelten vortrefflichen Räthen, Bothschaftern und Gesandten mit freundlichem, auch geneigtem und gnädigem Willen beständig wohl zugethan. Signatum Regensburg den 27ten April 1803.

(L. S.) Karl, Fürst von Thurn und Taxis mppr.

Dem Hochlöblichen Kurerzkanzlerischen
Reichs = Directorio anzuhändigen.

Zweyte Abtheilung.

I.

Friedenstractat zwischen Sr. Majestät dem Kaiser der Franzosen und König von Italien, und Sr. Majestät dem Kaiser von Oestreich, unterzeichnet zu Preßburg den 26 Dezember 1805.

S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'Empereur des François, Roi d'Italie, également animés du desir de mettre fin aux calamités de la guerre, ont résolu, de procéder, sans délai, à la conclusion d'un traité de paix définitif, et ont, en conséquence, nommé pour plénipotentiaires; savoir;

S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, M. le Prince Jean de Lichtenstein, Prince du Saint-

Empire romain, grandcroix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan, lieutenant-général des armées de Sa dite Majesté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, et propriétaire d'un régiment d'hussards; et M. le Comte Ignatz de Gyulai, commandeur de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan de Sa dite Majesté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, lieutenant-général de ses armées, et propriétaire d'un régiment d'infanterie.

Et S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, M. Charles Maurice Talleyrand Perigord, grand-chambellan, ministre des relations extérieures de Sa dite Majesté l'Empereur des Français et Roi d'Italie, grand-cordon de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de l'Aigle-Rouge et Noire de Prusse.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

ART. I.

Il y aura, à compter de ce jour, paix et amitié entre S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

ART. II.

La France continuera de posséder en toute propriété et souveraineté les duchés, principautés, seig-

neuries et territoires au dela des Alpes, qui étaient, antérieurement au présent traité, réunis et incorporés à l'Empire français, ou régis par les lois et les administrations françaises.

Art. III.

Sa Majésté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, pour Lui, ses héritiers et successeurs, reconnait les dispositions faites par S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie relativement aux principautés de Lucques et de Piombino.

Art. IV.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce, tant pour Lui que pour ses héritiers et successeurs, à la partie des Etats de la république de Vénise, à Lui-cédés par les traités de Campo-Formio et de Luneville, laquelle sera réunie à perpétuité au royaume d'Italie.

Art. V.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnait S. M. l'Empereur des Français comme Roi d'Italie. Mais il est convenu que, conformément à la déclaration faite par S. M. l'Empereur des Français au moment où il a pris la couronne d'Italie, aussitôt que les puissances nommées dans cette déclaration auront rempli les conditions qui s'y trouvent exprimées, les couronnes de France et d'Italie seront sé-

parées à perpétuité, et ne pourront plus, dans aucun cas, être réunies sur la même tête. S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à reconnaitre, lors de la séparation, le successeur que S. M. l'Empereur des Français se sera donné comme Roi d'Italie.

Art. VI.

Le présent traité de paix est déclaré commun à leurs Altesses Serenissimes les Electeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, et à la Republique Batave, alliés de S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, dans la présente guerre.

Art. VII.

Les Electeurs de Bavière et de Wurtemberg ayant pris le titre de Roi, sans néanmoins cesser d'appartenir à la confédération germanique, S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche les reconnait en cette qualité.

Art. VIII.

S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour Lui, ses héritiers et successeurs, que pour les Princes de Sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires - ci après designées:

Céde et abandonne à S. M. le Roi de Bavière le margraviat de Burgau et ses dépendances, la princi-

pauté d'Eichstädt, la partie du territoire de Passau appartenant à S. A. R. l'Electeur de Salzbourg, et située entre la Bohême, l'Autriche, le Danube, et l'Inn; le comté du Tyrol, y compris les principautés de Brixen et de Trente; les sept seigneuries du Vorarlberg avec leurs enclaves; le comté de Hohenems; le comté de Königsegg-Rothenfels, les seigneuries de Tetnang et Argen, et la ville et territoire de Lindau;

A. S. M. le Roi de Wurtemberg les cinq villes dites du Danube, savoir: Ehingen, Munderkingen, Reidlingen, Mengen et Sulgau, avec leurs dépendances, le haut et bas comté de Hohenberg, le Landgraviat de Nellenbourg et la préfecture d'Altdorff, avec leurs dépendances (la ville de Constance exceptée) la partie du Brisgau faisant enclave dans les possessions Wurtembergeoises et située à l'Est d'une ligne tirée du Schlegelberg jusqu'à la Molbach, et les villes et territoires de Willingen et Brentingen.

A. S. A. S. l'Electeur de Bade, le Brisgau (à l'exception de l'enclave et des portions séparées ci-dessus designées) l'Ortenau et leurs dépendances, la ville de Constance et la commanderie de Meinau.

Les principautés, seigneuries, domaines territoires susdits, seront possédés respectivement par leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg et par S. A. S. l'Electeur de Bade, soit en suzeraineté, soit en toute propriété et souveraineté, de la même manière, aux mêmes titres, droits et prérogatives que les possés-

daient S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, ou les Princes de sa maison, et non autrement.

Art. IX.

S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnait les dettes contractées par la maison d'Autriche au profit des particuliers et des établissemens publics du pays, faisant actuellement partie intégrante de l'Empire français ; et il est convenu que Sa dite Majesté restera libre de toute obligation par rapport à toutes dettes quelconques que la maison d'Autriche aurait contractées, à raison de la possession, et hypothéquées sur le sol des pays auxquelles Elle renonce par le présent traité.

Art. X.

Le pays de Salzbourg et de Berchtoldsgaden appartenant à S. A. R. et E. l'Archiduc Ferdinand, seront incorporés à l'empire d'Autriche. et S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche les possédera en toute propriété et souveraineté, mais à titre de Duché seulement.

Art. XI.

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, s'engage à obtenir, en faveur de S. A. R. l'Archiduc Ferdinand, Electeur de Salzbourg, la cession, par S. M. le Roi de Bavière, de la principauté de Würzbourg, telle qu'elle a été donnée à Sa dite Majesté par le ré-

cès de la députation de l'Empire germanique, du 25 Février 1803. (6. Ventose an 11.)

Le titre électoral de S. A. R. sera transféré sur cette principauté, que S. A. R. possédera en toute propriété et souveraineté de la même manière et aux mêmes conditions qu'elle possédait l'Electorat de Salzbourg, et quant aux dettes, il est convenu, que le nouveau possesseur n'aura à sa charge que les dettes resultant d'emprunts formellement consentis par les états du pays ou des dépenses faites pour l'administration effective dudit pays.

ART. XII.

La dignité de grand-maître de l'ordre Teutonique, les droits, domaines et revenus, qui, antérieurement à la présente guerre, dépendaient de Mergentheim, chef-lieu de l'ordre, les autres droits, domaines et revenus qui se trouveront attachés à la grande maîtrise, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que les domaines et revenus dont, à cette même époque, ledit ordre se trouvera en possession, deviendront héréditaires dans la personne et la descendance directe et masculine, par ordre de primogéniture de celui des Princes de la maison impériale qui sera designé par S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche.

S. M. l'Empereur Napoleon promet ses bons offices pour fair obtenir, le plûtot possible, à S. A. R. l'Archiduc Ferdinand, une indemnité pleine et entiere en Allemagne.

ART. XIII.

Sa M. le Roi de Bavière pourra occuper la ville d'Augsbourg et son territoire, les réunir à ses Etats et les posséder en toute propriété et souveraineté. Pourra également S. M. le Roi de Wurtemberg occuper, réunir à ses Etats et posséder en toute propriété et souveraineté le Comté de Bondorff, et S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à n'y mettre aucune opposition.

ART. XIV.

Leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg et Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Bade jouiront, sur les territoires à eux cédés, comme aussi sur leurs anciens Etats, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en derivent et qui leur ont été garantis par S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, ainsi et de la même manière qu'en jouissent S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche et S. M. le Roi de Prusse sur les Etats allemands. S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, soit comme Chef de l'empire, soit comme co-Etat, s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'exécution des actes qu'ils auraient faits ou pourraient faire en conséquence.

ART. XV.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour Lui, ses héritiers et successeurs, que pour les Princes de la maison, leurs héritiers et successeurs, renonce à tous droits, soit de souveraineté, soit de

suzeraineté, à toutes prétentions quelconques; actuelles ou éventuelles, sur tous les Etats, sans exception, de leurs Majestés les Roi de Bavière et de Wurtemberg et de S. A. S. l'Electeur de Bade, et généralement sur tous les Etats, domaines et territoires compris dans les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe, ainsi qu'à tout titre pris desdits domaines et territoires; et reciproquement toutes prétentions actuelles ou éventuelles desdits Etats à la charge de la maison d'Autriche ou de ses Princes, sont et demeureront éteintes à perpétuité; néanmoins les renonciations contenues au présent article ne concernent point les propriétés qui sont par l'art. XI., ou seront, en vertu de l'art. XII. ci-dessus, concédées à LL. AA. RR. les Archiducs designés dans lesdits articles.

Art. XVI.

Les titres domaniaux et archives, les plans et cartes des différens pays, villes et forteresses, cédés par le présent traité, seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété.

Art. XVII.

Sa Majesté l'Empereur Napoleon garantit l'intégrité de l'empire d'Autriche dans l'état où il sera en conséquence du présent traité de paix, de même que l'intégrité des possessions des Princes de la maison d'Autriche, designés dans les articles onzième et douzième.

Art. XVIII.

Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la République helvétique, régie par l'acte de médiation de même que l'indépendance de la République batave.

Art. XIX.

Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche, et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. XX.

Toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans les deux pays comme elles étaient avant la guerre.

Art. XXI.

S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche et S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, conserveront entre eux le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes que celui qui a été observé avant la présente guerre.

Art. XXII.

Dans les cinq jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, la ville de Presbourg et ses environs, à la distance de six lieues, seront évacuées.

Dix jours après ledit échange, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué, la Moravie, la Bohême, le Viertel - Unter - Wiener - Wald, le Viertel - Unter - Manhartsberg, la Hongrie et toute la Styrie.

Dans les dix jours suivans, elles évacueront le Viertel - Ober - Wiener - Wald et le Viertel - Ober - Manhartsberg.

Enfin dans le délai de deux mois, à compter de l'échange des ratifications, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la totalité des Etats héréditaires de S. M. l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, à l'exception de la place de Braunau, laquelle restera pendant un mois de plus à la disposition de S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, comme lieu de dépot pour les malades et pour l'artillerie.

Il ne sera, pendant ledit mois, fait aux habitans aucune requisition de quelque nature que ce soit.

Mais il est convenu que jusqu'à l'expiration dudit mois, il ne pourra être stationné, ni introduit aucun corps quelconque des troupes autrichiennes dans un arrondissement de six lieues autour de la dite place de Braunau.

Il est pareillement convenu que chacun des lieux qui devront être évacués successivement par les troupes françaises dans les délais susmentionnés ne pourra être occupé par les troupes autrichiennes que 48 heures après l'évacuation.

Il est aussi convenu que les magasins laissés par l'armée française dans les lieux qu'elle devra successivement évacuer, resteront à sa disposition, et qu'il sera fait par les hautes parties contractantes un arrangement rélatif à toutes les contributions quelconques de guerre précédemment imposées sur les divers Etats héréditaires occupés par l'armée française; arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange des ratifications.

L'armée française tirera son entretien et ses subsistances de ses propres magasins établis sur les routes qu'elle doit suivre.

Art. XXIII.

Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des Commissaires seront nommés de part et d'autre, pour remettre et recevoir, au nom des souverains respectifs, toutes les parties du territoire Vénitien non occupées par les troupes de S. M. l'Empereur des Français, et Roi d'Italie.

La ville de Venise, les Lagunes et les possessions de terre ferme seront remises dans le délai de quinze jours; l'Istrie et la Dalmatie vénitiennes, les Bouches du Cattaro, les Iles vénitiennes de l'Adriatique, et toutes les places et forts qu'elles renferment, dans le délai de six semaines, à compter de l'échange des ratifications.

Les Commissaires respectifs veilleront, à ce que la séparation de l'artillerie ayant appartenu à la Répub-

lique de Venise de l'artillerie autrichienne, soit exactement faite, la première devant rester en totalité au royaume d'Italie. Ils determineront d'un commun accord, l'espèce et la nature des objets qui, appartenant à S. M l'Empereur d'Allemagne et d'Autriche, devront en conséquence rester à sa disposition. Ils conviendront, soit de la vente au royaume d'Italie de l'artillerie imperiale et des objets susmentionnés, soit de leur échange contre une quantité équivalente d'artillerie ou d'objets de même ou d'autre nature qui seraient laissés par l'armée française dans les Etats héréditaires.

Il sera donné toute facilité et toute assistance aux troupes autrichiennes et aux administrations civiles et militaires, pour retourner dans les Etats d'Autriche par les voies les plus convenables et les plus sûres, ainsi que pour le transport de l'artillerie impériale, des magasins de terre et de mer et autres objets qui n'auraient pas été compris dans les stipulations, soit de vente, soit d'échange qui pourront être faits.

Art. XXIV.

Les ratifications du présent traité seront échangées dans l'espace de huit jours ou plutôt si faire se peut.

Fait et signé à Presbourg, le 26 Decembre 1805. (5. Nivose an 14.)

Signé:

Jean Prince de Lichtenstein.

(L. S.)

Ch. Maur. Talleyrand.

(L. S)

Jgnaz Comte de Gyulai.

(L. S.)

II.

Konföderations-Akte der rheinischen Bundes-Staaten.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, d'une part; et d'autre part leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg, Leurs Altesses Sérénissimes les Electeurs Archi-chancelier et de Bade, le Duc de Berg et Clèves, le Landgrave de Hesse-Darmstadt, les Princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, les Princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern Sigmaringen, les Princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le Prince d'Ysenbourg-Birstein, le Duc d'Ahremberg, le Prince de Lichtenstein, et le Comte de la Leyen, voulant par des stipulations convenables, assûrer la paix intérieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour laquelle l'expérience a prouvé depuis long tems et tout récemment encore, que la Constitution germanique ne pouvoit plus offrir aucune sorte de garantie, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie: Monsieur Charles Maurice Talleyrand, Prince et Duc de Bénévent, Son Grand Chambellan, et Ministre des Relations extérieures, Grand-Cordon de la Légion d'honneur, Chevalier des Ordres de l'Aigle noire et de l'Aigle rouge de Prusse, et de l'Ordre de Saint-Hubert.

Sa Majesté le Roi de Bavière: Monsieur Antoine de Cetto, Son Conseiller d'Etat ordinaire, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire prés Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et Chevalier de l'Ordre du Lion.

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg: Monsieur Levin Comte de Winzingeroda, Son Ministre d'Etat, des Conférences, et du Cabinet, Chevalier de Son Grand-Ordre, Commandeur de celui de Saint-Jean de Jérusalem, Chevalier de l'Aigle-Blanche.

Son Altesse Sérénissime l'Electeur Archichancelier de l'Empire Germanique: Monsieur Charles Comte de Beust, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire prés Sa Majesté l'Empereur des Français Roi d'Italie, et Chevalier de l'Ordre du Lion d'or.

Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Bade: Monsieur Sigismond Charles Jean Baron de Reitzenstein, Ministre du Cabinet de Son Altesse Electorale, Grand-Cordon de l'Ordre de la Fidélité.

Son Altesse Impériale, Monseigneur le Prince Joachim Duc de Berg et Clèves: Monsieur le Baron Maximilien de Schell.

Son Altesse Sérénissime le Landgrave de Hesse-Darmstadt: Monsieur Auguste Baron de Pappenheim, Son Ministre plénipotentiaire prés Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie.

Leurs Altesse Sérénissimes les Princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg: Monsieur Jean Ernest Baron de Gagern, leur Ministre.

Leurs Altesses Sérénissimes les Princes de Hohenzollern - Hechingen et Hohenzollern - Sigmaringen: Monsieur François Xavier Major de Fischler.

Leurs Altesses Sérénissimes les Princes de Salm-Salm et de Salm-Kyrbourg: le même Monsieur François Xavier Major de Fischler.

Son Altesse Sérénissime le Prince d'Isenbourg-Birstein: Monsieur de Greuhm, Président et chargé des pouvoirs de Son Altesse.

Son Altesse Sérénissime le Duc d'Ahremberg: Monsieur Durant St. André.

Le Comte de la Leyen; Monsieur Durant St. André.

Lesquels, aprés s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Les Etats de leurs Majestés, les Rois de Bavière et de Wurtemberg, de leurs Altesses Sérénissimes les Electeurs Archichancelier et de Bade, le Duc de Berg et Clèves le Landgrave de Hesse - Darmstadt, les Princes de Nassau - Usingen et Nassau - Weilbourg, les Princes de Hohenzollern - Hechingen et Hohenzollern - Sigmaringen, les Princes de Salm - Salm et Salm-Kyrbourg, le Prince d'Ysenbourg - Birstein, le Duc d'Ahrenberg, et le Prince de Lichtenstein, et du Comte de la Leyen, seront séparés à perpétuité du territoire de l'Empire germanique, et unis entr'eux par une confédération particulière sous le nom d'Etats confédérés du Rhin.

Art. 2. Toute loi de l'Empire germanique, qui a

pu jusqu'à présent concerner et obliger Leurs Majestés et leurs Altesses Sérénissimes les Rois et Princes et le Comte dénommés en l'Article précédent, leurs sujets et leurs Etats ou partie d'iceux, sera à l'avenir, relativement à Leurs dites Majestés et Altesses et au dit Comte, à leurs Etats et sujets respectifs, nulle et de nul effet; sauf néanmoins les droits acquis à des créanciers et pensionnaires par le recès de mille huit cent trois, et les dispositions du paragraphe trente neuf du dit recès relatives à l'octroi de navigation du Rhin, lesquelles continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

Art. 3. Chacun des Rois et Princes confédérés renoncera à ceux de ses titres qui expriment des rap ports quelconques avec l'Empire germanique; et le premier Août prochain, il fera notifier à la Diète sa séparation d'avec l'Empire.

Art. 4. Son Altesse Serenissime l'Archichancelier prendra les titres de Prince-Primat et d'Altesse Eminentissime.

Le titre de Prince - Primat n'emporte avec lui aucune prérogative contraire à la plénitude de la souveraineté, dont chacun des Confédéres doit jouir.

Art. 5. Leurs Altesses Sérénissimes l'Electeur de Bade, le Duc de Berg et Clèves, et le Landgrave de Hesse-Darmstadt prendront le titre de Grand-Duc. Ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à la dignité royale.

Le rang et la prééminence entr'eux sont et de-

meureront fixés conformément à l'ordre dans lequel ils sont nommés au présent article.

Le Chef de la Maison de Nassau prendra le titre de Duc, et le Comte de la Leyen le titre de Prince.

Art. 6. Les intérêts communs des Etats confédéré seront traités dans une Diète, dont le siège sera à Francfort, et qui sera divisée en deux Colléges, savoir : le Colléges de Rois, et le Collège des Princes.

Art 7. Les Princes devront nécessairement être indépendans de toute puissance étrangère á la confédération, et ne pourront conséquemment prendre du service d'aucun genre que dans les Etats confédérés ou alliés à la confédération. Ceux qui, étant dejà au service d'autres puissances, voudront y rester, seront tenus de faire passer leurs Principautés sur la tête d'un de leurs Enfans.

Art. 8. S'il arrivoit qu'un des dits Princes voulût aliéner, en tout ou en partie, sa souveraineté, il ne le pourra faire qu'en faveur de l'un des Etats confédérés.

Art. 9. Toutes les contestations qui s'éleveront entre les Etats confédérés, seront décidées par la Diète de Francfort.

Art. 10. La Diète sera présidée par Son Altesse Eminentissime le Prince - Primat. Et lorsqu'un des deux Colléges seulement aura à délibérer sur quelqu'affaire, Son Altesse Eminentissime présidera le Collège des Rois, et le Duc de Nassau le Collège des Princes.

Art. 11. Les époques où, soit la Diète, soit un des Collèges séparément, devra s'assembler, le mode de leur convocation, les objets qui devront être soumis à leurs délibérations, la manière de former les résolutions et de les faire exécuter, seront déterminés par un statut fondamental, que Son Altesse Eminentissime le Prince-Primat proposera dans un délai d'un mois, aprés la notification faite à Ratisbonne, et qui devra être approuvé par les Etats confédérés. Le même statut fondamental fixera définitivement le rang entre les Membres du Collège des Princes.

Art. 12. Sa Majesté l'Empereur des Français sera proclamé Protecteur de la Confédération; et, en cette qualité, au décès de chaque Prince-Primat, il en nommera le successeur.

Art. 13. Sa Majesté le Roi de Bavière cède à Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, la seigneurie de Wiesensteig, et renonce aux droits, qu'à raison de la préfecture de Burgau il pourrait avoir ou prétendre sur l'Abbaye de Wiblingen.

Art. 14. Sa Majesté le Roi de Wurtemberg cède à Son Altesse Sérénissime le Grand-Duc de Bade, le Comté de Bondorff, les villes de Breunlingen et de Villingen, avec la partie du territoire de cette derniere, située à la droite de la Brigach, et la ville de Tuttlingen avec les dépendances du Bailliage de ce nom, situées à la droite du Danube.

Art. 15. Son Altesse Sérénissime le Grand-Duc de Bade cède à Sa Majesté le Roi de Wurtemberg, la ville et le territoire de Biberach, avec ses dépendances.

Art. 16. Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau cède à Son Altesse Impériale le Grand-Duc de Berg, la ville de Deutz ou Duyts avec son territoire, la ville et le bailliage de Königswinter, et le bailliage de Villich.

Art. 17. Sa Majesté le Roi de Bavière réunira à ses Etats et possédera en toute propriété et souveraineté, la ville et le territoire de Nuremberg, et les Commanderies de Rohr et de Waldstetten de l'ordre Teutonique.

Art. 18. Sa Majesté le Roi de Wurtemberg réunira à ses Etats et possédera en toute souveraineté et propriété la seigneurie de Wiesensteig, et la ville, territoire et dépendances de Biberach, en conséquence des cessions à lui faites par Sa Majesté le Roi de Bavière et Son Altesse Sérénissime le Grand-Duc de Bade; la ville de Waldsée, le Comté de Schelklingen, la commanderie de Kapfenbourg ou Lauchheim, la commanderie d'Alschhausen, distraction faite des Seigneuries d'Achberg et de Hohenfels, et l'abbaye de Wiblingen.

Art. 19. Son Altesse Sérénissime le Grand-Duc de Bade réunira à ses Etats et possédera en toute souveraineté et propriété le Comté de Bondorff, les villes de Breunlingen, Villingen et Tuttlingen, les parties de leurs territoires et leurs dépendances spécifiées en l'article quatorze, et tels qu'ils lui ont été cédés par Sa Majesté le Roi de Wurtemberg.

Il possédera en toute propriété la principauté de Heitersheim, et toutes celles de ses dépendances situées

dans les possessions de Son Altesse Sérénissime, telles qu'elles seront en conséquence du présent traité.

Il possédera également en toute propriété les Commanderies teutoniques de Beuggen et de Fribourg.

Art. 20. Son Altesse Impériale le Grand-Duc de Berg possédera en toute souveraineté et propriété la ville de Deutz ou Duyz avec son territoire, la ville et le bailliage de Königswinter et le bailliage de Villich, en conséquence de la cession à lui faite par Son Altesse Sérénissime le Duc de Nassau.

Art. 21. Son Altesse Sérénissime le Grand-Duc de Hesse-Darmstadt réunira à ses Etats le Bourggraviat de Friedberg, pour le posséder en souveraineté seulement pendant la vie du Bourggrave actuel; et en toute propriété après le décès du Bourggrave.

Art. 22. Son Altesse Eminentissime le Prince-Primat réunira à ses Etats et possédera en toute propriété et souveraineté la Ville et le territoire de Francfort.

Art. 23. Son Altesse Sérénissime le Prince de Hohenzollern-Sigmaringen possédera en toute propriété et souveraineté les Seigneuries d'Achberg et de Hohenfels dépendant de la Commanderie d'Alschhausen, et les couvens de Klosterwald et de Habsthal.

Son Altesse Sérénissime possédera en souveraineté les terres équestres situées entre ses possessions actuelles et les territoires, au Nord du Danube, sur lesquels sa souveraineté doit s'étendre en conséquence du présent traité; notamment les seigneuries de Gamertingen et de Hettingen.

Art. 24. Leurs Majestés les Rois de Bavière et de Wurtemberg; Leurs Altesses Sérénissimes les Grands-Ducs de Bade, de Berg et de Hesse-Darmstadt; Son Altesse Eminentissime le Prince-Primat; Leurs Altesses Sérénissimes le Duc et Prince de Nassau, les Princes de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Kyrbourg, d'Isenbourg-Birstein et le Duc d'Ahremberg exerceront tous les droits de souveraineté, savoir:

Sa Majesté le Roi de Bavière, sur la principauté de Schwarzenberg, le Comté de Castell, les seigneuries de Speckfeld et Wiesentheid, les dépendances de la principauté de Hohenlohe enclavées dans le Marggraviat d'Ansbach et dans le territoire de Rothenbourg, nommément les grands bailliages de Schillingsfürst et de Kirchberg; le Comté de Sternstein, les principautés d'Oettingen, les possessions du Prince de la Tour et Taxis au Nord de la principauté de Neubourg, le Comté d'Edelstetten, les possessions des Princes et Comtes Fugger, le Bourggraviat de Winterrieden, et enfin les seigneuries de Buxheim et de Tannhausen, et sur la totalité de la grande route allant de Memmingen à Lindau.

Sa Majesté le Roi de Wurtemberg sur les possessions des Princes et Comtes Truchsess-Waldbourg, les Comtés de Baindt, d'Egloff, de Guttenzell, de Hegbach, d'Isny, de Königseck-Aulendorf, d'Ochsenhausen, de Roth et de Schussenried et Weissenau; les Seigneuries de Mietingen et Sulmingen, Neu-Ravensbourg, Thannheim, Warthausen et Weingarten distraction faite de la Seigneurie de Hagnau; les possessions du Prince de la Tour et Taxis, à l'exception de

celles qui sont situées au Nord de la Principauté de Neubourg et de la Seigneurie de Strasberg, et du bailliage d'Ostrach, les Seigneuries de Gundelfingen et de Neufra; les parties du Comté de Limbourg-Gaildorf non possédées par sa dite Majesté; toutes les possessions des Princes de Hohenlohe, sauf l'exception faite au paragraphe précédent, et enfin la partie du bailliage ci-devant Mayençais de Krautheim, située à la gauche de la Yaxt.

Son Altesse Sérénissime le Grand-Duc de Bade, sur la principauté de Furstenberg (étant exceptées les Seigneuries de Gundelfingen, Neufra, Trochtelfingen, Jungnau et la partie du bailliage de Möskirch, située à la gauche du Danube) la Seigneurie de Hagnau, le Comté de Thengen, le Landgraviat de Klettgau, les bailliages de Neïdenau et Billigheim, la principauté de Linange, les possessions des Prince et Comtes de Löwenstein-Wertheim, situées à la rive gauche du Main (étant exceptés le Comté de Löwenstein, la partie du Limbourg-Gaildorf appartenant aux Comtes de Löwenstein et les seigneuries de Heubach, de Breuberg et de Habitzheim) et enfin sur les possessions du Prince de Salm-Reiferscheid-Krautheim, situées au Nord de la Yaxt,

Son Altesse Impériale le Grand-Duc de Berg sur les seigneuries de Limbourg-Styrum, de Bruch, de Hardenberg, de Gimborn et Neustadt, de Wildenberg, les Comtés de Hombourg, de Bentheim, de Steinfurt, de Horstmur, les possessions du Duc de Looz, les Comtés de Siegen, Dillenbourg, (les bailliages de Wehrheim et Burbach exceptés) et de Hadamar, les seig

neuries de Westerbourg, de Schadeck et de Beilstein, et la partie de la seigneurie de Runkel proprement dite, située à la droite de la Lahn; et pour les communications entre le Duché de Clèves et les possessions susdites au Nord de ce Duché, Son Altesse Impériale aura l'usage d'une route à travers les Etats de Princes de Salm.

Son Altesse Sérénissime le Grand - Duc de Darmstadt, sur les seigneuries de Breuberg et de Heubach, sur la seignerie ou bailliage d'Habitzheim, le Comté d'Erbach, la seignerie d'Ilbenstadt, la partie du Comté de Königstein, possédée par le Prince de Stolberg-Gedern, les Possessions des barons de Riedesel enclavées dans les Etats de sa dite Altesse Sérénissime ou qui leurs sont contigues, nommément les juridictions de Lauterbach, de Stockhausen, de Moos et Freyenstein, les possessions de Princes et Comtes de Solms en Wetterauie (à l'exception des baillages de Hohensolms, Braunfels et Greifenstein) et enfin sur les Comtés de Wittgenstein et Berlebourg, et le bailliage de Hesse-Hombourg, possédé par la branche de ce nom appanagée de Hesse - Darmstadt.

Son Altesse Eminentissime le Prince - Primat sur les possessions des Prince et Comtes de Löwenstein-Wertheim situées à la droite du Main, et sur le comté de Rineck.

LL. AA. SS. le Duc de Nassau - Usingen et le Prince de Nassau-Weilbourg sur les bailliages de Dierdorf, Altenwied, Neuenbourg et la partie du comté du Bas - Isenbourg appartenant au Prince de Wiedrunkel, les comtés de Wied, Neu-Wied et de Holzapfel,

la seigneurie de Schaumbourg, le comté de Dietz et ses dépendances, la partie du village de Munzfelden appartenant au Prince de Nassau-Fulde, le bailliage de Wehrheim et de Burbach, la partie de la seigneurie de Runkel située á la gauche de la Lahn, la terre équestre de Granzberg, et enfin le bailliage de Hohensolms, de Braunfels et Greifenstein.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Hohenzollern-Sigmaringen sur les seigneuries de Trochtelfingen, de Jungnau, de Strasberg, sur le bailliage d'Ostrach et la partie de la seigneurie de Möskirch, située à la gauche du Danube.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Salm-Kyrbourg sur la seigneurie de Gehmen.

Son Altesse Sérénissime le Prince d'Isenbourg-Birstein sur les possessions des comtés d'Isenbourg-Budingen, Wächtersbach et Meerholz, sans que les comtes appanagés de sa branche puissent se prévaloir de cette stipulation pour former aucune prétention à sa charge.

Et Son Altesse Sérénissime le Duc d'Ahremberg sur le comté de Dulmen.

Art. 25. Chacun des Rois et Princes confédérés possédera en toute souveraineté les terres équestres enclavées dans ses possessions. Quant aux terres équestres interposées entre deux des Etats confédérés, elles seront partagées, quant à la souveraineté entre les deux Etats, aussi également que faire se pourra, mais de manière à ce qu'il n'en résulte ni morcellement, ni mélange de territoires.

Art. 26. Les droits de souveraineté sont ceux de législation, de jurisdiction suprême, de haute police, de conscription militaire, ou de recrutement, et d'impôt.

Art. 27. Les Princes ou Comtes actuellement régnans conserveront chacun, comme propriété patrimoniale et privée, tous les domaines sans exception qu'ils possédent maintenant, ainsi que tous les droits seigneuriaux et féodaux non essentiellement inhérens à la souveraineté, et notamment les droits de basse et moyenne jurisdiction en matière civile et criminelle, de jurisdiction et de police forestière, de chasse, de pêche. de mines, d'usines, de dimes et de préstations féodales, de patronages et autres semblables et les revenus provenans des dits domaines et droits. Leurs domaines et biens seront assimilés, quant à l'impôt aux domaines et biens des Princes de la maison sous la souveraineté de laquelle ils doivent passer en vertu du présent traité; ou si aucun des Princes de la dite maison ne possédait d'immeubles, aux domaines et biens de la classe la plus privilégiée; ne pourront les dits domaines et droits être vendus à un souverain étranger à la confédération, ni autrement aliénés, sans avoir été préalablement offerts au Prince sous la souveraineté duquel ils se trouvent placés.

Art. 28. En matière criminelle les Princes et Comtes actuellement règnans et leurs héritiers jouiront du droit d'austrégues c. a. d. d'être jugés par leurs pairs, et dans aucun cas la confiscation de leurs biens ne pourra être pronnoncée ni avoir lieu, mais les revenus pourront être séquestrés pendant la vie du Condamné.

Art. 29. Les Etats confédérés contribueront au payement des dettes actuelles des cercles, non seulement pour leurs possessions anciennes, mais aussi pour les territoires qui doivent être respectivement soumis à leur souveraineté.

La dette du cercle de Souabe sera à la charge de leurs Majestés les Rois de Bavière, de Wurtemberg, et de Leurs Altesses Sérénissimes le Grand-Duc de Bade, les Princes de Hohenzollern-Hechingen et Sigmaringen, de Lichtenstein et de la Leyen; et divisée entr'eux dans la proportion de ce que chacun des dits Rois et Princes possédera dans la Souabe.

Art. 30. Les dettes propres de chaque principauté, comté ou seigneurie passant sous la souveraineté de l'un des Etats confédérés, seront divisées entre le dit Etat et les Princes ou Comtes actuellement régnans, dans la proportion des revenus que le dit Etat doit acquérir, et de ceux que les Princes ou Comtes doivent conserver d'après les stipulations ci-dessus.

Art. 31. Il sera libre aux Princes ou Comtes actuellement régnans et à leurs héritiers, de fixer leur résidence partout où ils le voudront, pourvû que ce soit dans un des Etats membres ou alliés de la confédération du Rhin, ou dans les possessions qu'ils conserveront en souveraineté hors du territoire de la dite confédération; et de retirer leurs revenus ou leurs capitaux, sans pouvoir être assujettis pour cette cause, à aucun droit ou impôt quelconque.

Art. 32. Les individus employés dans l'administration publique des principautés, comtés ou seigneuries

qui doivent, en vertu du présent traité, passer sous la souveraineté de l'un des Etats confédérés, et que le Souverain ne jugeroit pas à propos de conserver dans leurs emplois, jouiront d'une pension de retraite égale à celle que les loix ou réglemens de l'Etat accordent aux officiers du même grade.

Art. 33. Les membres des ordres militaires ou religieux qui pourront être, en conséquence du présent traité, depossédés ou sécularisés, recevront une pension annuelle et viagère, proportionnée aux revenus dont ils jouissoient, à leur dignité et à leur âge, et hypothéquée sur les biens dont ils étaient usufruitiers.

Art. 34. Les Rois, Grand-Ducs, Ducs et Princes confédérés renoncent, chacun d'eux pour soi, ses héritiers et successeurs, à tout droit actuel qu'il pourroit avoir ou prétendre sur les possessions des autres membres de la Confédération telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent être, en conséquence du présent traité; les droits éventuels de succession demeurant seuls réservés, et pour le cas seulement ou viendroit à s'éteindre la maison ou la branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent traité, posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre.

Art. 35. Il y aura entre l'Empire français et les Etats confédérés du Rhin, collectivement et séparément, une alliance, en vertu de laquelle toute guerre continentale que l'une des parties contractantes auroit à soutenir, deviendra immédiatement commune à toutes les autres.

Art. 36. Dans le cas où une puissance étrangère à l'alliance et voisine armeroit, les hautes parties contractantes pour ne pas être prises au dépourvu, armeront pareillement, d'après la demande qui en sera faite par le Ministre de l'une d'elles, à Francfort.

Le contingent que chacun des alliés devra fournir, étant divisé en quatre quarts, la diète déterminera combien de quarts devront être rendus mobiles, mais l'armement ne sera effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par Sa Majesté l'Empereur et Roi à chacune des puissances alliées.

Art. 37 Sa Majesté le Roi de Bavière s'engage à fortifier les villes d'Augsbourg et de Lindau, à former et à entretenir, en tout tems, dans la première de ces deux places, des Etablissements d'Artillerie, et à tenir dans la seconde une quantité de fusils et de munitions suffisante pour une réserve, de même qu'à avoir à Augsbourg des boulangeries, pour qu'on puisse confectionner une quantité de biscuits telle, qu'en cas de guerre la marche des Armées n'éprouve pas de retard.

Art. 38 Le contingent à fournir par chacun des alliés pour le cas de guerre, est fixé comme il suit:

La France fournira deux cents mille hommes de toutes armes; le royaume de Bavière, trente mille hommes de toutes armes; le royaume de Würtemberg, douze mille; le Grand-Duc de Bade huit mille; le Grand-Duc de Berg, cinq mille; le Grand-Duc de Darmstadt, quatre mille. Leurs Altesses Sérénissimes le Duc et Prince de Nassau fourniront avec les autres Princes confédérés, un contingent de quatre mille hommes.

Art. 39. Les hautes parties contractantes se réservent d'admettre par la suite dans la nouvelle confédération d'autres princes et Etats d'Allemagne qu'il sera trouvé de l'interêt commun d'y admettre.

Art. 40. Les Ratifications du présent traité seront échangées à Munich le vingt cinq Juillet de la présente année.

Fait à Paris le 12. Juillet 1806.

Signés :

Ch. Maur. Talleyrand, Prince de Bénévent, Grand-Chambellan de Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Ministre des rélations extérieures.

Antoine de. Cetto.

Levin, Comte de Winzingeroda.

Charles, Comte de Beust.

Sigismond Ch. J. Baron de Reizenstein.

Maximilian, Baron de Schell.

Auguste Guillaume de Pappenheim.

Jean Ernest, Baron de Gagern.

Pour les Maison de Hohenzollern, François Xavier de Fischler.

Pour les Maisons de Salm, François Xavier de Fischler.

Pour le Prince d'Isenbourg-Birstein, Louis de Greuhm.

Pour S. A. S. le Duc d'Ahremberg, Durant St. André.

Pour le Comte de la Leyen, Durant St. André.

Anhang
zur Konföderations-Akte der rheinischen Bundesstaaten.

1) Note des französischen Geschäftsträgers, der deutschen Reichsversammlung übergeben, am 1ten August 1806.

Dictatum Ratisbonae die 1. Augusti 1806 per Archicancellariensem.

Le soussigné Chargé-d'affaires de Sa Majesté l'Empereur des François Roi d'Italie, près la diète générale de l'Empire Germanique a reçu de Sa Majesté l'ordre de faire à la diète les déclarations suivantes.

Leurs Majestés les Rois de Bavière et de Würtemberg, les Princes souverains de Ratisbonne, de Bade, de Berg, de Hesse-Darmstadt, de Nassau et les autres principaux Princes du midi et de l'ouest de l'Allemagne ont pris la résolutiou de former entr' eux une Confédération, qui les mette à l'abri de toutes les incertitudes de l'avenir et ils ont cessé d'être Etats de l'Empire.

La situation dans laquelle le traité de Presbourg a placé directement les cours alliées de la France et indirectement les Princes, qu'elles entourent, et qui les avoisinent, étant incompatible avec la condition d'un état d'empire, c'étoit pour elles et pour ces Princes une nécessité d'ordonner sur un nouveau plan le systême de leurs rapports et d'en faire disparoître une contradiction, qui auroit été une source permanente d'agitation, d'inquiétude et de danger.

De son côté la France si essentiellement interessée au maintien de la paix dans le midi de l'Allemagne, et qui ne pouvoit pas douter que du moment, où elle

auroit fait repasser le Rhin à ses troupes, la discorde, conséquence inévitable de relations contradictoires ou incertaines, mal définies ou mal connues, auroit compromis de nouveau le repos des peuples, et rallumé peut-être la guerre sur le continent, obligée d'ailleurs de concourir au bien-être de ses alliés et de les faire jouir de tous les avantages que le traité de Presbourg leur assure et qu'elle leur a garantie, la France n'a pu voir, dans la confédération qu'ils ont formée, qu'une suite naturelle et le complément nécessaire de ce traité.

Depuis long temps, des altérations successives, qui, de siècle en siècle, n'ont été qu'en augmentant, avoient réduit la constitution germanique à n'être plus qu'une ombre d'elle-même. Le temps avoit changé tous les rapports de grandeur et de force qui existoient primitivement, entre chacun d'eux et le tout dont ils faisoient partie. La diète avoit cessé d'ailleurs d'avoir une volonté qui lui fut propre. Les sentences de tribunaux suprêmes ne pouvoient être mises à exécution. Tout attestoit un affoiblissement si grand, que le lieu fédératif n'offroit plus de garantie à personne et n'étoit entre les puissans qu'un moyen de dissention et de discorde. Les événements des trois coalitions ont porté cet affoiblissement à son dernier terme. Un Electorat a été supprimé par la réunion du Hannovre à la Prusse : un Roi du Nord a incorporé à ses autres états une province de l'Empire ; le traité de Presbourg a attribué à leurs Majestés les Rois de Bavière et de Würtemberg et à Son Altesse Sérénissime l'Electeur de Bade la plénitude de la souveraineté, prérogative, que les autres Electeurs réclameroient sans doute, et seroient fondés à

réclamer, mais qui ne peut s'accorder, ni avec la lettre, ni avec l'esprit de la constitution de l'Empire.

Sa Majesté l'Empereur et Roi est donc obligé de déclarer, qu'il ne reconnoit plus l'existence de la Constitution Germanique, en reconnaissant néaumoins la Souveraineté entière et absolue de chacun des princes dont les états composent aujourd'hui l'Allemagne et en conservant avec eux les mêmes relations, qu'avec les autres puissances indépendantes de l'Europe.

Sa Majesté l'Empereur et Roi a accepté le titre de Protecteur de la Confédération du Rhin. Il ne l'a fait que dans des vues de paix et pour que sa médiation constamment interposée entre les plus foibles et les plus forts, prévienne toute espèce de dissentions et de troubles.

Ayant ainsi satisfait aux plus chers intérêts de son peuple et de ses voisins, ayant pourvu, autant qu'il étoit en lui à la tranquillité future de l'Europe, et en particulier à la tranquillité de l'Allemagne, qui a été constamment le théâtre de la guerre, en faisant cesser la contradiction qui plaçoit les peuples et les princes sous la protection apparente d'un système réellement contraire à leurs intérêts politiques et à leurs traités, Sa Majesté l'Empereur et Roi espère, qu'enfin les nations de l'Europe fermeront l'oreille aux insinuations de ceux, qui vondroient entretenir sur le continent une guerre éternelle; que les armées françoises qui ont passé le Rhin, l'auront passé pour la dernière fois et que les peuples d'Allemagne ne verront plus que dans l'histoire du passé l'horrible tableau des désordres de tout genre, des

dévastations et des massacres que la guerre entraîne toujours avec elle.

Sa Majesté a déclaré, qu'elle ne porteroit jamais les limites de la France au-delà du Rhin. Elle a été fidéle à sa promesse. Maintenant son unique désir est, de pouvoir employer les moyens que la Providenee lui a confiés, pour affranchir les mers, rendre au commerce sa liberté et assuier ainsi le repos et le bonheur du monde.

Ratisbonne le 1. Août 1806.

BACHER.

---

2) Erklärung der Gesandten mehrerer deutschen Höfe bey der deutschen Reichsversammlung übergeben am 1ten August 1806.

Hochwürdige, Hoch- und Hochwohl- auch Wohlgeborne, Insonders Hoch- und vielgeehrteste Herren!

Die zur allgemeinen deutschen Reichsversammlung bevollmächtigten unterzeichneten Bothschafter und Gesandten haben den Befehl erhalten, Namens Ihrer Höchst- und hohen Kommittenten Euren Exzellenzien, Hochwürden, Hoch- Hochwohl- und Wohlgebornen nachstehende Erklärung mitzutheilen:

Die Begebenheiten der drei letzten Kriege, welche Deutschland beinahe ununterbrochen beunruhiget haben, und die politischen Veränderungen, welche daraus entsprungen sind, haben die traurige Wahrheit in das hellste Licht gesetzt, daß das Band, welches bisher die verschiedenen Glieder des deutschen Staatskörpers mit einander vereinigen sollte, für diesen Zweck

nicht mehr hinreiche, oder vielmehr, daß es in der That schon aufgelöst sey. Das Gefühl dieser Wahrheit ist schon seit langer Zeit in dem Herzen jedes Deutschen, und so drückend die Erfahrung der letztern Jahre war, so hat sie doch im Grunde die Hinfälligkeit einer in ihrem Grunde ehrwürdigen, aber durch den, allen menschlichen Anordnungen anklebenden, Unbestand fehlerhaft gewordenen Verfassung bestätiget. Nur diesem Umstande muß man ohne Zweifel die im Jahre 1794 im Reiche selbst sich hervorgethane Trennung zuschreiben, die eine Absonderung des nördlichen und südlichen Deutschlandes zur Folge hatte. Von diesem Augenblicke an mußten nothwendig alle Begriffe von gemeinschaftlichem Vaterlande und Interesse verschwinden; die Ausdrücke: Reichskrieg und Reichsfrieden, wurden Worte ohne Sinn; vergeblich suchte man Deutschland mitten im deutschen Reichskörper. Die, Frankreich zunächst gelegenen, von allem Schutz entblößten, und allen Drangsalen eines Kriegs, dessen Beendigung in den verfassungsmäßigen Mitteln zu suchen nicht in ihrer Gewalt stand, ausgesetzten Fürsten sahen sich gezwungen, sich durch Separatfrieden von dem allgemeinen Verbande in der That zu trennen. Der Friede von Lüneville, und mehr noch der Reichsschluß von 1803. hätten allerdings hinlänglich scheinen sollen, um der deutschen Reichsverfassung neues Leben zu geben, indem sie die schwachen Theile des Systems hinwegräumten, und die Hauptgrundpfeiler desselben befestigten. Allein die in den letztverflossenen 10 Monaten unter den Augen des ganzen Reichs sich zugetragenen Ereignisse haben auch diese letzte Hoffnung vernichtet, und die gänzliche Unzulänglichkeit der bisherigen Verfassung aufs neue außer allem Zweifel gesetzt. Bey dem Drange dieser wichtigen Betrachtungen haben die Souveraine und Fürsten des mittäglichen und westlichen Deutschlandes sich bewogen gefunden, einen neuen, und den Zeitumständen an=

gemessenen Bund zu schließen. Indem sie sich durch gegenwärtige Erklärung von ihrer bisherigen Verbindung mit dem deutschen Reichskörper lossagen, befolgen sie blos das durch frühere Vorgänge und selbst durch Erklärungen der mächtigern Reichsstände aufgestellte System. Sie hätten zwar den leeren Schein einer erloschenen Verfassung beybehalten können: allein sie haben im Gegentheil ihrer Würde und der Reinheit ihrer Zwecke angemessener geglaubt, eine offene und freie Erklärung ihres Entschlusses und der Beweggründe, durch welche sie geleitet worden sind, abzugeben. Vergeblich aber würden sie sich geschmeichelt haben, den gewünschten Endzweck zu erreichen, wenn sie sich nicht zugleich eines mächtigen Schutzes versichert hätten, wozu sich nunmehr der nämliche Monarch, dessen Absichten sich stets mit dem wahren Interesse Deutschlands übereinstimmend gezeigt haben, verbindet. Eine so mächtige Garantie ist in doppelter Hinsicht beruhigend. Sie gewährt die Versicherung, daß Se. Majestät der Kaiser von Frankreich Allerhöchstdero Ruhms halber eben so sehr, als wegen des eigenen Interesses des französischen Kaiserstaates, die Aufrechthaltung der neuen Ordnung der Dinge in Deutschland und die Befestigung der inneren und äußeren Ruhe sich angelegen seyn lassen werden. Daß diese kostbare Ruhe der Hauptzweck des rheinischen Bundes ist, davon finden die bisherigen Reichsmitstände der Souveraine, in deren Namen die gegenwärtige Erklärung geschieht, den deutlichen Beweis darin, daß jedem unter ihnen, dessen Lage ihm eine Theilnahme daran erwünschlich machen kann, der Beitritt zu demselben offen gelassen ist.

Indem wir uns nun dieses höchsten und hohen Auftrags hierdurch schuldigst entledigen; so haben wir zugleich die Ehre,

die Versicherung der hochachtungsvollsten Ergebenheit hinzuzufügen, womit wir sind

Eurer Exzellenzien, Hochwürden, Hochwohl- und Wohlgebornen

Regensburg den 1. August 1806. gehorsamst-ergebenste

Freiherr von Rechberg, Ihrer königlichen Majestät von Baiern geheimer Rath und bisheriger Komitial-Gesandter.

Freiherr von Seckendorf, Ihrer königl. Majestät von Würtemberg Staatsminister und bisheriger Komitial-Gesandter.

Kurfürstlich-Reichs-Erzkanzlerischer Staatsminister und Direktorial-Gesandter Freiherr von Albini.

Der kurfürstl. Badensche Gesandte Albrecht Freiherr von Seckendorf.

Landgräflich Hessischer Gesandter, Freiher von Türckheim.

Edmund Freiherr von Schmitz-Grollenburg, Sr. hochfürstl. Durchlaucht zu Hohenzollern-Hechingen, und des hochfürstl. Gesammthauses Hohenzollern Gesandter.

Weihbischof und Domdechant von Wolf, als hochfürstl. Salm-Kyrburgischer Komitial-Gesandter.

von Mollenbec, von wegen Sr. hochfürstl. Durchlauch zu Isenburg.

3) Declaration Sr. Majestät des Kaisers von Oestreich d. d. Wien den 6ten August, welche von dem österreichischen Gesandten, dem Gesandten der einzelnen Höfe bey der Reichsversammlung übergeben wurde.

Wir Franz der Zweite, von Gottes Gnaden erwählter römischer Kaiser, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs, Erbkaiser von Oesterreich ꝛc. König in Germanien, zu Hungarn, Böheim, Croatien, Dalmazien, Slavonien, Galizien, Lodomerien und Jerusalem, Erzherzog zu Oesterreich ꝛc.

Nach dem Abschlusse des Preßburger Friedens war Unsere ganze Aufmerksamkeit und Sorgfalt dahin gerichtet, allen Verpflichtungen, die Wir dadurch eingegangen hatten, mit gewohnter Treue und Gewissenhaftigkeit das vollkommenste Genügen zu leisten, und die Segnungen des Friedens Unsern Völkern zu erhalten, die glücklich wieder hergestellten friedlichen Verhältnisse allenthalben zu befestigen, und zu erwarten, ob die durch diesen Frieden herbeigeführten wesentlichen Veränderungen im deutschen Reiche es Uns ferner möglich machen würden, den nach der kaiserlichen Wahlkapitulation Uns als Reichs-Oberhaupt obliegenden schweren Pflichten genug zu thun. Die Folgerungen, welche mehreren Artikeln des Preßburger Friedens gleich nach dessen Bekanntwerdung und bis jetzt gegeben worden, und die allgemein bekannten Ereignisse, welche darauf im deutschen Reiche Statt hatten, haben Uns aber die Ueberzeugung gewährt, daß es unter den eingetretenen Umständen unmöglich seyn werde, die durch den Wahlvertrag eingegangenen Verpflichtungen ferner zn erfüllen: und wenn noch der Fall übrig blieb, daß sich nach fördersamer Beseitigung eingetretener politischer Verwickelungen ein veränderter

Stand ergeben dürfte, so hat gleichwohl die am 12 Julius zu Paris unterzeichnete, und seitdem von den betreffenden Theilen begnehmigte Uebereinkunft mehrerer vorzüglicher Stände zu ihrer gänzlichen Trennung von dem Reiche und ihrer Vereinigung zu einer besondern Konföderation, die gehegte Erwartung vollends vernichtet.

Bey der hierdurch vollendeten Ueberzeugung von der gänzlichen Unmöglichkeit, die Pflichten Unseres kaiserlichen Amtes länger zu erfüllen, sind Wir es Unsern Grundsätzen und Unserer Würde schuldig, auf eine Krone zu verzichten, welche nur so lange Werth in Unsern Augen haben konnte, als Wir dem von Kurfürsten, Fürsten und Ständen und übrigen Angehörigen des deutschen Reichs Uns bezeigten Zutrauen zu entsprechen und den übernommenen Obliegenheiten ein Genügen zu leisten im Stande waren.

Wir erklären demnach durch Gegenwärtiges, daß Wir das Band, welches Uns bis jetzt an den Staatskörper des deutschen Reichs gebunden hat, als gelöst ansehen, daß Wir das reichsoberhauptliche Amt und Würde durch die Vereinigung der konföderirten rheinischen Stände als erloschen und Uns dadurch von allen übernommenen Pflichten gegen das deutsche Reich losgezählt betrachten, und die von wegen desselben bis jetzt getragene Kaiserkrone und geführte kaiserliche Regierung, wie hiermit geschieht, niederlegen.

Wir entbinden zugleich Kurfürsten, Fürsten und Stände und alle Reichsangehörigen, insonderheit auch die Mitglieder der höchsten Reichsgerichte und die übrige Reichsdienerschaft von ihren Pflichten, womit sie an Uns, als das gesetzliche Oberhaupt des Reichs, durch die Konstitution gebunden waren. Unsere sämmtlichen deutschen Provinzen und Reichsländer zählen Wir dagegen wechselseitig von allen Verpflichtungen, die

sie bis jetzt unter was immer für einem Titel gegen das deutsche Reich getragen haben, los, und Wir werden selbige in ihrer Vereinigung mit dem ganzen österreichischen Staatskörper, als Kaiser von Oesterreich unter den wieder hergestellten und bestehenden friedlichen Verhältnissen mit allen Mächten und benachbarten Staaten, zu jener Stufe des Glücks und Wohlstands zu bringen beflissen seyn, welche das Ziel aller Unserer Wünsche, deo Zweck Unserer angelegensten Sorgfalt stets seyn wird.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den 6ten August im eintausend achthundert nnd sechsten, Unserer Reiche des Römischen und der Erbländischen im fünfzehnten Jahre.

(L. S.) Franz
Johann Philipp Graf von Stadion.
Ad Mandatum Sacrae Caesareae ac caes. regiae apost. Maj. proprium.
Hofrath von Hudelist.

III.

Friedensverträge zwischen Rußland und Preussen auf der einen, und Frankreich auf der andern Seite vom Jahre 1807.

1. Französisch-Russischer Friedensvertrag.

de dato Tilsit den 9ten July 1807.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, étant animés d'un égal desir de mettre fin aux calamités de la guerre, ont, à cet effet, nommé pour leurs plenipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie,

protecteur de la Confédération du Rhin, M. Charles-Maurice Talleyrand, prince de Bénévent, son grand-chambellan et ministre des relations extérieures, grand-cordon de la Légion d'honneur, chevalier grand-croix des Ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse et de Saint Hubert;

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, M. le prince Alexandre Kourakin, son conseiller-privé actuel, membre du conseil d'Etat, sénateur, chancelier de tous les Ordres de l'empire, chambellan actuel, ambassadeur extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies près S. M. l'Empereur d'Autriche, et chevalier des Ordres de Russie de Saint-André, de Saint-Alexandre, de Sainte-Anne de 1re classe et de Saint-Wolodimir de la 1re classe, de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, de Saint-Hubert de Bavière, de Dambrog et de l'Union parfaite de Danemarck, et bailli grand-croix de l'Ordre souverain de Saint-Jean-de Jérusalem;

Et M. le prince Dinitri Labanoff de Rostoff, lieutenant-général des armées de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, chevalier des Ordres de Sainte-Anne de la prémière classe, de l'Ordre militaire de Saint-George, et de l'Ordre de Wolodimir de la troisième classe;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié parfaites entre S. M. l'EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

II. Toutes les hostilités cesseront immédiatement, de part et d'autre, sur terre et sur mer, dans tous les

points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue.

Les hautes parties contractantes la feront porter, sans délai, par des couriers extraordinaires à leurs généraux et commandans respectifs.

III. Tous les bâtimens de guerre ou autres appartenant à l'une des parties contractantes ou à leurs sujets respectifs, qui auraient été pris postérieurement à la signature du présent traité, seront restitués, ou, en cas de vente, le prix en sera restitué.

IV. S. M. l'Empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'Empereur de toutes les Russies et voulant donner une preuve du desir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, consent à restituer à S. M. le Roi de Prusse, allié de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes et territoires conquis et dénommés ci-après, savoir :

La partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe ;

La Marche de Prignitz, l'Uker-Marck, la moyenne et la Nouvelle Marche de Brandebourg, à l'exception du Kotbuser-Kreis, ou cercle de Cotbus, dans la Basse-Lusace, lequel devra appartenir à S. M. le Roi de Saxe ;

Le duché de Poméranie ;

La Haute, la Basse et la Nouvelle Silésie avec le comté de Glatz ;

La partie du district de la Netze, située au nord de la chaussée allant de Driessen à Schneide-Mühl, et

d'une ligne allant de Schneide-Mühl, à la Vistule par Waldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg, la navigation par la rivière de Netze et le canal de Bromberg, depuis Driessen jusqu'à la Vistule, et réciproquement, devant être libre et franche de tout péage ; la Pomérelie, l'île de Nogat, les pays à la droite du Nogat et de la Vistule, à l'ouest de l'ancienne Prusse et au nord du cercle de Culm ; l'Ermeland, et enfin le royaume de Prusse, tel qu'il était au 1er janvier 1772, avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Neisse, Brieg, Kosel et Glatz, et généralement toutes les places, citadelles, châteaux et forts des pays ci-dessus dénommés, dans l'état où lesdites places, citadelles, châteaux et forts se trouvent maintenant, et en outre, la ville et citadelle de Graudentz.

V. Les provinces qui, au 1er janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne, et qui ont passé depuis, à diverses époques, sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article, et de ceux qui sont spécifiés en l'article IX ci-après, possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. le Roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie, et régies par des constitutions qui, en assurant les libertés et les privilèges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des Etats voisins.

VI. La ville de Dantzick avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indépendance, sous la protection de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi de Saxe, et

gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner elle-même.

VII. Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le Roi de Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers les possessions de S. M. le Roi de Prusse. Ladite route, le nombre des troupes qui pourront y passer à la fois et les lieux d'étape seront déterminés par une convention spéciale, faite entre leursdites majestés, sous la médiation de la France.

VIII. S. M. le Roi de Prusse, S. M. le Roi de Saxe, ni la ville de Dantzick ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'aucun péage, droit ou impôt de quelque nature qu'il puisse être, la navigation de la Vistule.

IX. Afin d'établir, autant qu'il est possible, des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles, qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de la Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure et suivant le thalweg de cette rivière, le thalweg de la Bobra jusqu'à son embouchure, le thalweg de la Narew, depuis le point susdit jusqu'à Suratz, de la Lisa jusqu'à sa source, près le village de Mien, de l'affluent de la Nurzeck prenant sa source près le même village, de la Nurzeck jusqu'à son embouchure au-dessus de Nurr, et enfin le thalweg du Bug, en le remontant jusqu' aux frontières russes actuelles, sera réuni, à perpétuité, à l'Empire de Russie.

X. Aucun individu, de quelque classe et condition qu'il soit, ayant son domicile ou des propriétés

dans le territoire spécifié en l'article précédent, ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié, soit dans les provinces de l'ancien royaume de Pologne, qui doivent être restituées à S. M le Roi de Prusse, soit dans le duché de Varsovie, mais ayant en Russie des biens-fonds, rentes, pensions ou revenus, de quelque nature qu'ils soient; être frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes, pensions et revenus de tout genre, dans son rang et ses dignités, ni poursuivi ni recherché en aucune façon quelconque, pour aucune part, ou politique ou militaire, qu'il ait pu prendre aux événemens de la guerre présente.

XI. Tous les engagemens et toutes les obligations de S. M. le Roi de Prusse, tant envers les anciens possesseurs, soit de charges publiques, soit de bénéfices ecclésiastiques, militaires ou civils, qu'à l'égard des créanciers ou des pensionnaires de l'ancien gouvernement de Pologne, restent à la charge de S M l'Empereur de toutes les Russies et de S M le Roi de Saxe, dans la proportion de ce que chacune de leurs dites Majestés acquiert par les articles V et IX, et seront acquittés pleinement, sans restriction, exception, ni réserve aucune.

XII. Leurs altesses sérénissimes les ducs de Saxe Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin, seront remis chacun dans la pleine et paisible possession de ses Etats; mais les ports des duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg continueront d'être occupés par des garnisons françaises, jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre.

XIII. S. M. l'Empereur Napoléon accepte la médiation de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, à l'effet de négocier et conclure un traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre, un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

XIV. De son côté, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, voulant prouver combien il desire d'établir entre les deux Empires les rapports les plus intimes et les plus durables, reconnait S M. le Roi de Naples, Joseph Napoléon, et S. M. le Roi de Hollande, Louis Napoléon.

XV. S. M. l'Empereur de toutes les Russies reconnait pareillement la Confédération du Rhin, l'état actuel de possession de chacun des souverains qui la composent, et les titres donnés à plusieurs d'entr'eux, soit par l'acte de Confédération, soit par les traités d'accession subséquens.

Sadite Majesté promet de reconnaître, sur les notifications qui lui seront faites de la part de S. M. l'Empereur Napoléon, les souverains qui deviendront ultérieurement membres de la Confédération, en la qualité qui leur sera donnée par les actes qui les y feront entrer.

XVI. S. M. l'Empereur de toutes les Russies, cede, en toute propriété et souveraineté, à S. M. le Roi de Hollande la seigneurie de Jever dans l'Ost-Frise.

XVII. Le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun à LL, MM, les Rois de Naples et de

Hollande, et aux souverains confédérés du Rhin, alliés de S. M. l'Empereur Napoléon.

XVIII. S. M. l'Empereur de toutes les Russies, reconnait aussi S. A. I. le prince Jérome Napoléon comme Roi de Westphalie.

XIX. Le royaume de Westphalie sera composé des provinces cédées par S. M. le Roi de Prusse à la gauche de l'Elbe, et d'autres Etats actuellement possédés par S. M. l'Empereur Napoléon.

XX. S. M. l'Empereur de toutes les Russies promet de reconnaitre la disposition qui, en conséquence de l'article XIX ci-dessus et des cessions de S. M. le Roi de Prusse, sera faite par S. M. l'Empereur Napoléon, (laquelle devra être notifiée à S. M. l'Empereur de toutes les Russies) et l'état de possession en résultant pour les souverains au profit desquels elle aura été faite.

XXI. Toutes les hostilités cesseront immédiatement sur terre et sur mer entre les forces de S. M. l'Empereur de toutes les Russies et celles de Sa Hautesse, dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue.

Les hautes parties contractantes la feront porter, sans délai, par des couriers extraordinaires, pour qu'elle parvienne le plus promptement possible, aux généraux et commandans respectifs.

XXII. Les troupes russes se retireront des provinces de Valachie et de Moldavie; mais les dites provinces ne pourront être occupées par les troupes de sa Hautesse jusqu'à l'échange des ratifications du futur

traité de paix définitive entre la Russie et la Porte-Ottomane.

XXIII. S. M. l'Empereur de toutes les Russies accepte la médiation de S M l'Empereur des Français, Roi d'Italie, à l'effet de négocier et conclure une paix avantageuse et honorable aux deux Empires.

Les plénipotentiaires respectifs se rendront dans le lieu dont les deux parties intéressées conviendront, pour y ouvrir et suivre les négociations.

XXIV. Les délais dans lesquels les hautes parties contractantes devront retirer leurs troupes des lieux qu'elles doivent quitter, en conséquence des stipulations ci-dessus, ainsi que le mode d'exécution des diverses clauses que contient le présent traité, seront fixés par une convention spéciale.

XXV. S. M l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et S M. l'Empereur de toutes les Russies, se garantissent mutuellement l'intégrité de leurs possessions et celles des puissances comprises au présent traité de paix, telles qu'elles sont maintenant ou seront en conséquence des stipulations ci-dessus.

XXVI. Les prisonniers de guerre faits par les parties contractantes, ou comprises au présent traité de paix, seront rendus réciproquement sans échange et en masse.

XXVII. Les relations de commerce entre l'Empire français, le royaume d'Italie, les royaumes de Naples et de Hollande, et les Etats confédérés du Rhin, d'une part, et d'autre part l'Empire de Russie, seront rétablies sur le même pied qu'avant la guerre.

XXVIII. Le cérémonial des deux cours des Tuileries et de Saint-Pétersbourg entr'elles et à l'égard des ambassadeurs, ministres et envoyés qu'elles accréditeront l'une près de l'autre, sera établi sur le principe d'une réciprocité et d'une égalité parfaites.

XXIX. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et par S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

L'échange des ratifications aura lieu dans cette ville, dans le délai de quatre jours.

Fait à Tilsitt, le 7 juillet (25 juin) 1807.

Signés, CHARLES-MAURICE TALLEYRAND,
prince de Bénévent.

Le prince ALEXANDRE KOURAKIN,

Le prince DINITRY LABANOFF DE ROSTOFF.

Pour ampliation :

Le ministre des relations extérieures,

Signé, CH. MAU. TALLEYRAND, *prince de Bénévent*

Les ratifications du présent traité ont été échangées à Tilsitt, le 9. juillet 1807.

---

2. Französisch-Preußischer Friedensvertrag.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, et *S*a Majesté le Roi de Prusse, étant animés d'un égal desir de mettre fin aux calamités de la guerre, ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M l'Empereur des Français, Roi d'Italie, protecteur de la Confédération du Rhin, M Charles-Maurice Talleyrand, prince de Bénévent, son grand-chambellan et ministre des relations extérieures, grand-cordon de la Légion d'honneur, chevalier des Ordres de l'Aigle Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, et de l'Ordre de Saint Hubert;

Et S M. le Roi de Prusse, M. le feld-maréchal comte de Kalkreuth, chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse; et M. le comte de Goltz, son conseiller privé et envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près *S*. M. l'Empereur de toutes les Russies, chevalier de l'Ordre de l'Aigle-Rouge de Prusse;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. Ier. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié parfaites entre *S*. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et S. M. le Roi de Prusse.

II. La partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe;

La Marche de Prignitz, l'Uker-Marck, la moyenne et la nouvelle Marche de Brandebourg, à l'exception du Cotbuser-Kreis ou cercle de Cotbus dans la Basse-Lusace;

Le duché de Poméranie;

La Haute, la Basse et la Nouvelle-Silésie avec le comté de Glatz;

La partie du district de la Netze située au nord de la chaussée allant de Driesen à Schneide-Mühl, et d'une ligne allant de Schneide-Mühl à la Vistule par Woldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg, la Pomérélie, l'île de Nogat, les pays à la droite du Nogat et de la Vistule, à l'ouest de la vieille Prusse et au nord du cercle de Culm, l'Ermeland, et enfin le royaume de Prusse tel qu'il était au 1er janvier 1772, seront restitués à S. M. le Roi de Prusse, avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Neisse, Brieg, Kosel et Glatz, et généralement toutes les places, citadelles, châteaux et forts des pays ci-dessus dénommés, dans l'état où les dites places, citadelles, châteaux et forts se trouvent maintenant.

La ville et citadelle de Graudentz, avec les villages de Neudorff, Parschken et Swierkorzy, seront aussi restitués à S. M. le Roi de Prusse.

III. S. M. le Roi de Prusse reconnait S. M. le Roi de Naples, Joseph-Napoléon, et S. M. le Roi de Hollande, Louis-Napoléon.

IV. S. M. le Roi de Prusse reconnait pareille-

ment la Confédération du Rhin, l'état actuel de possession de chacun des souverains qui la composent, et les titres donnés à plusieurs d'entr'eux soit par l'acte de Confédération, soit par les traités d'accession subséquens.

Promet sadite majesté de reconnaitre les souverains qui deviendront ultérieurement membres de ladite Confédération, en la qualité qui leur sera donnée par les actes qui les y feront entrer.

V. Le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun à S. M. le Roi de Naples, Joseph Napoléon, à S. M. le Roi de Hollande, et aux Souverains confédérés du Rhin, alliés de S. M. l'Emperenr Napoléon.

VI. S. M. le Roi de Prusse reconnait pareillement S. A. I. le prince Jérôme Napoléon comme Roi de Westphalie.

VII. S. M. le Roi de Prusse cède en toute propriété et souveraineté aux rois, grands-ducs, ducs ou princes qui seront désignés par S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, tous les duchés, marquisats, principautés, comtés, seigneuries, et généralement tous les territoires ou parties de territoires quelconques, ainsi que tous les domaines et biensfonds de toute nature que sadite majesté le Roi de Prusse possédait, à quel titre que ce fût, entre le Rhin et l'Elbe, au commencement de la guerre présente.

VIII. Le royaume de Westphalie sera composé de provinces cédées par S. M. le Roi de Prusse, et d'autres Etats actuellement possédés par S. M. l'Empereur Napoléon.

IX. La disposition qui sera faite par S. M. l'Empereur Napoléon des pays désignés dans les deux articles précédens, et l'état de possession en résultant pour les souverains au profit desquels elle aura été faite, sera reconnue par S. M. le Roi de Prusse, de la même manière que si elle était déjà effectuée et contenue au présent traité.

X. S. M. le Roi de Prusse, pour lui, ses héritiers et successeurs, renonce à tout droit actuel ou éventuel qu'il pourrait avoir ou prétendre:

1°. Sur tous les territoires sans exception situés entre le Rhin et l'Elbe, et autres que ceux désignés en l'article VII;

2° Sur celles des possessions de S. M. le Roi de Saxe et de la maison d'Anhalt qui se trouvent à la droite de l'Elbe;

Réciproquement tout droit actuel ou éventuel et toute prétention des Etats compris entre l'Elbe et le Rhin sur les possessions de S. M. le Roi de Prusse, telles qu'elles seront en conséquence du présent traité, sont et demeureront éteints à perpétuité.

XI. Tous pactes, conventions ou traités d'alliance patens ou secrets qui auraient pu être conclus entre la Prusse et aucun des Etats situés à la gauche de l'Elbe, et que la guerre présente n'aurait point rompus, demeureront sans effet et resteront réputés nuls et non avenus.

XII. S M. le Roi de Prusse cède en toute propriété et souveraineté à S. M. le Roi de Saxe, le Cot-

buser - Kreis ou cercle de Cotbus, dans la Basse-Lusace.

XIII. S. M. le Roi de Prusse renonce à perpétuité à la possession de toutes les provinces qui, ayant appartenu au royaume de Pologne, ont, postérieurement au 1er janvier 1772, passé à diverses époques sous la domination de la Prusse, à l'exception de l'Ermeland et des pays situés à l'ouest de la Vieille-Prusse, à l'est de la Poméranie et de la Nouvelle-Marche, au nord du cercle de Culm, d'une ligne allant de la Vistule à Schneidemühl par Waldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg et de la chaussée allant de Schneidemühl à Driesen, lesquels, avec la ville et citadelle de Graudentz et les villages de Neudorff, Garschken et Swierkorzy, continueront d'être possédés en toute propriété et souveraineté par S. M. le Roi de Prusse.

XIV. S. M. le Roi de Prusse renonce pareillement à perpétuite à la possession de la ville de Dantzick.

XV. Les provinces auxquelles S. M. le Roi de Prusse renonce par l'article XIII. ci - dessus, seront (à l'exception du territoire spécifié en l'art. XVIII. ci-après) possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. le Roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie, et régies par des constitutions qui, en assurant les libertés et les priviléges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des Etats voisins.

XVI. Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le Roi de

Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers des Etats de S. M. le Roi de Prusse. Ladite route, le nombre des troupes qui pourront y passer à-la-fois et les lieux d'étapes, seront déterminés par une convention spéciale faite entre leursdites majestés, sous la médiation de la France.

XVII. La navigation par la rivière de Netze et le canal de Bromberg, depuis Driesen jusqu'a la Vistule, et réciproquement, sera libre et franche de tout péage.

XVIII. Afin d'établir autant qu'il est possible des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de la Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure et suivant le thalweg de cette rivière, le thalweg de la Bobra jusqu'à son embouchure; le thalweg de la Narew depuis le point susdit jusqu'a Suratz; de la Lisa jusqu'à sa source, près le village de Mien; de l'affluent de la Nurzeck, prenant sa source près le même village; de la Nurzeck jusqu'à son embouchure au-dessus du Nurr; et enfin le thalweg du Bug, en le remontant jusqu'aux frontières russes actuelles, sera réuni à perpétuité à l'Empire de Russie.

XIX. La ville de Dantzick avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indépendance, sous la protection de S. M. le Roi de Prusse et de S. M. le Roi de Saxe, et gouverné par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner elle-même.

XX. S. M. le Roi de Prusse, S. M le Roi de Saxe, ni la ville de Dantzick ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'aucun péage, droit ou impôt, de quelque nature pu'il puisse être, la navigation de la Vistule.

XXI. Les ville, port et territoire de Dantzick seront fermés pendant la durée de la présente guerre maritime au commerce et à la navigation des Anglais.

XXII. Aucnn individu de quelque classe et condition qu'il soit, ayant son domicile ou des propriétés dans les provinces ayant appartenu au royaume de Pologne, et que S. M. le Roi de Prusse doit continuer de posséder, ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié, soit dans le duché de Varsovie, soit dans le territoire qui doit être réuni à l'Empire de Russie, mais ayant en Prusse des biens-fonds, rentes, pensions ou revenus de quelque nature qu'ils soient, être frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes, pensions et revenus de tout genre, dans son rang et ses dignitès, ni poursuivi, ni recherché en aucune façon quelconque, pour aucune part qu'il ait pu politiquement ou militairement prendre aux événemens de la guerre présente.

XXIII. Pareillement aucun individu né, demeurant ou propriétaire dans les pays ayant appartenn à la Prusse antérieurement au 1er janvier 1772, et qui doivent être restitués à S. M. le Roi de Prusse, aux termes de l'article II ci-dessus, et notamment aucun individu, soit de la garde bourgeoise de Berlin, soit de la gendarmerie, lesquelles ont pris les armes pour le maintien de la tranquillité publique, ne pourra être

frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes pensions et revenus de tout genre, dans son rang et son grade, ni poursuivi, ni recherché, en aucune façon quelconque pour aucune part qu'il ait prise ou pu prendre, de quelque manière que ce soit, aux événemens de la guerre présente.

XXIV. Les engagemens, dettes et obligations de toute nature que S. M. le Roi de Prusse a pu avoir, prendre et contracter, antérieurement à la présente guerre, comme possesseur des pays, territoires, domaines, biens et revenus que sadite majesté cède, ou auxquels elle renonce par le présent traité, seront à la charge des nouveaux possesseurs et par eux acquittés, sans exception, restriction, ni réserve aucune.

XXV. Les fonds et capitaux appartenant, soit à des particuliers, soit à des établissemens publics, réligieux, civils ou militaires des pays que S. M. le Roi de Prusse cède ou auxquels elle renonce par le présent traité, et qui auraient été placés, soit à la banque de Berlin, soit à la caisse de la Société maritime, soit de toute autre manière quelconque, dans les Etats de S. M. le Roi de Prusse, ne pourront être ni confisqués, ni saisis; mais les propriétaires desdits fonds et capitaux seront libres d'en disposer, et continueront d'en jouir, ainsi que des intérêts échus ou à écheoir, aux termes des contrats ou obligations passés à cet effet.

Réciproquement, il en sera usé de la même manière pour tous les fonds et capitaux que des sujets ou des établissemens publics quelconques de la monarchie prussienne auraient placés dans les pays que

S. M. le Roi de Prusse cède ou auxquels elle renonce par le présent traité.

XXVI. Les archives contenant les titres de propriété, documens et papiers généralement quelconques relatifs aux pays, territoires domaines et biens que S. M. le Roi de Prusse cède ou auxquels elle renonce par le présent traité, ainsi que les cartes et plans des villes fortifiées, citadelles, châteaux et forteresses situés dans lesdits pays, seront remises par des commissaires de sadite Majesté, dans le délai de trois mois, à compter de l'échange des ratifications, savoir :

A des commissaires de S. M. l'Empereur Napoléon, pour ce qui concerne les pays cédés à la gauche de l'Elbe.

Et à des commissaires de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, de S. M. le Roi de Saxe et de la ville de Dantzick, pour ce qui concerne les pays que leurs dites majestés et la ville de Dantzick doivent posséder en conséquence du présent traité.

XXVII. Jusqu'au jour de l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, tous les pays de la domination de S. M. le Roi de Prusse, seront, sans exception, fermés à la navigation et au commerce des Anglais.

Aucune expédition ne pourra être faite des ports prussiens pour les Isles - Britanniques, ni aucun bâtiment venant de l'Angleterre ou de ses colonies, être reçu dans lesdits ports.

XXVIII. Il sera fait immédiatement une convention ayant pour objet de régler tout ce qui est relatif au

mode et à l'époque de la remise des places qui doivent être restituées à S. M. le Roi de Prusse, ainsi que les détails qui regardent l'administration civile et militaire des pays qui doivent être aussi restitués.

XXIX. Les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre sans échange et en masse, le plutôt que faire se pourra.

XXX. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et par S. M le Roi de Prusse, et les ratifications en seront échangées à Koenigsberg, dans le délai de six jours, à compter de la signature, ou plustôt si faire se peut.

Fait et signé à Tilsitt, le 9 juillet 1807.

(L. S.) *Signé*, CH. MAU. TALLEYRAND, *prince de Bénévent*

(L. S.) *Signé*, le maréchal comte de KALKREUTH.

(L. S.) *Signé*, AUGUSTE, comte de Goltz.

Pour ampliation :

Le ministre des relations extérieures, CH. MAU. TALLEYRAND, *prince de Bénévent.*

Les ratifications du présent traité ont été échangées à Koenigsberg, le 12 juillet 1807.

IV.

Friedenstractat

zwischen

Oestreich und Frankreich geschlossen zu Wien den 14 October, beyderseits ratifizirt am 17. und 18. October und ausgewechselt den 20. Oct. 1809.

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération suisse, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, également animés du desir de mettre fin à la guerre qui s'est allumée entre eux, ont résolu de procéder sans délai à la conclusion d'un traité de paix definitif, et ont en conséquence nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, M. Jean Baptiste Nompère, comte de Champagny, duc de Cadore, Grand-Aigle de la Legion-d'honneur, Commandeur de l'Ordre de la Couronne de Fer, Chevalier de l'Ordre de Saint-André de Russie, Grand dignitaire de celui des Deux-Siciles, Grand-croix des Ordres de l'Aigle Noire et de l'Aigle Rouge de Prusse, des Ordres de Saint Joseph de Wurtzbourg, de la Fidélité de Bade,

de l'Ordre de Hesse-Darmstadt, son ministre des relations extérieures ;

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, M. le prince Jean de Lichtenstein, Chevalier de l'Ordre de la Toison-d'Or, Grand-croix, de l'Ordre de Marie-Thérese, chambellan, maréchal des armées de sa dite Majesté l'Empereur d'Autriche, et propriétaire d'un régiment de hussards á son service.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié entre S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

II. La présente paix est déclarée commune à S. M. le roi d'Espagne, S. M. le roi de Hollande, S. M. le roi de Naples, S. M. le roi de Baviére, S. M. le roi de Wurtemberg, S. M. le roi de Saxe, S. M. le roi de Westphalie; S. A. Em. le Prince-Primat, à LL. AA. RR. le grand duc de Bade, le grand duc de Berg, le grand-duc de Hesse-Darmstadt et le grand-duc de Wurzbourg, et à tous les princes et membres de la Confédération du Rhin, alliés de S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, dans la présente guerre.

III. S. M. l'Empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour le princes de sa maison, leurs hé-

ritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires ci-après designés, ainsi qu'à tout titre quelconque qui pourrait dériver de leur possession et aux propriétés, soit domaniales, soit possédées par eux à titre particulier, que ces pays renferment.

1) Il céde et abandonne à S. M. l'Empereur des Français, pour faire partie de la Confédération du Rhin et en être disposé en faveur des souverains de la Confédération: Les pays de Salzbourg et de Berchtolsgaden: la partie de la Haute-Autriche située au-de là d'une ligne partant du Danube auprès du village de Strass, et comprenant Weissenkirch, Widersdorff, Michelbach, Greiss, Mukenhofen, Helft, Jeding; de-la la route jusqu'à Schwanstadt, la ville de Schwanstadt sur l'Atter, et continuant en remontant le cours de cette rivière et du lac de ce nom jusqu'au point où ce lac touche la frontière du pays de Salzbourg. S. M. l'Empereur d'Autriche conservera la propriété seulement des bois dépendant du SalzCammerGut et faisant partie de la terre de Mondsée, et la faculté d'en exporter la coupe, sans avoir aucun droit de souveraineté à exercer sur ce territoire.

2) Il céde également à S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, le comté de Gorice, le territoire de Montefalcone, le gouvernement et la ville de Trieste, la Carniole avec ses enclaves sur le golfe de Trieste, le cercle de Villach en Carinthie, et tous les pays situés à la droite de la Save, en partant du point où cette riviere sort de la Carniole, et la suivant jusqu'à la frontiere de la Bosnie, savoir, partie de la Croatie provinciale, six districts de la Croatie militaire,

Fiume et le Littoral hongrois, l'Istrie autrichienne au district de Castua, les îles dépendant des pays cédés, et tous autres pays sous quelque dénomination que ce soit, sur la rive droite de la Save, le Thalweg de cette rivière servant de limite entre les deux Etats. Enfin la seigneurie de Radzuns, enclavée dans le pays des Grisons.

3) Il céde et abandonne à S. M. le roi de Saxe les enclaves dépendant de la Bohême et comprises dans le territoire du royaume de Saxe, savoir les paroisses et villages de Guntersdorff, Taubentranke, Gerlachsheim, Lenkersdorff, Schirgiswalde, Winkel etc.

4) Il céde et abandonne à S. M. le roi de Saxe, pour être réuni au duché de Varsovie, toute la Gallicie-Occidentale ou Nouvelle-Gallicie, un arrondissement autour de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule, qui sera ci-après déterminé, et le cercle de Zamosc dans la Gallicie-Orientale.

L'arrondissement autour de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule, en avant de Podgorze, aura par-tout pour rayon la distance de Podgorze à Wieliczka; la ligne de démarcation passera par Wieliczka, et s'appuiera à l'ouest sur la Scawina, et à l'est sur le ruisseau qui se jette dans la Vistule à Brzdegy.

Wieliczka et tout le territoire des mines de sel appartiendront en commun à l'Empereur d'Autriche et au roi de Saxe; la justice y sera rendue au nom de l'autorité municipale. Il n'y aura de troupes que pour la police, et elles seront en égal nombre de chacun des deux nations. Les sels autrichiens de Wieliczka pourront être transportés sur la Vistule, à travers le

duchè de Varsovie, sans être tenus à aucun droit de péage, Les grains provenant de la Gallicie autrichienne pourront être exportés par la Vistule.

Il pourra être fait entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le roi de Saxe une fixation de limites, telle que le San, depuis le point où il touche le cercle de Zamosc jusqu'à son confluent dans la Vistule, serve de limite aux deux Etats.

5) Il céde et abandonne à S. M. l'Empereur de Russie, dans la partie la plus orientale de l'ancienne Gallicie, un territoire renfermant quatre cent mille ames de population, dans lequel la ville de Brody ne pourra être comprise. Ce territoire sera déterminé à l'amiable entre les commissaires des deux Empires.

IV. L'Ordre Teutonique ayant été supprimé dans les Etats de la Confédération du Rhin, S. M. l'Empereur d'Autriche renonce pour S. A. I. l'archiduc Antoine, à la grande-maitrise de cet Ordre dans ses Etats, et reconnaît la disposition faite des biens de l'Ordre situés hors du territoire de l'Autriche. Il sera accordé des pensions aux employés de l'Ordre.

V. Les dettes hypothéquées sur le sol des provinces cédées, et consenties par les Etats de ces provinces, ou résultant des dépenses faites pour leur administration, suivront seules le sort de ces provinces.

VI. Les provinces restituées à S M. l'Empereur d'Autriche seront administrées à son compte par les autorités autrichiennes, à partir du jour de l'échange des ratifications du présent traité, et les domaines impériaux, à compter du 1er novembre prochain, quelque

part qu'ils soient situés. Il est bien entendu toutefois que l'armée française prendra dans le pays ce que ses magasins ne pourront lui fournir pour la nourriture des troupes, l'entretien des hôpitaux, ainsi que ce qui sera nécessaire pour l'évacuation de ses malades et de ses magasins.

Il sera fait par les hautes parties contractantes un arrangement relatif à toutes les contributions-quelconques de guerre précédemment imposées sur les provinces autrichiennes occupées par les armées françaises et alliées: arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange des ratifications.

VII. S. M. l'Empereur des français, Roi d'Italie, s'engage à ne mettre aucun empêchement au commerce d'importation et d'exportation de l'Autriche par le port de Fiume, sans que cela puisse s'entendre des marchandises anglaises, ou provenant du commerce anglais. Les droits de transit seront moindres pour les marchandises ainsi importées ou exportées, que pour celles de toute autre nation que la nation italienne.

On examinera s'il peut être accordé quelques avantages au commerce autrichien dans les autres ports cédés par le présent traité.

VIII. Les titres domaniaux, archives, les plans et cartes des pays, villes et forteresses cédées, seront remis dans l'espace de deux mois après l'échange des ratifications.

IX. S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, s'engage à acquitter les intérêts annuels et arriérés des capitaux placés, soit sur le Gouvernement, soit sur les Etats, la banque, la loterie

et autres établissemens publics par les sujets, corps et corporations de la France. du Royaume d'Italie et du Grand-Duché de Berg.

Des mesures seront prises pour acquitter aussi ce qui est dû au Mont-Sainte-Thérese, devenu le Mont-Napoléon; à Milan.

X. S. M. l'Empereur des Français s'engage à faire accorder un pardon plein et entier aux habitans du Tyrol et du Voralberg, qui ont pris part à l'insurrection, lesquels ne pourront être recherchés ni dans leurs personnes ni dans leurs biens.

S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage également à accorder un pardon plein et entier à ceux des habitans des pays dont il recouvre la possession en Gallicie, soit militaires, soit civils, soit fonctionnaires publics, soit particuliers qui auraient pris part aux levées de troupes ou à l'organisation des tribunaux et administrations, ou à quelque acte que ce soit qui ait eu lieu pendant la guerre, lesquels habitans ne pourront être recherchés ni dans leurs personnes ni dans leurs biens.

Ils auront pendant six ans la liberté de disposer de leurs propriétés, de quelque nature qu'elles soient, de vendre leurs terres, même celles qui sont censées inaliénables, comme les fidéi-commis et les majorats, de quitter le pays et d'exporter le produit de ces ventes ou dispositions, en argent comptant ou en fonds d'une autre nature, sans payer aucun droit sur leur sortie, et sans éprouver ni difficulté ni empêchement.

La même faculté est réciproquement réservée aux habitans et propriétaires des pays cédés par le présent traité et pour le même espace de temps.

Les habitans du duché de Varsovie, possessionnés

dans la Gallicie autrichienne, soit fonctionnaires publics, soit particuliers, pourront en tirer leurs revenus sans avoir aucun droit à payer et sans éprouver d'empêchement.

XI. Dans les six semaines qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, des poteaux seront placés, pour marquer l'arrondissement de Cracovie sur la rive droite de la Vistule. Des commissaires autrichiens, français et saxons, seront nommés à cet effet.

Il en sera également placé, et dans un délai semblable, sur la frontière de la Haute-Autriche, sur celle de Salzburg, de Willach et de la Carniole, jusqu'a la Save. Les îles de la Save qui doivent appartenir à l'une ou à l'autre puissance seront déterminées d'aprés le Thalweg de la Save. Des commissaires français et autrichiens seront nommés à cet effet.

XII. Il sera conclu immédiatement une convention militaire pour régler les termes respectifs de l'évacuation des différentes provinces, restituées à S. M. l'Empereur d'Autriche. La dite convention sera calculée de manière à ce que la Moravie soit évacuée dans quinze jours; la Hongrie, la partie de la Gallicie, que conserve l'Autriche, la ville de Vienne et ses environs dans un mois; la Basse-Autriche dans deux mois, et le surplus des provinces et districts non cédés par le présent traité, dans deux mois et demi, et plutôt si faire se peut, à compter du jour de l'échange des ratifications, tant par les troupes françaises, que par celles des alliés de la France.

La même convention réglera tout ce qui est relatif à l'évacuation des hôpitaux et des magasins de l'armée française, et à l'entrée des troupes autrichiennes sur le territoire abandonné par les troupes françaises et alliées,

ainsi qu'à l'évacuation de la partie de la Croatie, cédée à S. M. l'Empereur des Français, par le présent traité.

XIII. Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas encore été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

XIV. S. M l'Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, garantit l'intégrité des possessions de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, dans l'état ou elles se trouvent d'après le présent traité.

XV. S. M. l'Empereur d'Autriche reconnaît tous les changemens survenus ou qui pourraient survenir en Espagne, en Portugal et en Italie.

XVI. S. M. l'Empereur d'Autriche voulant concourrir au retour de la paix maritime, adhère au système prohibitif adopté par la France et la Russie vis-à-vis de l'Angleterre, pendant la guerre maritime actuelle: S M. l fera cesser toute relation avec la Grande-Bretagne, et se mettra à l'égard du gouvernement anglais dans la position, où elle était avant la guerre présente.

XVII. S. M. l'Empereur des Français, Roi d'Italie, et S. M l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, conserveront entr'eux le même cérémoniel, quant aux rang et autres étiquettes, que celui qui a été observé avant la présente guerre.

XVIII. Les ratifications du présent traité seront échangées dans l'espace de six jours, ou plutôt si faire se peut. Fait et signé à Vienne, le 14 Octobr. 1809.

Signé: J. B. Nompère de Champagny.

Signé; Jean, prince de Lichtenstein.

Bayerische StaatsBibliothek
Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Quellen des öffentlichen Rechts der deutschen Bundesstaaten oder Sammlung der wichtigsten Urkunden, die zur Kenntniß des allgemeinen deutschen Bundesstaatsrechts dienen ; von 1800 bis 1821
Bd.: 1

Carlsruhe ; Baden (1821)

J.publ.g. 624 s-1/2
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10560825-1